

Papiers de Recherche | Research Papers

Anatomie de la classe moyenne brésilienne : identification, caractérisation et implications pour les politiques publiques

Matthieu CLÉMENT*
Yves-André FAURE†
Jean-Philippe BERROU‡
François COMBARNOUS§
Dominique DARBON**
Éric ROUGIER††

Juin 2018

Pour citer ce papier :

CLÉMENT, M., Y.-A. FAURE, J.-P. BERROU, F. COMBARNOUS, D. DARBON et E. ROUGIER (2018), "Anatomie de la classe moyenne brésilienne : identification, caractérisation et implications pour les politiques publiques", *Papiers de recherche AFD*, n° 2018-67, Juin.

Contact à l'AFD :

Anda David (davida@afd.fr)

* GREThA (CNRS), Université de Bordeaux
† IRD, PRODIG (CNRS), Université Paris 1 Panthéon Sorbonne
‡ LAM (CNRS), Sciences Po Bordeaux
§ GREThA (CNRS), Université de Bordeaux
** LAM (CNRS), Sciences Po Bordeaux
†† GREThA (CNRS), Université de Bordeaux

Papiers de Recherche de l'AFD

Les *Papiers de Recherche de l'AFD* ont pour but de diffuser rapidement les résultats de travaux en cours. Ils s'adressent principalement aux chercheurs, aux étudiants et au monde académique. Ils couvrent l'ensemble des sujets de travail de l'AFD : analyse économique, théorie économique, analyse des politiques publiques, sciences de l'ingénieur, sociologie, géographie et anthropologie. Une publication dans les Papiers de Recherche de l'AFD n'en exclut aucune autre.

L'Agence Française de Développement (AFD), institution financière publique qui met en œuvre la politique définie par le gouvernement français, agit pour combattre la pauvreté et favoriser le développement durable. Présente sur quatre continents à travers un réseau de 72 bureaux, l'AFD finance et accompagne des projets qui améliorent les conditions de vie des populations, soutiennent la croissance économique et protègent la planète. En 2014, l'AFD a consacré 8,1 milliards d'euros au financement de projets dans les pays en développement et en faveur des Outre-mer.

Les opinions exprimées dans ce papier sont celles de son (ses) auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement celles de l'AFD. Ce document est publié sous l'entière responsabilité de son (ses) auteur(s).

Les *Papiers de Recherche* sont téléchargeables sur : <http://librairie.afd.fr/>

AFD Research Papers

AFD Research Papers are intended to rapidly disseminate findings of ongoing work and mainly target researchers, students and the wider academic community. They cover the full range of AFD work, including: economic analysis, economic theory, policy analysis, engineering sciences, sociology, geography and anthropology. *AFD Research Papers* and other publications are not mutually exclusive.

Agence Française de Développement (AFD), a public financial institution that implements the policy defined by the French Government, works to combat poverty and promote sustainable development. AFD operates on four continents via a network of 72 offices and finances and supports projects that improve living conditions for populations, boost economic growth and protect the planet. In 2014, AFD earmarked EUR 8.1bn to finance projects in developing countries and for overseas France.

The opinions expressed in this paper are those of the author(s) and do not necessarily reflect the position of AFD. It is therefore published under the sole responsibility of its author(s).

AFD Research Papers can be downloaded from: <http://librairie.afd.fr/en/>

AFD, 5 rue Roland Barthes

75598 Paris Cedex 12, France

✉ ResearchPapers@afd.fr

ISSN 2492 - 2846

Anatomie de la classe moyenne brésilienne : identification, caractérisation et implications pour les politiques publiques

Matthieu Clément, GREThA (CNRS), Université de Bordeaux

Yves-André Fauré, IRD, PRODIG (CNRS), Université Paris 1 Panthéon Sorbonne

Jean-Philippe Berrou, LAM (CNRS), Sciences Po Bordeaux

François Combarrous, GREThA (CNRS), Université de Bordeaux

Dominique Darbon, LAM (CNRS), Sciences Po Bordeaux

Éric Rougier, GREThA (CNRS), Université de Bordeaux

Résumé

Les évolutions qui ont caractérisé le Brésil durant les vingt dernières années ont provoqué des transformations socioéconomiques sensibles et généré des mouvements dans la structuration de la société brésilienne. Nous isolons la classe moyenne « monétaire » sur la base d'un intervalle mixte combinant une borne inférieure absolue, fixée à 10 dollars par jour et par tête (en PPA), et une borne supérieure relative fixée au 95^{ème} percentile de la distribution. Il apparaît sur la base de cet intervalle que plus de 61 % des ménages brésiliens appartiennent à cette classe moyenne de revenu. En appliquant une classification multidimensionnelle, on observe que la classe moyenne des professions intermédiaires et celle des employeurs et cadres pourraient donc constituer la classe moyenne haute dont le poids serait limité au Brésil (17 % de l'ensemble de la classe moyenne). La classe moyenne des retraités et inactifs (32 % de la classe moyenne de revenu) représente la partie la plus importante de la classe moyenne au Brésil, suivie de la classe moyenne des travailleurs des secteurs primaire et secondaire (24 %). Au total, cette typologie met en évidence la forte hétérogénéité de la classe moyenne brésilienne et souligne une certaine forme de bipolarisation ou de dualité avec une classe moyenne plutôt aisée, occupant des emplois stables et hautement qualifiés, et une classe moyenne plus fragile car disposant de niveaux d'éducation et de revenu plus faibles et occupant des emplois plus instables et de moindre qualité.

Mots-clés : Classe Moyenne, Politiques Publiques, Brésil, Distribution de revenus

Classification JEL : A13, D62, E01, E22, I30, I31, O11, Q01, Q51.

Version originale : Français

Acceptée : Mai 2018

Introduction

Les évolutions qui ont caractérisé le pays durant les quinze à vingt dernières années, et plus encore celles manifestées après 2003, ont naturellement provoqué des transformations socioéconomiques sensibles et généré des mouvements dans la structuration de la société brésilienne. La croissance économique, l'expansion des emplois formels, l'augmentation des salaires en termes réels, l'amplification des programmes d'assistance sociale et de transferts de revenus, l'indexation de nombreuses allocations sur un salaire minimum augmentant chaque année, l'explosion du crédit ont eu pour effet d'opérer des translations significatives entre les différentes strates de population et notamment des plus modestes vers celles situées un peu plus haut dans la pyramide sociale. Le Brésil a été longtemps connu pour opposer une élite très réduite et aisée à une masse pauvre ou misérable et ne disposer que d'une classe intermédiaire restreinte (contrairement à l'Argentine). Cette catégorie intermédiaire de taille limitée était composée de hauts cadres administratifs et commerciaux, d'ingénieurs ou de techniciens supérieurs, souvent issus du secteur public ou d'entreprises privées proches du pouvoir. C'est au bénéfice des récentes transformations sociales que le pays a vu croître nettement le nombre et la proportion des couches un peu moins pauvres de sa population venant ainsi gonfler les niveaux intermédiaires du spectre social. Cependant, le Brésil subit actuellement une crise économique sévère, marquée par un effondrement de la croissance économique (-3,8% en 2015 et 2016) et dont le principal facteur déclencheur réside dans la baisse de la demande de la Chine (principal partenaire commercial du Brésil) pour les produits primaires et d'extraction. Cette crise s'est traduite par une recrudescence du chômage et de la pauvreté ainsi que par l'affirmation des problèmes de surendettement des ménages, autant d'évolutions qui pourraient impacter la classe moyenne brésilienne.

On sait l'importance de l'émergence et de la consolidation des classes moyennes dans le processus de développement. Quand elles sont en essor dans un pays, elles concourent, par leurs dépenses, à l'expansion du marché domestique et, par là même, contribuent à la croissance du PIB. En outre, par la nature de leur consommation, elles tendent à accroître la demande pour des biens qui ne se limitent plus à des produits de première nécessité (Matsuyama, 2002 ; Banerjee et Duflo, 2008). Sur le plan social, leur développement brise le dualisme et l'antagonisme entre une vaste masse de population pauvre et une élite restreinte accaparant richesse et pouvoir et révèle le potentiel de mobilité ascendante entre les strates de la société. Leur déploiement participerait aussi au processus de cohésion interne susceptible de générer de la stabilité politique et leurs exigences nouvelles peuvent déboucher sur un affermissement d'un régime démocratique (Lipset, 1959 ; Easterly, 2001 ; Loayza et al., 2012).

D'un point de vue académique, le concept de « classe moyenne » est un concept transdisciplinaire dont l'utilisation et la définition restent largement controversées. De manière générale, quatre approches peuvent être identifiées : (i) une approche économique basée sur revenu ; (ii) une approche sociologique basée sur le statut social mobilisant notamment des informations sur l'éducation et la catégorie socioprofessionnelle ; (iii) une approche subjective basée sur la conscience de classe et (iv) une approche managériale basée sur les habitudes de consommation.

Il résulte de cette grande diversité des approches un usage souvent peu précautionneux et parfois confus du terme « classe moyenne ».

Si les autorités brésiliennes se sont résolument emparées du thème c'est qu'elles ont vu en lui un moyen simple et efficace, à usage interne, de montrer la légitimité et l'efficacité des orientations impulsées depuis une dizaine d'années et, au plan extérieur, de prouver l'appartenance pleine et entière du Brésil au club des pays émergents et de pouvoir ainsi revendiquer, avec eux, l'établissement d'un nouvel ordre dans les relations internationales. La sensibilité de ces enjeux explique que le gouvernement fédéral ait multiplié les discours, au Brésil et dans les arènes internationales, pour vanter cette réussite brésilienne comme a pu le faire l'ex-présidente Dilma Rousseff au Forum économique mondial de Davos en janvier 2014.

C'est dans cette atmosphère assez euphorique que le gouvernement, qui avait créé en juillet 2008 un Secrétariat des Affaires Stratégiques (*Secretaria de Assuntos Estratégicos – SAE*) avec rang de ministère et chargé d'aider le gouvernement à formuler des politiques publiques de long terme, l'a par la suite plus particulièrement orienté vers la définition et le suivi des actions en vue de consolider la classe moyenne¹. La « classe C » (sur un spectre de 5 « classes » allant de A à E), présentée comme composée désormais de près de 54% de la population brésilienne et disposant d'un pouvoir de consommation de 1.000 milliards de Reais (SAE, 2012a ; 2013b), représentait, dans l'esprit des gouvernants, le visage d'un nouveau Brésil, fier de ses progrès et démontrant l'efficacité des politiques sociales conduites depuis la présidence de Lula da Silva, à partir de 2003. Le Centre des Politiques Sociales de la Fondation Getúlio Vargas (CPS-FGV) a également eu un rôle éminent, sinon pionnier, dans les études portant sur la stratification de la société brésilienne. Son fondateur Marcelo Neri, devenu président de l'PIPEA (*Instituto de Pesquisa Economica Aplicada*), enthousiasmé par les résultats des politiques de réduction de la pauvreté des dernières années, a publié de nombreux documents sur la « nouvelle classe moyenne » brésilienne au point d'en devenir en quelque sorte le chantre (cf. une synthèse de ses études dans Neri (2012)). Les autorités fédérales, percevant tous les avantages qu'elles pouvaient tirer de cette thématique positive, a, dans la foulée, nommé cet économiste ministre-chef du SAE, placé directement sous la tutelle de la présidence de la République. De très nombreux livres et articles de revues académiques, tantôt positifs, tantôt critiques, ont été publiés dans le sillage des premiers travaux publiés par le CPS-FGV puis par le SAE sur la montée en puissance de la classe moyenne et ont été largement relayés par les médias brésiliens.

La question de l'essor des classes moyennes au Brésil, en plus d'être particulièrement d'actualité, intéresse donc les décideurs politiques. Analyser comment se compose cette catégorie intermédiaire de la société, quels sont ses comportements, attentes et aspirations mais aussi comprendre comment le développement supposé de ce groupe influence le *design* des politiques publiques sont les questions auxquelles ce travail se propose de répondre. Partant de là, cette étude poursuit quatre objectifs principaux : (i) proposer une synthèse de la littérature sur les classes moyennes brésiliennes en lien avec la trajectoire de l'économie brésilienne ; (ii) proposer

¹ Cet organisme a été supprimé en octobre 2015.

une méthode d'identification des classes moyennes brésiliennes permettant notamment d'en souligner l'hétérogénéité ; (iii) analyser les comportements et aspirations de ces classes moyennes et (iv) évaluer les implications de l'expansion des classes moyennes en matière de politiques publiques

D'un point de vue méthodologique, nous adoptons une démarche empirique séquentielle. Dans un premier temps, nous mettons en œuvre une analyse quantitative basée sur les données de l'enquête PNAD (*Pesquisa Nacional por Amostra de Domicílios*) de l'IBGE (*Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística*) permettant d'identifier et de caractériser les classes moyennes brésiliennes en en soulignant l'éventuelle hétérogénéité. Dans un second temps, nous mobilisons une enquête qualitative auprès de ménages de la classe moyenne afin de comprendre les dynamiques de ce(s) groupe(s) mais aussi de mettre en évidence ses (leurs) principales aspirations en matière de politiques publiques. Dans un troisième temps, une enquête qualitative auprès d'institutions représentatives des domaines clés des politiques sectorielles nous permet de comprendre quelle a été la contribution de ces politiques à la montée en puissance des classes moyennes et comment, en retour, ces classes moyennes peuvent en influencer l'orientation et le contenu.

Cette étude se structure de la façon suivante. La première partie dresse un état des lieux de la littérature sur les classes moyennes au Brésil en recadrant les principales évolutions de la stratification sociale dans la trajectoire économique du pays. La deuxième partie est consacrée à l'identification et à la caractérisation des classes moyennes brésiliennes (comportements, aspirations et attentes) et se propose d'exposer les principaux résultats issus de l'analyse quantitative et de l'enquête qualitative auprès des ménages. Dans la troisième partie, nous nous focalisons sur les implications de l'essor des classes moyennes sur les politiques publiques en mobilisant les résultats de l'enquête qualitative auprès des institutions.

I. La classe moyenne au Brésil : contextualisation, évolution et caractéristiques

Après un bref rappel de la trajectoire de l'économie brésilienne depuis les années 1930 jusqu'à aujourd'hui et de ses conséquences en matière de pauvreté et d'inégalité, cette première partie propose un état des lieux de la littérature sur le développement des classes moyennes au Brésil. Il s'agit en particulier de mettre en évidence les comportements et aspirations de cette classe sociale et de souligner sa fragilité dans le contexte actuel de crise économique.

1.1. Régimes de croissance et distributions de revenus

1.1.1. Trajectoire de l'économie brésilienne

1.1.1.1. Une longue trajectoire de politiques developmentalistes 1930-1980

Jusqu'à la fin des années 1920 le Brésil est un pays agro-exportateur. Ses ressources proviennent de la vente de produits primaires et le café constitue la source principale des devises et des

recettes de l'Etat. Le pays est encore peu urbanisé et son industrie balbutiante, historiquement muselée par les intérêts extérieurs. C'est à partir des années 1930, avec le régime autoritaire et corporatiste de Getúlio Vargas (Président de 1934 à 1945 puis de 1950 à 1954) qu'est adoptée une politique volontariste d'industrialisation reposant sur un processus de substitution des importations. L'idée est de charger l'Etat d'assurer un rattrapage économique en sortant le pays d'un cycle extractiviste internationalement désavantageux et d'assurer une internalisation des produits industriels jusque-là importés.

L'ensemble de ces politiques a eu d'indéniables effets en termes de développement jusque dans les années 1980. C'est d'elles que résulte la transformation d'un pays agro-exportateur en puissance industrielle induisant la forte urbanisation de la population et l'expansion du salariat. La modernisation du Brésil s'est bâtie sur les grands programmes d'infrastructures et d'équipement (routes, chemins de fer, télécommunications, ponts, centrales hydroélectriques, usines nucléaires) sur la constitution d'un imposant parc d'industries de base (minerais, sidérurgie, etc.), de transformation (papier, ciment, aluminium, chimie, etc.), de biens d'équipement (générateurs, centraux téléphoniques, moteurs, turbines, etc.), de biens de consommation durables (automobile, électroménager, etc.), d'agro-industries alimentaires (viande, grains, produits du lait, jus de fruits, etc.) et enfin sur la création de grands établissements publics de financement tels que la banque nationale de développement économique et social (BNDS puis BNDES) et de puissantes entreprises d'Etat dans des domaines stratégiques comme l'énergie (Petrobras par exemple). Le Brésil se hisse alors dans les premiers rangs mondiaux par la production de richesses. La séquence 1967-1973 (sous le régime militaire qui dirige le pays de 1964 à 1985) est alors qualifiée de « miracle économique » durant laquelle le taux moyen annuel de croissance est supérieur à 10% et le taux d'investissement approche les 20% du PIB. Même si cette croissance s'est accompagnée d'un renforcement des inégalités, les autorités ont poursuivi l'objectif de maintenir à marche forcée ce « miracle » dans la période suivante.

Cependant, les changements qui affectent le système financier international et la conjoncture extérieure défavorable (chocs pétroliers, relèvement des taux d'intérêt, ralentissement de l'activité économique mondiale) vont impacter l'économie brésilienne. La situation financière de l'Etat se dégrade du fait de rentrées fiscales en chute et de l'augmentation de la dette. S'exacerbent alors les conflits autour de la redistribution du revenu et l'inflation s'accélère dangereusement, entretenue notamment par de nombreux mécanismes d'indexation². Les plans successifs Cruzado, Bresser et Verão ont été incapables de contenir l'inflation qui atteignait près de 1.000 % par an à la fin de 1989. L'ajournement des investissements a fini par renforcer la stagnation observée durant cette période.

² Si la décennie 1980 a pu être qualifiée de forte inflation, l'inflation a toujours été élevée au Brésil. L'OCDE rappelle ainsi qu'en moyenne annuelle celle-ci s'est établie à 36 % pendant la période 1945-1980 (OCDE, 2001).

1.1.1.2. Une phase de libéralisation soutenue (fin des années 1980-fin des années 1990)

A partir de la fin des années 1980, les orientations de la politique économique ont été profondément modifiées. Et, au milieu de la décennie suivante, elles ont été subordonnées aux préceptes du fameux Consensus de Washington : discipline financière, abaissement des tarifs douaniers et élimination des barrières non tarifaires, privatisation d'entreprises publiques, déréglementation des activités, taux d'intérêt dictés par le marché, suppression des barrières au capital étranger, soutien financier à la recherche-développement. La politique industrielle a peu à peu disparu des priorités fédérales et ce sont les Etats fédérés qui ont pris le relai, avec des moyens moindres et des résultats parfois malheureux³.

Les changements institutionnels et les politiques publiques qui conduisirent le Brésil dans un nouveau contexte économique et social peuvent être résumés en deux phases. La première période, riche d'importants changements institutionnels, a commencé à la fin des années 1980 et la nouvelle Constitution démocratique de 1988 peut être considérée comme le point d'inflexion initial de cette séquence. Cette période est marquée à la fois par des tentatives d'ajustement de l'économie et par l'adoption de réformes d'inspiration libérale, orientées vers le marché (Yano et Monteiro, 2008). Ces priorités fixées aux politiques gouvernementales ont eu pour effet de marginaliser les politiques sociales et les perspectives de réduction des disparités régionales. De manière générale, cinq axes de réformes principaux peuvent être identifiés.

Premièrement, une politique de stabilisation macroéconomique ambitieuse est mise en place à partir de 1994 avec le Plan Real de Fernando Henrique Cardoso (alors Ministre des finances). Ce plan, qui associe assainissement des finances publiques, coordination des mécanismes d'indexation et introduction d'une nouvelle monnaie ancrée au dollar, le *real* (en remplacement du *cruszeiro*), a mis fin à l'hyperinflation et à ses effets corrosifs en termes de distribution (Ferreira et al., 2010). Deuxièmement, un autre changement institutionnel important s'est manifesté par une plus grande ouverture du pays au commerce international. Ce processus commença en 1988 par des réductions significatives des barrières tarifaires et non tarifaires héritées de la période de substitution des importations, suivant en cela la tendance générale de l'économie mondiale, et le mouvement fut amplifié à partir des années 1990. Cette plus grande ouverture a favorisé l'importation de produits propres à satisfaire la demande croissante après la stabilisation économique générée par le Plan Real. Cependant, elle a également provoqué un processus de restructuration industrielle pour cause de plus grande exposition des entreprises brésiliennes à la concurrence internationale. Beaucoup d'entreprises ne parvenant pas à se restructurer au même rythme que l'ouverture commerciale n'ont ainsi pas supporté la pression compétitive. Troisièmement, le processus de privatisation des entreprises publiques a été lancé au cours de

³ Une guerre fiscal-financière s'est installée entre les Etats pour attirer les investissements. Plus précisément, les entreprises brésiliennes et étrangères ont mis en concurrence les Etats pour obtenir des allègements fiscaux et d'autres avantages. Le cas du constructeur automobile Ford a été emblématique de cette guerre fiscale puisqu'après avoir arraché exonérations et concessions du gouvernement de l'Etat de Bahia il a installé une usine dans le Rio Grande do Sul où des avantages plus substantiels lui ont été octroyés.

cette même période⁴. Quatrièmement, un autre changement d'importance a consisté dans la réforme financière et la libéralisation des flux de capitaux. Parmi les principales réformes figurent l'élimination des barrières à l'entrée des investissements étrangers, l'arrivée d'institutions financières étrangères via l'acquisition et le contrôle actionnarial d'entités locales ou l'installation de filiales et la possibilité donnée aux résidents d'accéder à de nouvelles modalités de financement externe c'est-à-dire l'autorisation d'émettre des titres et des actions auprès du marché international de capitaux (Yano et Monteiro, 2008). Ces modifications ont eu pour effet d'accroître le volume des investissements directs étrangers, principalement à la fin des années 1990. Cinquièmement, la Constitution de 1988 a concédé de plus larges compétences aux Etats de la Fédération et aux communes (*municípios*). Par exemple, une importante modification en vue d'une plus grande autonomie des Etats a consisté dans l'augmentation de la proportion de certains impôts destinés au Fonds de Participation des Etats (FPE)⁵.

La deuxième période confortant le nouveau contexte économique et social du Brésil commence en 1995 avec la stabilisation résultant de Plan Real adopté l'année précédente et coïncide avec le début du premier mandat du Président Cardoso. Plusieurs réformes lancées lors de la séquence antérieure ont alors été conduites jusqu'à leur terme quand d'autres ont été initiées dans le même temps où des politiques sociales nouvelles ont été rendues possibles grâce à la stabilisation économique. En 1995 débute une nouvelle phase de privatisations des actifs publics qui constitue un des principaux axes de la réforme de l'Etat. Les entreprises prestataires de services publics (électricité, transports et télécommunications) en plus du secteur financier ont été la cible de ces privatisations procurant des recettes budgétaires et favorisant de nouveaux investissements par les acquéreurs, en dépit des fortes critiques qui ont été alors adressées au modèle de privatisation adopté par le gouvernement. Dans le domaine social, les principales mesures décidées sous la présidence Cardoso concernent la Loi organique d'assistance sociale (LOAS) qui a garanti un revenu minimum aux personnes âgées et aux handicapés physiques, les programmes de transferts directs de revenus (Bourse-Ecole, Bourse-Revenu, Bourse-Alimentation et Bourse-Gaz) et le programme d'éradication du travail infantile (Giambiagi et al., 2005). D'autres réformes institutionnelles, après 1999, lors du second mandat du Président Cardoso, ont conforté l'assainissement des comptes publics et ont assuré la continuité du programme de privatisations, la modification des règles régissant le capital étranger, l'assainissement du secteur bancaire, la reformulation partielle de la Prévoyance sociale, la renégociation des dettes, souvent cachées, des Etats fédérés⁶.

⁴ De 1990 à 1994, 33 entreprises ont été privatisées, assurant des recettes de 11,9 milliards de dollars US. Plusieurs appartenaient aux secteurs de la sidérurgie, de la pétrochimie et de la production de fertilisants (Yano et Monteiro, 2008).

⁵ Ce FPE a été créé en 1965 et les premiers transferts ont eu lieu en 1967. La loi Complémentaire (*Lei Complementar*) 62 de 1989, encore en vigueur, établit ainsi la répartition du FPE : 85 % aux Etats des régions Nord, Nord-est et Centre-ouest et 15% aux Etats des autres régions (Ministério da Fazenda, Secretaria do Tesouro Nacional, 2012). Ainsi le FPE a été clairement constitué pour être un instrument de réduction des inégalités régionales.

⁶ La Loi de Responsabilité Budgétaire (*Lei de Responsabilidade Fiscal, Lei Complementar* n° 101 de 2000) imposée aux trois niveaux de gouvernement (fédéral, *estadual* et municipal), a nettement contribué à

1.1.1.3. *Des préoccupations sociales dans un cadre économique libéral maintenu (2003-2014)*

L'arrivée au pouvoir du Président Lula en 2003 initie une nouvelle phase dans la trajectoire économique du Brésil. La croissance brésilienne, s'élevant en moyenne à 3,7% par an au cours de la décennie 2000, a été plus régulière et plus soutenue que dans la décennie 1990 où elle était en moyenne de 2,9% par an. Ainsi, au cours de cette décennie, favorisées par cette croissance économique modeste mais réelle et régulière, par la dynamique de création d'emplois formels, par l'élévation du salaire minimum réel et par une meilleure distribution du revenu grâce notamment à des programmes de transferts sociaux, les conditions de vie d'une importante partie de la population se sont clairement améliorées. Nombre de familles ont pu échapper à la pauvreté et les catégories intermédiaires de la structure sociale brésilienne ont considérablement augmenté leurs effectifs.

Si la question du degré de rupture ou de continuité par rapport à la phase libérale des années 1980 et 1990 reste discutée (Salama, 2010), les années 2000 marquent, sur le plan économique, une continuité certaine avec la période précédente. Contrairement au projet de rupture avec les politiques libérales longtemps entretenu par le Parti des Travailleurs (PT) lorsqu'il était dans l'opposition, les premières mesures prises en 2003 ont marqué le prolongement des orientations antérieures (réforme du régime de prévoyance du secteur privé, contrôle des dépenses budgétaires obligatoires, limitation des augmentations des rémunérations de la fonction publique, augmentation de la charge fiscale, respect d'un excédent budgétaire primaire, etc.). A ainsi dominé dans un premier temps le souci de l'équilibre des comptes publics propre à rassurer les agents économiques. Cependant, les résultats obtenus en matière de stabilisation macroéconomique et financière et la disponibilité nouvelle de ressources (fiscalité, excédent commercial) ont incité les autorités nationales à adopter des politiques visant à relancer l'investissement public. Parmi les principales mesures figurent le Programme d'accélération de la croissance (PAC) et le Programme national de développement régional (PNDR) décidés au cours du second mandat du président Lula. Cette politique volontariste sera renforcée vers la fin du second mandat du président Lula da Silva et sous le premier mandat de la présidente Dilma Rousseff, également du PT, mais le pragmatisme économique qui avait plutôt prévalu jusque-là est abandonné au profit d'une orientation développementiste labellisée sous l'expression de Nouvelle Matrice Economique (*Nova Matriz Econômica*). Cette politique s'appuie sur le développement d'un crédit meilleur marché, les banques privées étant incitées à abaisser leurs taux de prêt aux entreprises et aux consommateurs. Elle se fonde aussi sur l'élévation des tarifs de produits importés et s'accompagne de mesures en faveur d'entreprises et de secteurs appelant la protection de l'Etat : exonérations et réductions fiscales et des charges sociales seront ainsi accordées au gré des pressions des industriels. Le secteur automobile, celui des semi-conducteurs, parmi d'autres, sollicitent et obtiennent de tels avantages.

l'assainissement des comptes de ces deux derniers niveaux de gouvernement notamment parce qu'elle a limité leurs possibilités d'emprunt et a interdit que plus de 60 % de leurs ressources soient affectées à la masse salariale (Giambiagi et al., 2005).

C'est de toute évidence en matière sociale que l'inflexion par rapport à la période précédente est la plus marquée. Il est clair que la fin de l'hyperinflation qui a découlé de l'adoption du Plan Real de 1994 a notablement contribué à l'amélioration de la distribution des revenus. Le salaire minimum (SM) a pratiquement doublé en termes réels entre 1995 et 2012 passant de 313,51 Reais (aux prix de 2012) à 622 Reais (IBGE, 2012). Une bonne partie de la population a bénéficié de cette évolution vu que, selon des estimations du gouvernement, 45,5 millions de personnes disposent de revenus indexés sur la valeur de ce SM (SAE, 2013a). A côté des effets positifs liés à la fin de l'hyperinflation, le premier gouvernement du Président Lula a mis en œuvre des politiques sociales volontaristes porteuses de conséquences positives en matière de réduction de la pauvreté et des inégalités de revenus. Parmi les principales mesures illustrant cette orientation sociale on peut mentionner l'augmentation du salaire minimum réel car actualisé chaque année en tenant compte du taux de croissance du PIB des deux années antérieures et du taux d'inflation de l'année précédente, l'élévation des pensions de retraite et des diverses allocations de la LOAS dont les montants sont indexés sur le SM, la réunion et l'amplification des programmes de transferts de revenus créés par le gouvernement antérieur sous une nouvelle formule et appellation (*Bolsa Família*) puis son extension progressive et l'accès facilité au crédit à la consommation des ménages.

Bien qu'il ne soit pas le programme social le plus important en termes de volumes financiers, la *Bolsa Família* est sans doute le plus connu. Il s'agit d'un mécanisme de transferts directs de revenus sous condition de fréquentation scolaire et de vaccination des enfants des familles bénéficiaires⁷. Fin 2013, il bénéficiait à 14 millions de familles, soit environ 50 millions d'individus pour un montant de 24 milliards de Reais correspondant approximativement à 2% des dépenses budgétaires fédérales (Lustosa et Fauré, 2013). Il vise à éradiquer l'extrême pauvreté (revenu mensuel familial par tête jusqu'à 70 Reais) et la pauvreté (revenu mensuel familial par tête de 70 à 140 Reais). Il accorde par individu une bourse mensuelle de 70 à 310 Reais. Bien que plusieurs études économiques aient établi que cette fameuse Bourse Famille a moins contribué que l'augmentation du salaire réel à l'amélioration du niveau de vie des couches pauvres de la population, elle a largement participé au mieux-être social de bien des familles brésiliennes pauvres et très pauvres.

L'expansion du crédit a aussi participé à la dynamique économique du pays. Longtemps contenu à un niveau très faible comparé à d'autres pays (le niveau d'endettement des ménages était de 18% de leurs revenus en 2005) il a connu un pic historique en juillet 2013, la Banque Centrale informant que le taux d'endettement des ménages avait atteint plus de 45% de leurs revenus (source : *Agência Brasil, 27 de setembro de 2013*). La nette augmentation des ventes de biens de consommation durable permise par l'expansion du crédit a participé à l'amélioration du quotidien des catégories modestes de la population.

⁷ Il est né de la fusion de programmes lancés sous le gouvernement Cardoso : Bourse-Ecole, Bourse-Gaz, Bourse-Alimentation. Leur unification sous la nouvelle appellation avait déjà commencé avant la présidence Lula mais c'est celui-ci qui a donné toute sa notoriété au programme, plus tard inclus dans un projet plus vaste appelé *Brasil sem miseria* (Brésil sans misère).

La croissance et l'adoption de mesures incitatives⁸ ont fait baisser le taux d'informalité des activités qui, selon l'PIPEADATA est passé de 57,4% en 2003 et à 47,5% en 2011. Symétriquement, alors que la population économiquement active a progressé de 36% entre 1995 et 2009 et que la population occupée a crû de 33% dans la même période, les emplois formels enregistrés par le Ministère du Travail et de l'Emploi ont augmenté de 95% entre 1995 et 2011 (Ministério do Trabalho e do Emprego, 2013). Enfin le chômage a connu une baisse régulière pour se situer officiellement au plus bas avec un taux de 5,3% en août 2013 (OCDE, 2013).

L'ensemble de ces mesures a incontestablement participé à la croissance du pays que résume, à sa manière condensée, la progression du PIB brésilien. Sur les trois fronts de l'emploi, plus nombreux et formalisés, du revenu en hausse et de la consommation en expansion, les avancées sont notables depuis une dizaine d'années. Au-delà des indicateurs macroéconomiques, il faut bien voir que ce sont des dizaines de millions d'individus qui ont vu leurs conditions de vie s'améliorer peu à peu. Cette évolution des situations privées n'en a que plus mis en valeur les considérables carences observées dans l'espace public et notamment dans le domaine des équipements collectifs et des infrastructures à l'origine d'importants mouvements sociaux ces dernières années (Fauré, 2015).

1.1.1.4. *La crise actuelle (2014-2017)*

Du début des années 2000 jusqu'en 2014, le Brésil a connu une période de prospérité qui ne s'est pas circonscrite au domaine économique mais qui, contrairement aux précédentes séquences de croissance dans l'histoire du pays, s'est aussi traduite par l'amélioration des conditions de vie de la grande majorité de la population, et notamment ses strates les plus modestes. Le Brésil tirait avantage d'un alignement des planètes : excédents des échanges extérieurs, accroissement des réserves de change, stabilité monétaire, maintien de l'inflation autour du ciblage gouvernemental, augmentation des revenus, transferts sociaux au profit des plus faibles, production dynamique, création d'emplois formels, équilibre des comptes publics, etc. A partir de 2014, la conjoncture s'est retournée à un rythme et avec des conséquences si brutales que le pays s'est trouvé en état de récession. Ce changement soudain et profond a mis à nu la fragilité des fondements de la croissance antérieure, a provoqué une sérieuse dégradation des indicateurs économiques et sociaux et a fini par éroder les acquis sociaux accumulés durant une douzaine d'années.

L'évolution du PIB montre assez clairement que 2014 constitue un point d'inflexion puisque cette année-là est marquée par un très fort ralentissement de la croissance (+0,5% contre +3% en 2013) qui sera suivi par une importante chute de l'activité en 2015 (-3,8%) puis en 2016 (-3,8%). La crise qu'affronte le Brésil doit sa gravité au fait qu'elle est multisectorielle. Elle renvoie aux conditions économiques, à l'évolution des finances publiques, au jeu des acteurs politiques et sociaux, à leurs visions conflictuelles et à leurs intérêts divergents.

⁸ Par exemple la mise en place d'un impôt unique et de taux très bas appelé *Simples* auquel sont assujettis les petits commerçants, artisans et prestataires de services, sans compter les initiatives prises par le SEBRAE (Service brésilien d'appui aux petites entreprises) en vue de « légaliser » les petits établissements.

La stabilisation monétaire obtenue en fin de période et la forte dévalorisation du Real face au dollar américain ont permis au Brésil, dès le début des années 2000, de tirer profit du boom des produits primaires, poussés par la demande mondiale et notamment par la Chine. Il est estimé que, sur la période de 2002 à 2010, les exportations de produits primaires brésiliens se sont valorisées de plus de 145% quand, dans le même temps, les produits importés par le Brésil ont augmenté en dollars de 85%. Le taux de couverture en valeur des importations par les exportations a dès lors été toujours favorable allant jusqu'à atteindre plus de 150% certaines années. Il sera négatif pour la première fois en 2014. C'est la nature des produits échangés et l'identité des partenaires commerciaux qui révèlent les évolutions du rapport du pays à l'extérieur et qui constituent les facteurs majeurs de la crise.

En effet, le Brésil a directement souffert du ralentissement de la croissance de la Chine, son premier partenaire commercial. Les exportations, en forte progression depuis 2000, atteignent un sommet en 2011 (256 milliards de dollars US) puis chutent régulièrement les années suivantes pour se situer à 191 milliards en 2015. C'est qu'après une période de croissance du PIB à deux chiffres, la Chine, principal client du Brésil, connaît un ralentissement d'activité (9,5% en 2011, 7,7% en 2012 et en 2013, 7,3% en 2014 et 6,9% en 2015). Après avoir atteint une moyenne de 44 milliards de dollars entre 2011 et 2013, les ventes à la Chine se contractent fortement (40,6 milliards en 2014, 35,6 milliards en 2015). Dans le même temps les importations brésiliennes continuant d'augmenter, le solde commercial devient négatif à partir de 2014 (MDIC, 2016). En outre, le Brésil fait face à un processus de désindustrialisation de long terme, né pendant la phase libérale des années 1980-1990. Ainsi, l'industrie de transformation qui participait à hauteur de 17,4% de la valeur ajoutée brute totale au coût des facteurs en 2005 voit sa contribution diminuer sans cesse (12% en 2014) (source : *Contas Nacionais* IBGE). La dépendance de la croissance du Brésil à la demande chinoise a indéniablement renforcé cet état de fait, 75 % du commerce brésilien vers la Chine étant constitué de produits primaires ou d'extraction (soja, cellulose, minerai de fer, viande, etc.). En d'autres termes, l'économie brésilienne s'est « reprimarisée », perpétuant sa vulnérabilité économique (Paillard, 2016). Cette stratégie a assuré au Brésil des revenus croissants et immédiats mais a enfermé le pays dans une spécialisation à faible contenu technologique et à innovations limitées.

Dans cette séquence de crise, l'inflation commence alors à sortir de la borne haute du ciblage de 4,5% par an fixée par le gouvernement pour atteindre 10,7% en 2015 (Ministério da Fazenda, Secretaria do Tesouro Nacional, 2016b). L'équilibre des comptes publics devient également problématique. Le déficit public représentait 10% du PIB en 2015 contre seulement 3,25% en 2013. La moindre croissance réduit mécaniquement la collecte fiscale et, en dépit des gels de crédits opérés chaque année, les autorités ne sont pas parvenues à maîtriser la croissance des dépenses publiques. Ces dernières, qui représentaient 13,5 à 14% du PIB au basculement du siècle, atteignent 19,6% en 2015. De plus, plusieurs Etats fédérés présentent à partir de 2015 de forts déficits et certains, comme celui de Rio de Janeiro, sont obligés de se déclarer sous le régime de la « calamité publique ». Le redressement de leurs comptes impose des interventions du gouvernement fédéral. Fin 2016, d'après discussions ont lieu entre la présidence et les 27 gouverneurs des Etats auxquels il sera demandé d'importantes économies en contrepartie de

l'aide obtenue du pouvoir fédéral. Ce qui ne va pas de soi dans un système fédératif où les Etats sont jaloux de leur autonomie⁹.

Corrélativement, la récession a eu des effets brutaux sur le marché du travail, la situation s'est très rapidement dégradée et à un rythme impressionnant. Le taux de chômage qui était de 12,3% de la population active en 2003 a atteint son point bas en 2012 avec un taux de 5,5% correspondant peu ou prou à une situation de quasi-plein-emploi. Les années qui suivent vont voir une augmentation brutale et régulière du nombre de demandeurs d'emploi qui atteint 12,3 millions à la fin de l'année 2016 (soit un taux un peu supérieur à 12%). De plus, le nombre de personnes disposant du fameux carnet de travail (*carteira assinada*) assimilé à l'emploi formel a chuté. A titre d'illustration, entre le premier trimestre 2014 et le premier trimestre 2017 le pays a perdu 3 millions de postes de travail formel (source : Propos du coordinateur du Département Travail et Revenu de l'IBGE, www.G1.globo.com do 28 de abril de 2017).

Enfin, il faut noter que l'emballlement du crédit à la consommation et à l'équipement ces dix dernières années, puis le retournement brutal de conjoncture, ont mis en grande difficulté de nombreuses familles brésiliennes. Alors qu'en 2005 seules 18,4% de celles-ci étaient endettées, en septembre 2016, 58,2% étaient dans ce cas. Un quart des familles endettées ont des difficultés de remboursement et, réglant leurs dettes avec retard, sont pénalisées par les taux d'intérêts pratiqués. Par ailleurs, en septembre 2016, 9,6% des familles sont en situation d'insolvabilité (CNC, 2016).

En plus de ces conséquences sociales dramatiques, les difficultés économiques et les déséquilibres des finances publiques finissent par se conjuguer pour déboucher sur une crise politique majeure. Le processus de destitution de la présidente Dilma Rousseff commencé en 2015 et abouti en août 2016 et l'arrivée au pouvoir de nouveaux dirigeants favorables à une gestion orthodoxe marquent la fin d'un cycle¹⁰. La mise à l'écart puis la destitution de la présidente et son remplacement par le vice-président Michel Temer n'ont évidemment pas mis fin à la spirale récessive. Les indicateurs économiques et financiers ont poursuivi leur lente dégradation tout au long de l'année 2016. Les nouveaux dirigeants ont explicité le sens des réformes qu'ils comptent entreprendre pour

⁹ A côté de fréquentes malversations et d'importantes gabegies qui ont participé à la dégradation des finances *estaduales*, la mauvaise gestion est aussi montrée du doigt. Les Etats percevant des recettes tirées des royalties de l'exploitation du pétrole les ont utilisées pour financer des dépenses de fonctionnement au lieu de les dédier, vu leur caractère non nécessairement pérenne, à des opérations d'investissement.

¹⁰ Sur la base des comptes 2015 du gouvernement fédéral, la présidente est accusée d'avoir méconnu les règles de la Loi de responsabilité budgétaire de 2000 et les préceptes de la Constitution qui interdisent au gouvernement fédéral d'avoir recours à des prêts des banques publiques mais aussi d'avoir manipulé les documents d'exécution budgétaire pour masquer les déficits (les ressources obtenues des banques publiques auraient dû y figurer). Les parlementaires reprochent enfin à l'exécutif d'avoir adopté plusieurs décrets de financements complémentaires sans demander l'aval du Congrès. Pour sa défense, la présidente faisait valoir que des gouvernements antérieurs avaient utilisé de tels procédés d'avances consenties par les banques publiques (il est vrai sur des montants bien moindres) sans être sanctionnés et qu'il ne s'agissait pas d'opérations de prêts mais de simples avances remboursées depuis avec des intérêts (Anastasia, 2016).

redresser les finances publiques et relancer l'économie : réduction des dépenses, rééquilibrage des comptes de la prévoyance sociale, contrôle des programmes sociaux, diminution des recrutements dans la fonction publique, révision du mode de calcul du SM, allègement des normes régulatrices des infrastructures sous concession au secteur privé, etc. On perçoit bien qu'il s'agit de poursuivre un horizon d'Etat minimum et de sacrifier, peu ou prou, les aspects sociaux. La priorité placée par les autorités gouvernementales sur le contrôle strict des bénéficiaires de l'ensemble des programmes sociaux, opération dite *pento fino* (peigne fin) confirme cette orientation

1.1.2. *L'évolution de l'inégalité et de la pauvreté*

1.1.2.1. *Le lourd héritage des inégalités*

Le Brésil s'est longtemps caractérisé par ses profondes inégalités sociales et par l'ampleur de la pauvreté affectant avec une redoutable constance d'importantes couches de population et de vastes régions du pays. Mélange déséquilibré de son peuplement indigène et autochtone, de l'arrivée massive d'Africains réduits en esclavage dans les plantations et de l'installation des vagues successives de colons européens et asiatiques, l'extrême diversité de ses habitants, parfois célébrée comme une richesse dans ses manifestations culturelles, ne saurait en effet masquer le poids des inégalités et des disparités qu'elle recouvre. Ce sont là des facteurs-clefs, historiques, qui permettent de comprendre la nature profonde et l'évolution de la société brésilienne.

Certes le Brésil continue de partager de nombreux traits communs à l'ensemble de l'Amérique latine : une extrême concentration des revenus et des richesses, d'importantes carences en matière d'éducation et de santé, des infrastructures notoirement insuffisantes, le fléau de l'inflation, des crises financières à répétition, de fréquentes ruptures de croissance et un revenu par habitant ne progressant que très lentement. Mais le Brésil a aussi toujours présenté des caractéristiques propres ou plus accentuées que celles de la région. On pourrait légitimement les résumer en mettant en perspective son rang économique mesuré par le PIB en parité de pouvoir d'achat qui le faisait se situer pendant longtemps autour de la dixième place dans le monde et son classement dans l'ordre de l'IDH (Indice de développement Humain) au-delà de la 70^e place mondiale. Ces deux positionnements ont constitué un saisissant raccourci de la dette sociale (*dívida social*) de ce pays en rapport à sa puissance économique.

D'amples disparités régionales viennent en quelque sorte redoubler les profondes inégalités sociales. Ces contrastes régionaux se fondent sur des vocations et spécialisations productives diversifiées mais aussi sur des régimes d'administration et des types de rapports sociaux et politiques variés qui puisent leurs origines dans un lointain passé. Leurs premières manifestations découlent du mode de gouvernement établi lors de la colonisation portugaise. Les initiales « capitaineries héréditaires » étaient accordées par la couronne portugaise à des nobles en vue de peupler la colonie, l'exploiter, la gérer avec des moyens autonomes, approvisionner les marchés de la métropole en ressources naturelles puis en sucre, répandre la foi catholique, organiser l'ordre public, distribuer des terres, fonder des villes et des communes, la base matérielle de ce

dispositif reposant sur la force de travail esclavagiste. Ce système des capitaineries, plus tard supprimé, a marqué très profondément la structuration du territoire brésilien. L'histoire politique du pays, mouvementée et souvent limitée aux conflits entre ses élites successives, a été marquée, entre autres, par une alternance de phases de renforcement et d'amoindrissement du pouvoir des régions sans que soient fondamentalement remis en cause au plan économique leurs atouts et handicaps respectifs qui les distinguent si nettement. D'après l'IBGE, la contribution de la région Sud-est au PIB brésilien atteignait 57,9% en 1991. Pour les autres régions, cette contribution se situait à 16,7% pour le Sud, 13,1% pour le Nord-est, 7,8% pour le Centre-ouest et seulement 4,5% pour le Nord. Autre illustration, alors qu'à São Paulo et à Rio de Janeiro (région du Sud-est) le salaire moyen en 1991 était de 852,1 Reais et 601,5 Reais, il s'établissait à 374 Reais à Fortaleza et 358,9 Reais à São Luis (région Nord-est).

1.1.2.1. *La lente mais réelle décrue des inégalités*

Si l'on se réfère au Tableau 1, l'évolution de l'indice de Gini de la distribution des revenus montre, depuis un quart de siècle, une claire tendance à la réduction graduelle des inégalités.

Tableau 1 : Evolution de l'indice de Gini du Brésil

1990	1998	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2011	2012	2013	2014
0,607	0,567	0,545	0,541	0,539	0,526	0,519	0,516	0,500	0,496	0,495	0,490

Source : Ministério da Fazenda, SPE (2016). Les données de l'année 2010 ne sont pas disponibles.

On peut relever que cet indice, qui a légèrement diminué dans les années 1990, et principalement à la suite du plan Real de lutte contre l'hyperinflation, a connu une décroissance annuelle de même rythme à partir de 2004 et, cette fois, sans les à-coups observés dans les périodes précédentes, signifiant par là une baisse réelle et régulière des inégalités. Malgré cela, le Brésil est un pays encore fortement marqué par d'importantes disparités, de revenu, de patrimoine, entre individus, entre familles, entre régions. A titre de comparaison internationale les données disponibles pour l'année 2013 montrent que si le Brésil présentait un indice de 0,495, la Norvège atteignait l'indice de 0,26, l'Allemagne 0,30, la France 0,33 (Ministério da Fazenda, SPE, 2016).

Dans le prolongement des travaux de l'économiste Thomas Piketty, les responsables du Ministère des Finances – Secrétariat des Politiques économiques ont exploité et analysé des données issues des déclarations fiscales des personnes physiques afin d'éclairer la distribution des revenus et des richesses (Ministério da Fazenda, SPE, 2016). Cette source d'information officielle donne des indications très détaillées sur la répartition des revenus et des richesses dans la population aisée et très aisée du pays. Les résultats obtenus soulignent l'extrême concentration des revenus au Brésil. A titre d'illustration, la part dans le revenu brut total des individus appartenant au décile supérieur atteint 39% en 2014 (contre seulement 6% pour le décile inférieur) et celle de ceux appartenant

aux 0,1% les plus riches, 27.000 personnes seulement sur un total de 26,5 millions de déclarants, se situait à 6%. Les comparaisons internationales montrent que le Brésil est à peine dépassé dans cette concentration des richesses par les Etats-Unis et se place bien avant des pays comme l'Allemagne, la France et le Japon. Ainsi, si les inégalités ont été réduites au cours du temps, elles n'ont pas entamé la concentration des richesses dans les mains des couches aisées et très aisées et cette persistante réalité est de nature à limiter le mouvement de mobilité sociale. On perçoit déjà ici que la réduction des inégalités s'est opérée par l'amélioration de la condition des ménages pauvres et modestes bien plus que par la remise en cause des dotations des plus riches.

Les disparités régionales étant presque aussi profondes que les inégalités sociales, il est utile de s'intéresser aux évolutions observées dans les cinq grandes zones brésiliennes. Les évolutions favorables de la dernière période examinée ici ne sont pas suffisamment puissantes et ne se déroulent pas sur un horizon temporel suffisamment long pour remédier aux tendances lourdes et aux caractéristiques structurelles de l'économie brésilienne. Ainsi, la participation des régions au PIB brésilien a été très faiblement modifiée. Selon l'IBGE, entre 1995 et 2012, le Sud-est restait de loin la région la plus riche du pays, et si sa part a diminué de 4 points sur la période, elle contribue encore à hauteur d'un peu plus de 55% au PIB brésilien en 2012.

Comme le Tableau 2 l'indique, la région Nord fait figure d'exception puisque le revenu moyen mensuel de ses habitants a quasi-stagné sur la période 1990-2013, à tel point qu'elle présente un niveau à peine supérieur à celui observé dans la région Nord-est alors même que son niveau en 1990 était proche des régions les plus riches. Pour les autres régions, les écarts initiaux ne sont que très faiblement comblés. Si la région Nord-est, la plus désavantagée en début de période, a vu doubler la valeur du revenu moyen entre 1990 et 2013, celui-ci a également nettement augmenté dans les trois autres régions (Centre-ouest, Sud et Sud-est) de sorte que les écarts interrégionaux demeurent de l'ordre de 1 à 2 entre les zones les mieux dotées et celles qui le sont moins en 2013.

Tableau 2 : Revenu moyen mensuel par région (1990-2013)

Région	1990	1995	1999	2004	2008	2013
Centre-ouest	731,30	725,02	757,37	792,03	1042,61	1279,03
Nord	679,59	579,27	514,09	471,68	581,53	702,39
Nord-est	331,57	386,20	394,40	400,04	527,71	670,69
Sud	679,44	827,10	809,08	870,68	1057,14	1289,41
Sud-est	820,63	936,07	893,16	849,97	1046,94	1251,42

Source : IPEADATA.

Note : Valeurs déflatées aux prix de 2014

1.1.2.2. Un net recul de la pauvreté enrayé par la crise

Au Brésil, les estimations de la pauvreté sont assez diversifiées en fonction des sources auxquelles il est fait appel. Mais elles traduisent toutes une décrue très significative de la pauvreté et de l'extrême pauvreté. Abordée par sa seule dimension monétaire, il est courant au Brésil que l'état de pauvreté soit assimilé à un revenu familial moyen mensuel par tête égal ou inférieur à la moitié du SM et que l'état d'extrême pauvreté corresponde à un revenu familial mensuel par tête inférieur au quart du SM. C'est ainsi que pour l'IPEADATA, selon des calculs publiés en 2013, la population extrêmement pauvre (considérée sur la base des individus ayant un revenu mensuel égal ou inférieur à 70 Reais en valeur monétaire de 2010) s'élevait à 27,3 millions en 1991, 21,2 millions en 2000 et à 12,6 millions en 2010 représentant respectivement 18,6%, 12,6% et 6,6% de la population totale. La même source indiquait, s'agissant de la population pauvre (appréhendée sur la base des individus ayant un revenu mensuel supérieur à 70 Reais et inférieur ou égal à 140 Reais) les chiffres de 56 millions en 1991, 47,4 millions en 2000 et 29 millions en 2010 soit pour ces trois années respectivement 38,1%, 27,9% et 15,2% de la population totale. En définissant le seuil d'extrême pauvreté comme la valeur du panier alimentaire assurant les calories nécessaires à l'entretien d'une personne selon les recommandations de la FAO et de l'OMS et le seuil de pauvreté comme le double de ce seuil d'extrême pauvreté, les taux de pauvreté sont finalement assez proches et la tendance à la baisse est confirmée. Ainsi, les estimations de l'IPEADATA reportées dans le Tableau 3 attestent clairement d'une forte chute de l'extrême pauvreté et de la pauvreté entre 2003 et 2014.

Tableau 3 : Evolution de l'extrême pauvreté et de la pauvreté

Année	Personnes extrêmement pauvres	% de la population totale	Personnes pauvres	% de la population totale
2001	25.520.845	15,19	58.963.230	35,09
2003	26.242.672	15,18	61.814.129	35,75
2014	8.191.008	4,2	25.888.565	13,29

Source : IPEADATA

Note : la ligne d'extrême pauvreté est basée sur l'estimation de la valeur du panier alimentaire assurant les calories nécessaires à l'entretien d'une personne selon les recommandations de la FAO et de l'OMS. La ligne de pauvreté correspond au double de la ligne d'extrême pauvreté.

Cependant, cette trajectoire favorable en matière de réduction de la pauvreté s'est interrompue avec le déclenchement de la crise à partir de 2014. Selon les données de l'IBGE, la proportion de

personnes vivant dans un état d'extrême pauvreté (défini par un revenu par tête jusqu'à $\frac{1}{4}$ du SM) a augmenté passant de 8% en 2014, point le plus bas depuis 2003/2004, à 9,2% en 2015. Quant aux personnes pauvres, c'est-à-dire vivant avec un revenu par tête jusqu'à $\frac{1}{2}$ SM, après avoir constitué un groupe de 25,8% de la population en 2013, elles étaient 26,7% en 2014 et 27% en 2015 (IBGE, 2015). Une étude diffusée début 2017 par la Banque mondiale informe que le Brésil pourrait avoir à compter jusqu'à 3,6 millions de pauvres supplémentaires au cours de l'année 2017, la ligne de pauvreté retenue par l'organisation multilatérale s'établissant à 140 Reais par tête et par mois (Skoufias et al., 2017).

1.2. L'essor de la classe moyenne au Brésil

1.2.1. L'identification de la classe moyenne

1.2.1.1. Les approches comparatives

Dans une perspective économique, l'identification statistique de la classe moyenne repose la plupart du temps sur la définition d'un intervalle de revenu dans lequel se situent les ménages ou individus qui la composent. Si l'on se place à l'échelle des pays en développement ou d'une région géographique, il importe de définir des critères d'appartenance permettant la comparaison internationale. Dans ce cas, l'approche absolue à partir de seuils internationaux exprimés en dollars PPA (parité de pouvoir d'achat) est généralement privilégiée. Mais adopter une approche relative est également un choix possible, y compris pour les travaux comparatifs. La classe moyenne est alors définie comme étant composée des ménages situés dans le milieu de la distribution du revenu. Les intervalles sont alors définis comme des fractions du revenu médian ou sur la base des quintiles.

L'examen de la littérature récente sur la classe moyenne appliquée aux pays en développement et, plus spécifiquement, aux pays d'Amérique Latine, montre qu'il n'y pas de consensus sur le choix de l'intervalle monétaire pour définir la classe moyenne. Ainsi, sur la base du revenu des ménages exprimé en équivalent adulte, Castellani et Parent (2011) confrontent plusieurs intervalles monétaires pour définir la classe moyenne pour dix pays latino-américains : (i) 2\$-20\$ (en PPA 2005), (ii) 50%-150% du revenu médian, (iii) les trois quintiles du milieu de la distribution du revenu et (iv) entre une fois et trois fois le seuil de pauvreté national. Le poids de la classe moyenne au Brésil pour l'année 2006 s'étale entre 44% avec le critère (iv) et 68,3% avec le critère (i). Cardenas et al. (2011) définissent quant à eux la classe moyenne comme l'ensemble des ménages dont le revenu quotidien par tête se situe entre 10\$ et 100\$ (en PPA 2005). En utilisant les données *povcalnet* de la Banque Mondiale, ils montrent que la classe moyenne représentait près de 34% de la population brésilienne en 2005 et les simulations qu'ils effectuent indiquent que cette proportion pourrait représenter, selon les scénarii, entre 52% et 67% de la population à l'horizon 2030. Ferreira et al. (2013), Birdsall (2014) et Penfold et Rodriguez Guzman (2014) adoptent la même borne inférieure (10\$) mais une borne supérieure plus basse (50\$). Les estimations de Birdsall (2014) indiquent que le poids de la classe moyenne au Brésil aurait sensiblement augmenté passant de moins de 15% en 1992 à près de 32% en 2009. Penfold et

Rodriguez Guzman (2014) aboutissent aux mêmes ordres de grandeur. Enfin, Castellani et al. (2014) privilégient une approche relative et définissent la classe moyenne comme les individus appartenant à des ménages dont le revenu par tête se situe entre 50 % et 150 % revenu par tête médian. Le poids de la classe moyenne dans la population brésilienne représentait alors 48,6 % en 2011.

Tous les travaux comparatifs cités montrent que la part de la classe moyenne identifiée sur la base du revenu atteint un niveau relativement élevé au Brésil et, pour ceux qui présentent des statistiques quant à son évolution, qu'elle s'est significativement accrue depuis le début des années 1990. De plus, par comparaison aux autres pays latino-américains, le Brésil tend à se situer dans une position intermédiaire. Le poids de la classe moyenne y est plus faible que dans des pays comme l'Argentine, le Chili, le Costa Rica ou l'Uruguay mais plus élevé qu'en Colombie, au Guatemala, au Mexique ou au Pérou (Cardenas et al., 2011 ; Birdsall, 2014 ; Penfold et Rodriguez Guzman, 2014).

1.2.1.1. *Les approches spécifiques au Brésil*

Approches par le revenu

Aiguillonné par l'attention nouvelle portée au thème de la classe moyenne, le Secrétariat aux Affaires Stratégiques a créé une Commission *ad hoc* en vue de mesurer, définir et caractériser cette nouvelle classe moyenne (SAE, 2012a ; 2013a). Le SAE fonde sa mesure de la classe moyenne sur le revenu familial brut mensuel par tête, variable utilisée dans les enquêtes PNAD et POF (*Pesquisa de Orçamentos Familiares*) de l'IBGE. Cette variable est articulée à la notion de vulnérabilité c'est-à-dire à la probabilité que les classes identifiées restent pauvres ou le (re)deviennent (la ligne de pauvreté retenue étant celle du programme Brésil sans misère, soit 140 Reais par tête mensuels). La classe moyenne cernée par le SAE correspondait ainsi à 49% de la population brésilienne en 2009 (contre 16% pour les pauvres, 19% pour les vulnérables et 17% pour la classe haute), répartis comme suit : 17% dans la basse classe moyenne, 17% dans la moyenne classe moyenne et 15% dans la haute classe moyenne. Pour l'année 2012, le pourcentage de la classe moyenne atteint 54% (SAE, 2012a ; 2013b).

Le Centre des Politiques Sociales de la Fondation Gétúlio Vargas (CPS-FGV), institut académique, a produit de nombreuses études sur la stratification sociale brésilienne et plus particulièrement sur la classe moyenne au cours des années 2000. Ainsi, une publication de 2008 (Neri, 2008a) se fondait sur les données de l'Enquête mensuelle sur l'Emploi de l'IBGE (*Pesquisa Mensal do Emprego – PME*) qui, même si elle n'est réalisée que dans quelques métropoles brésiennes, a pour avantage de présenter un délai très court entre la collecte des données de terrain et la diffusion des résultats. Est retenu dans cette étude le revenu du seul travail (revenu du travail par domicile et par tête). En mobilisant des seuils de revenu absolus et relatifs, le CPS-FGV identifie quatre classes de revenu, conformément au tableau suivant.

Tableau 4 : La classification du CPS-FGV en 2008

Classes	Critère utilisé
AB	Dernier décile
C	De la médiane au dernier décile
D	De la ligne de pauvreté (135 R\$) à la médiane
E	De 0 à la ligne de pauvreté

Source : Neri (2008a)

La classe C, assimilée à la classe moyenne, représentait 52% de la population. Une autre étude émanant du même CPS-FGV, exploitant cette fois les données de l'enquête PNAD de l'IBGE et tenant compte de tous les revenus, indiquait que la classe moyenne s'établissait en 2007 à 47% de la population brésilienne (Neri, 2008b).

Enfin, sur la base des enquêtes auprès des ménages POF et PNAD, l'IBGE opte pour un mode simple de présentation de la distribution des revenus. Le critère retenu est celui du revenu brut familial mensuel et l'unité de mesure est le SM. La population est alors décomposée en strates en fonction du nombre de SM perçus par les familles. La classe moyenne regrouperait les individus dont le revenu se situe entre $\frac{1}{2}$ et 5 fois le salaire minimum. D'après les données de l'enquête PNAD 2014, elle représentait alors près de 63% de la population.

Approches multidimensionnelles

L'Association brésilienne des entreprises d'enquêtes (*Associação Brasileira de Empresas de Pesquisa – ABEP*) est à l'origine de ce qui est communément appelé le « Critère Brésil » (ABEP, 2008). Le Critère Brésil a été conçu pour identifier des groupes de consommateurs des clientèles des grandes entreprises. L'étude parue en 2015, basée sur l'enquête PNAD de 2013, définit les groupes en fonction du revenu, du niveau d'instruction, de la nature et de la quantité de biens possédés (automobile, machine à laver, réfrigérateur, lave-vaisselle, sèche-linge, micro-ondes, ordinateur, etc.) mais également de l'accès au réseau d'eau et le fait que la rue du domicile soit ou non revêtue (ABEP, 2015). Un système de points est alors affecté à chaque variable. Les résultats de cette stratification sont reportés dans le tableau 5¹¹.

¹¹ Si le recours à ce Critère Brésil est assez répandu dans le pays, il n'est pas sans présenter de sérieuses limites. Premièrement, dans la mesure où le Critère Brésil ne tient pas compte de la taille des familles, posséder tel bien en un seul exemplaire dans une famille constituée d'une ou deux personnes et en posséder plusieurs exemplaires dans une famille nombreuse ne signifie nullement que la première soit moins aisée. Deuxièmement, le Critère Brésil n'accorde pas d'importance aux différentes qualités d'un même produit (cf. Rosa et al., s.d.).

Tableau 5 : Les classes économiques selon le Critère Brésil en 2015

Classes	Points	Distribution Brésil	Revenu familial mensuel moyen en R\$
A	45-100	2,7%	20.272,56
B1	38-44	5%	8.695,88
B2	29-37	18,1%	4.427,36
C1	23-28	22,9%	2.409,01
C2	17-22	24,6%	1.446,24
D-E	0-16	26,6%	639,78

Source : ABEP (2015)

Dans la lignée du Critère Brésil, Rosa et al. avancent qu'un modèle de consommation qui prendrait en compte un maximum de biens, durables ou d'usage courant, et de services, essentiels ou de luxe, permettrait de classer la population d'une façon nouvelle. Les personnes seraient séparées selon leurs préférences révélées retirant ainsi le niveau de revenu du cœur des préoccupations. Ce niveau de revenu resterait pris en considération une fois que les paniers de consommation sont définis en tenant compte des contraintes budgétaires de chaque individu. L'étude se base sur l'enquête POF de l'IBGE de 2008/2009 et a recours à une méthode de classification assurant l'identification de groupes homogènes. Les traitements portent sur une combinaison possible de 9.000 produits et services et tient compte de la perception qu'ont les individus de leur positionnement socioéconomique. Les résultats de cette étude montrent que la classe moyenne, composée de trois strates distinctes, représentait près de 39% de la population brésilienne, soit une proportion un peu moindre que dans les classifications exposées jusqu'ici.

La stratification Kamakura/Mazzon résulte d'un travail récemment publié et est explicitement orientée vers l'affinement des techniques de segmentation du marché des consommateurs, en d'autres termes elle vise l'amélioration des approches statistiques de type marketing, notamment de l'ABEP (Kamakura et Mazzon, 2013 ; 2016). A partir des données fournies par l'enquête POF de l'IBGE, la méthodologie mise au point incorpore 39 variables. Les variables obligatoirement documentées portent sur la composition de la famille (nombre d'adultes, d'enfants), sur les caractéristiques de la zone de résidence (rural/urbain, petite ou grande ville), sur la localisation de la région (Nord, Nord-est, Centre-ouest, Sud-est, Sud). Les variables dites optionnelles admettant l'absence d'informations systématiques se divisent en variables sociales et de domicile (revenu, éducation, nombre de pièces, etc.) et en variables relatives aux biens possédés et à leur nombre. Par l'intermédiaire d'une méthode de classification, l'étude identifie sept strates socio-économiques sans toutefois situer la classe moyenne parmi ces strates.

Toujours dans une perspective multidimensionnelle, une étude réalisée par des économistes de la CEPAL propose de combiner l'emploi et le revenu pour identifier la classe moyenne et souligner

son degré d'hétérogénéité parmi dix pays d'Amérique Latine (Franco et al., 2011). Plus précisément, les auteurs identifient trois strates de revenu (basse, intermédiaire et haute)¹² et trois strates d'emploi (basse, intermédiaire et haute)¹³. Ce qu'ils appellent la strate sociale intermédiaire (qui peut être rapprochée du concept de classe moyenne) est alors définie comme regroupant tous les ménages appartenant à la strate de revenu intermédiaire (quelle que soit la strate d'emploi) et ceux appartenant à la fois à la classe d'emploi intermédiaire et à la strate de revenu basse. Partant de cette définition, ils estiment que le poids de la strate sociale intermédiaire serait passé de 46% en 1990 à 53% en 2007 pour le Brésil.

Approches subjectives

Qu'elles relèvent du domaine de l'économie, de la gestion et du marketing, de la sociologie, les études en termes de classes, et notamment celles portant sur la classe moyenne laissent de côté la dimension subjective des individus. Plusieurs enquêtes et études montrent pourtant que leur perception d'appartenance à telle ou telle catégorie, leur identité de classe peuvent être en fort décalage avec les « cases » dans lesquelles ces individus sont statistiquement placés (Salata, 2015). Le SAE reconnaît lui-même qu'une bonne partie de la classe aisée (définie selon le niveau du revenu) se refuse à être perçue en tant que telle (source : www.g1.globo.com/economia/noticia/2013/04). Une enquête a été conduite en 2008 auprès de 2.000 personnes de la classe moyenne qui devaient se classer spontanément (question ouverte) puis se reconnaître comme appartenant à une série de classes pré-désignées (question fermée). La majeure partie des enquêtés disait se situer entre la classe moyenne et la classe la plus modeste et ne pas disposer des attributs et ressources supposés par eux être ceux de la classe intermédiaire quant au niveau de revenu, de scolarité, à la catégorie socioprofessionnelle, au capital culturel, etc. (Salata, 2015). Si les enquêtés se reconnaissent si peu dans ces regroupements, peut-être faut-il s'interroger sur les critères et niveaux, notamment de revenus, sur lesquels se fondent les classifications et stratifications objectives. Peut-être aussi ces réponses décalées renvoient également à des considérations tenant à la situation quotidienne concrète de ceux qui sont sensés appartenir à la classe moyenne. Cette appartenance n'est pas forcément solide et durable, surtout s'agissant de primo-entrants dans cette classe qui sont loin d'avoir des emplois stables et correctement rémunérés (Braga, 2012). Bref, l'instabilité de leur position les conduit vraisemblablement à une forme de grande prudence lorsqu'il s'agit pour eux de définir leur place et leur rang.

¹² La strate de revenu intermédiaire est composée des ménages dont le revenu est compris entre quatre fois la ligne de pauvreté urbaine et le 95^{ème} percentile de la distribution du revenu.

¹³ La strate d'emploi intermédiaire est définie comme regroupant tous les ménages dont le membre recevant la part la plus importante du revenu travaille dans une profession non manuelle (comme indépendant ou salarié) ou est retraité.

1.2.1. Les caractéristiques de la classe moyenne

1.2.1.1. Les caractéristiques socio-économiques

En 2011, de premières caractéristiques de la classe moyenne ont été présentées par le SAE sur la base de l'enquête PNAD 2009 de l'IBGE. Sur les 95 millions de personnes concernées, la majorité est féminine (51%) et blanche (52%) ; 63% de l'effectif avait plus de 25 ans. La grande majorité de cette population était urbaine (89%) et se trouve fortement présente dans trois régions les plus riches: le Sud (61%), le Sud-est (59%) et le Centre-ouest (56%). Elle est à 60% employée et engagée dans une activité formelle. Néanmoins, 19% travaillent sans être enregistrés, 19% travaillent comme autonomes (*conta própria*). Les trois quarts des familles de cette classe moyenne habitent dans des maisons ou appartements dont elles sont propriétaires. A partir d'estimations opérées sur la base de l'enquête PNAD 2012, le SAE fournit de nouvelles données générales sur la classe moyenne montrant que certaines catégories traditionnellement vulnérables ont vu leur poids au sein de la classe moyenne augmenter (SAE, 2012b). Ainsi, la population noire (*negros*)¹⁴ constitue en 2012 53% de cette classe moyenne (contre 38% en 2002) et la population nordestine 24% (contre 17% en 2002). Le SAE établit que 55% des jeunes brésiliens et 53% des femmes font partie de cette classe.

Dans leur ouvrage sur la classe moyenne en Amérique Latine, Ferreira et al. (2013) proposent également des éléments de caractérisation. Les caractéristiques des ménages tendent à évoluer de manière monotone à travers les classes de revenu. Cela est particulièrement vrai pour l'éducation ou le fait de résider en zones urbaines. Ainsi, au Brésil, plus de 85% de la classe moyenne réside dans les villes. En termes de catégories socioprofessionnelles, l'étude indique que les membres de la classe moyenne au Brésil sont principalement employés dans les secteurs de l'éducation, de la santé et des services publics et, dans une moindre mesure, dans le secteur industriel. En revanche, ils sont clairement sous-représentés dans les secteurs de l'agriculture et de la construction. Par comparaison aux pauvres et aux vulnérables, les membres de la classe moyenne sont par ailleurs davantage employés par de grandes entreprises privées ou par le secteur public (mais à un degré moindre que la classe riche concernant l'emploi public).

Sur la question de l'équipement en biens durables, les travaux à orientation marketing de Kamakura et Mazzon (2013 ; 2016) fournissent des informations détaillées. La classe moyenne se situe à une relative équidistance entre les strates pauvres et aisées dans les caractéristiques suivantes : revenu familial mensuel, durée des études, nombre de pièces et de toilettes composant l'habitation. S'agissant des biens durables, cette équidistance relative se vérifie dans la possession des équipements tels que congélateur, machine à laver, air conditionné, automobile, ordinateur, micro-ondes ou sèche-linge. Elle est en revanche plus proche des strates aisées en ce qui concerne les caractéristique du domicile et de son environnement (branchement au réseau d'eau

¹⁴ Le SAE ne le précise pas mais, comme souvent dans les documents officiels, sont regroupées ici les catégories noire (*preta*) et métissée (*parda*). Rappelons que la couleur est fondée sur les auto-déclarations censitaires.

et au réseau d'assainissement, rue pavée ou asphaltée) et s'agissant des équipements suivants : réfrigérateur, fer à repasser, télévision en couleur.

Des instituts et agences d'enquête et de sondage ont tenté de définir les composantes de cette « nouvelle classe moyenne » en usant de frontières internes très imprécises¹⁵. L'institut de São Paulo Data Popular a ainsi identifié quatre sous-groupes et mesuré leur poids respectif : les « entrepreneurs » (*empreendedores*) 16%, les « expérimentés » (*experientes*) 26%, les « prometteurs » (*promissores*) 19%, les « battants » (*batalhadores*) 39%. De courts récits de vie accompagnent cette présentation ainsi qu'une description de quelques caractéristiques synthétisées ci-dessous. Le sous-groupe des « prometteurs » : leur moyenne d'âge est de 22,2 ans, 59% d'entre eux ont achevé l'enseignement secondaire, 57% possèdent une carte de travail et 43% se situent dans la région Sud-est. Ils pèsent pour 20% du revenu de la classe moyenne et consomment annuellement 230,8 milliards de Reais. Le sous-groupe des « battants » : leur moyenne d'âge est de 40,4 ans, 48% d'entre eux ont suivi l'enseignement primaire complet, 49% disposent d'une carte de travail, 57% sont des femmes et 45% se situent dans la région Sud-est. Percevant 33% du revenu total de la classe moyenne, leur consommation annuelle est estimée à hauteur de 389 milliards de Reais. Le sous-groupe des « expérimentés » : leur moyenne d'âge est de 65,8 ans, 59 % ont suivi l'enseignement primaire complet, 58% sont des femmes, 36% sont établis en tant que travailleurs autonomes et 42% se situent dans la région du Sud-est. Percevant 23% du revenu total de la classe moyenne, leur consommation annuelle est estimée à 274 milliards de Reais. Le sous-groupe des « entrepreneurs » : leur âge moyen est de 43,1 ans, 19% d'entre eux ont achevé des études supérieures, 78% sont des hommes et 49% se situent dans la région du Sud-est. Percevant 24% du revenu total de la classe moyenne, leur consommation annuelle est estimée à 276 milliards de Reais.

Dans le même ordre d'idée, Kerstenetzky et al. (2015) proposent de souligner l'hétérogénéité de la classe moyenne brésilienne en matière de conditions de vie. Partant de l'identification de trois strates de revenu au sein de la classe moyenne, ils montrent qu'à l'exception des conditions de logement ou de l'équipement en télévision, ces trois composantes de la classe moyenne présentent de fortes disparités en termes de conditions de vie. A titre d'illustration, le taux d'équipement automobile varie de 23% pour la classe moyenne basse à 63% pour la classe moyenne haute. Les disparités entre ces trois groupes sont également fortes en matière d'accès aux nouvelles technologies (internet, téléphones mobiles, ordinateurs) ou d'adhésion à des mécanismes d'assurance maladie privés ou de scolarisation des enfants dans des écoles privées, ces derniers éléments étant souvent identifiés comme des marqueurs forts des différences entre classes sociales au Brésil.

En définitive, les quelques travaux cités décrivant le profil socio-économique de la classe moyenne brésilienne semble suggérer un fort degré d'hétérogénéité de cette classe, à la fois en termes de composition démographique (âge, sexe), de caractéristiques socioéconomiques (éducation et emploi), d'accès à certains biens durables et de répartition spatiale.

¹⁵ Les critères de définition des sous-groupes identifiés ne sont pas publiés.

1.2.1.2. Les comportements et aspirations de la classe moyenne

La classe moyenne, les dépenses et le crédit

Le document du SAE (2012b) estime, à partir de données issues de l'enquête POF et des comptes nationaux de l'IBGE, que sur un total de dépenses des familles de 2.525 milliards de Reais en 2011, la classe moyenne a contribué à hauteur de 38,6% (975 milliards) quand les dépenses de la classe aisée, beaucoup plus restreinte en taille, représentent 55,4% (1.400 milliards) et la classe la plus modeste à peine 5,9% (150 milliards).

De son côté, l'institut spécialisé dans les enquêtes de consommation, *Data Popular*, indiquait que, pour l'année 2013, la classe moyenne pèse pour 58% du crédit alors qu'elle est censée constituer 54% de la population (*Data Popular*, 2014). Interrogées par le même institut, les personnes appartenant à cette classe déclaraient avoir pour projet, au cours de l'année suivante (2014) de réaliser les dépenses suivantes. Du côté des biens individuels : 8,5 millions de voyages à l'intérieur du pays, 3,2 millions de voyages internationaux, 7,8 millions d'ordinateurs portables, 4,5 millions de tablettes, 3,9 millions de smartphones. S'agissant des dépenses au sein du domicile : 7,8 millions de meubles, 6,7 millions d'appareils de télévision, 4,8 millions de réfrigérateurs, 3,9 millions de machines à laver, 3 millions d'automobiles, 2,5 millions de maisons ou appartements. Avec de telles perspectives de dépenses on comprend que les grandes entreprises, les agences de sondage et les spécialistes de marketing se soient focalisés sur cette population pour en comprendre les ressorts et projets consuméristes.

L'enquête CNI/IBOPE de 2012 informe sur les comportements financiers de la classe moyenne. Les moyens de paiement des dépenses qu'elle utilise sont les suivants. Dans 77% des cas le paiement s'effectue en argent liquide, les cartes bancaires sont utilisées dans 21% des cas et les chèques dans 2% des cas. Le paiement en liquide est plus fréquent dans la classe modeste (près de 84%) et moins fréquent dans la classe aisée (près de 58%). L'un des traits caractéristiques de la classe moyenne brésilienne est le recours massif au crédit pour financer ses dépenses de consommation. Si l'on se réfère aux travaux de Didier et Schmukler (2011) et de De la Torre et al. (2012), il apparaît que les pays disposant de caractéristiques proches de celles du Brésil ont un poids du crédit à la consommation deux fois plus faible que celui prévalant au Brésil, mais une part du crédit immobilier deux fois plus élevée. Quant au comportement d'épargne, la même enquête CNI/IBOPE révèle qu'un tiers des familles de la classe moyenne réussit à réaliser quelques économies contre environ 23% de la classe modeste et 50% de la classe aisée. Le principal instrument de placement des économies de cette classe moyenne est le carnet d'épargne (*caderneta de poupança*) dans 64% des cas.

Enfin, une enquête auprès de 1.500 personnes dans 10 capitales du pays appartenant à la classe moyenne et réalisée par l'agence brésilienne Mintel spécialisée dans les études de marché révélait, mi 2013, que 37% des interviewés formaient le projet de changer de résidence ou d'acquérir une habitation (maison ou appartement) afin d'améliorer les conditions de vie de leurs domiciles (source : Mintel, *Pesquisa Estilo de vida da classe média brasileira*, 4 de junho de 2013).

Peu d'études examinent les valeurs auxquelles sont attachées les différentes classes sociales en Amérique Latine et plus spécifiquement au Brésil. Une étude de l'OCDE cherche à analyser les attitudes de la classe moyenne latino-américaine à l'égard de la démocratie, de la politique fiscale et de la redistribution (OECD, 2011). Cette étude révèle que la classe moyenne (définie ici de manière subjective) soutient la démocratie sans être toutefois satisfaite de son fonctionnement. En matière de politique fiscale, les membres de la classe moyenne sont plus enclins que les plus pauvres et les plus riches à considérer que les citoyens doivent payer leurs impôts et donc moins enclins à justifier les comportements d'évasion fiscale. La classe moyenne apparaît aussi moins satisfaite que la classe la plus affluente quant à la fourniture des services publics. En mobilisant les données issues de l'enquête *Ecosocial Values Survey* de 2007 pour sept pays latino-américains (Brésil, Chili, Colombie, Guatemala, Mexique et Pérou), Lopez-Calva et al. (2012) se proposent d'étudier les valeurs de la classe moyenne qu'ils définissent de manière objective, à partir du revenu. L'un des apports de leur étude est de mobiliser un grand nombre de perceptions et d'attitudes concernant notamment la confiance dans les institutions, l'orientation politique, le vote, la tolérance ou le nationalisme. De manière générale, les résultats issus de leurs analyses économétriques indiquent qu'il n'y a pas de particularisme de la classe moyenne en termes de valeurs et d'attitudes. Autrement dit, les valeurs et perceptions politiques tendent à se modifier graduellement avec le niveau de revenu, celles exprimées par la classe moyenne se situant entre celles attachées à la classe des plus pauvres et des plus riches. La seule spécificité mise en évidence serait néanmoins la modération, sur le plan politique, de la classe moyenne en Amérique Latine. Pourtant, dans le contexte du Brésil, les imposants rassemblements et les innombrables manifestations qui se sont emparés du pays de mars à juin 2013 peuvent contribuer à remettre en cause cette idée de modération.

Si le message premier était une opposition aux dépenses faramineuses associées à l'organisation de la Coupe du Monde de football en 2014 et des Jeux Olympiques de Rio en 2016, les manifestations qui se sont déroulées au Brésil ont porté des revendications bien plus larges. En premier lieu, elles exprimaient un message politique clair avec la dénonciation des mœurs politiques marquées par la corruption et l'impunité des élus, d'une insécurité publique provoquée par une criminalité grandissante, d'une justice protectrice des puissants. Cela prenait la forme d'un rejet du personnel politique traditionnel à la fois jugé corrompu et n'étant pas représentatif de la population brésilienne (Biekart, 2015). En second lieu, ce sont également des préoccupations du quotidien qui ont conduit aux mobilisations de masse. Les défaillances en matière d'équipements collectifs, d'infrastructures et de services publics ont ainsi concentré la colère populaire : les transports urbains, insuffisants et onéreux, les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement défaillants, les difficultés de logement (très insuffisants en nombre et de piètre qualité), le coût de la vie qui augmente sous l'effet d'une inflation toujours soutenue, les services publics d'éducation et de santé fortement dégradés, les dépenses pharamineuses consacrées à des événements sportifs de prestige sans retombées sociales (Coupe du Monde et Coupe des Confédérations de football, Jeux Olympiques), etc. Ces protestations pourraient être interprétées

comme l'expression d'un rejet du « néolibéralisme de gauche » pour reprendre la terminologie de Saad-Filho (2013).

Si ce mouvement social a débuté par des manifestations de jeunes étudiants ils ont été rapidement rejoints, dans des dizaines de villes en ébullition, par de nombreux enseignants, fonctionnaires, professionnels de santé, techniciens, cadres moyens et supérieurs du secteur privé et leurs familles. Une enquête de l'IBOPE citée par Fauré (2015), menée dans sept capitales et réalisée auprès de 2.000 manifestants, ne laisse aucun doute sur le fait que les protestataires relevaient, en grande partie, des catégories socioprofessionnelles intermédiaires. Et au sein de la classe moyenne, ce sont essentiellement les nouveaux entrants qui ont pris part aux protestations afin d'exprimer de nouvelles demandes (Biekart, 2015). Fauré (2015) propose une explication de cette fronde en s'inspirant du schéma proposé par Hirschman sur les conditions de prise de parole (*voice*) et de défection (*exit*) (Hirschman, 1995). Qu'il s'agisse des transports collectifs, des services publics d'éducation et de santé, etc., les membres des strates supérieures de la classe moyenne ont pu financièrement échapper aux graves défaillances constatées dans ces domaines par un processus de « fuite » (*exit*) vers le secteur marchand (écoles et collèges privés, plans de santé privés, automobiles). En revanche, les nouveaux entrants dans cette même classe intermédiaire, dont les niveaux de vie se sont incontestablement améliorés et qui ont été au cœur des manifestations, ont nécessairement perçu le décalage entre l'amélioration de leurs conditions dans la sphère privée et l'état déplorable des infrastructures et des services publics dont ils ne peuvent se passer vu leur situation nouvelle et encore précaire. Leurs attentes et leurs frustrations se sont transformées en exaspération et en protestation (*voice*). L'expression de ces mécontentements peut être analysée comme une nouvelle vague d'activisme citoyen (Biekart, 2015), largement appuyé par l'utilisation en masse des réseaux sociaux sur Internet et qui serait donc avant tout porté par les nouveaux entrants dans de la classe moyenne qui restent vulnérables, en dépit de l'élévation de leur niveau de vie.

1.2.1.3. *La vulnérabilité de la classe moyenne*

La croissance économique, l'augmentation du nombre d'emplois formels, l'élévation du revenu en termes réels ont eu pour effet d'élargir la taille des strates sociales intermédiaires et d'en renouveler nettement les composantes puisque la mobilité ascendante a permis d'y intégrer des catégories de personnes jusque-là contraintes, par un mécanisme de reproduction des inégalités, à n'avoir pour horizon que le maintien dans les positions des parents. Pour autant, plusieurs chercheurs en sciences sociales réfutent l'idée selon laquelle ces catégories de personnes constitueraient une nouvelle composante de la classe moyenne.

C'est notamment la thèse défendue par l'économiste M. Porchmann, ancien président de l'IPEA (*Instituto de Pesquisa Economica Aplicada*) (Porchmann, 2012 ; 2014). Il dénonce la grande faiblesse des classifications opérées par le CPS-FGV et par le SAE et l'idée selon laquelle une « nouvelle classe moyenne » aurait émergé au Brésil comme le mettent en évidence les travaux de Neri (2008a ; 2008b ; 2010) et comme aiment à le proclamer les autorités. Il insiste sur le fait que 94% des emplois créés entre 2004 et 2010 correspondent à des postes rémunérés jusqu'à 1,5 SM.

Outre le fait qu'ils sont encore faiblement rémunérés, la plupart de ces nouveaux emplois, principalement créés dans les services, le commerce et dans les activités autonomes, sont de très faible qualification, assurés dans des conditions très précaires et soumis à une forte instabilité professionnelle. Cette nouvelle classe sociale regroupant des travailleurs ayant réussi à sortir de la pauvreté sous l'effet des politiques sociales des gouvernements du PT mais restant exposés à un risque de retour dans la pauvreté devrait davantage être assimilée à la couche des travailleurs. Ainsi, Sobrinho (2011) et Scalon et Salata (2012) la désignent par l'expression « nouvelle classe travailleuse » alors que Souza (2009) l'assimile aux « battants » (*batalhadores*). De son côté, le politologue A. Singer, observant la composition sociale du mouvement de fronde de mars-juin 2013, qualifie de « nouveau prolétariat urbain » la masse des jeunes particulièrement actifs lors des défilés et manifestations qui ne sont pas les héritiers d'une ancienne classe moyenne et qui ont, grâce à la croissance des années 2000, trouvé un emploi mais qui vivent dans des conditions encore précaires (Singer, 2013). Enfin, une enquête conduite à São Paulo auprès de jeunes travailleurs censés entrer dans la « nouvelle classe moyenne » montre la grande précarité de leurs conditions professionnelles et de vie (Costhek Abílio, 2011).

L'ensemble de ces travaux nuanciant l'enthousiasme des autorités quant à l'émergence d'une nouvelle classe moyenne suggère donc l'existence d'une classe composée d'individus et de familles qui se sont extraits de la pauvreté mais ne présentant pas les caractéristiques socioéconomiques (en termes d'emploi, d'éducation, de revenu, etc.) et de stabilité traditionnellement associées à l'appartenance à la classe moyenne. Les individus composant cette classe vulnérable sont nommés les « *strugglers* » par Birdsall et al. (2014) et disposeraient d'un revenu per capita quotidien situé entre 4\$ et 10\$ (en PPA). Au Brésil, ils représenteraient près de 38% de la population en 2009. D'après ces auteurs, la vulnérabilité de ce groupe serait en partie expliquée par deux phénomènes. Premièrement, au sein du système de redistribution, les *strugglers* sont des « payeurs nets » comme la classe moyenne et la classe aisée et contrairement aux plus pauvres. En effet, ils bénéficient nettement moins des programmes de transferts publics que les plus pauvres et, dans le même temps, font face à une forte fiscalité indirecte. De plus, ne disposant pas du niveau de revenu de la classe moyenne (ici définie comme les individus disposant d'un revenu quotidien par tête compris entre 10\$ et 50\$) et de la classe riche, les *strugglers* sont davantage dépendants des services publics de faible qualité, notamment dans le domaine de l'éducation, ce qui pourrait contraindre leurs perspectives de mobilité ascendante.

De toute évidence, la crise actuelle devrait renforcer la vulnérabilité d'une partie de la population brésilienne et impacter la stratification sociale. Tant la récession elle-même que les mesures d'ajustement décidées ou en cours d'adoption par les nouveaux dirigeants affectent les couches pauvres et très pauvres du pays. Mais les catégories intermédiaires de la stratification sociale, notamment les plus vulnérables, seront également affectées. Si les effets de la crise en matière de stratification sociale sont encore difficiles à appréhender du fait d'un manque de recul temporel, plusieurs signaux tendent à confirmer cette idée. A titre d'illustration, l'explosion du crédit à la consommation qui a accompagné et même soutenu les années de croissance a fortement endetté les familles brésiliennes à tel point que le renversement de conjoncture et l'approfondissement de la crise provoquent un mouvement d'insolvabilité des familles et de faillites des petits

entrepreneurs, artisans et commerçants. Un autre signal de l'impact de la crise sur les catégories intermédiaires réside dans la baisse de 1,6 million du nombre de bénéficiaires de plans de santé privés entre janvier 2016 et janvier 2017 (IESS, 2017).

Au total, cette question de la vulnérabilité d'une partie des catégories intermédiaires est cruciale à la fois pour permettre de mieux cerner l'évolution de la stratification sociale au Brésil, mais probablement aussi pour mieux comprendre les décalages constatés entre « classe objective » et « classe subjective ».

II. Identification et caractérisation des classes moyennes brésiliennes

L'objectif de cette deuxième partie est double. Il s'agit en premier lieu d'identifier et de caractériser les classes moyennes brésiliennes, dans leur diversité, à partir d'une analyse quantitative basée sur les données de l'enquête PNAD de l'IBGE. En second lieu, nous proposons d'approfondir la compréhension de la dynamique de ces classes moyennes ainsi que de leurs principales aspirations par l'intermédiaire d'une enquête qualitative réalisée auprès de ménages représentatifs des classes moyennes identifiées lors de l'analyse quantitative.

2.1. Identification quantitative des classes moyennes brésiliennes

2.1.1. Trajectoire Méthodologie d'identification et de caractérisation des classes moyennes de l'économie brésilienne

Le volet « analyse quantitative » de cette étude consiste à identifier les classes moyennes à partir de données d'enquêtes auprès des ménages, à révéler leur potentielle hétérogénéité et à décrire leurs principales caractéristiques socioéconomiques. Pour ce faire, la méthode adoptée est séquentielle et suit, dans les grandes lignes, la démarche adoptée par Bonnefond et al. (2015) dans une étude appliquée à la Chine.

Cette démarche se veut multidimensionnelle par la combinaison d'une approche économique (basée sur le revenu) et d'une approche sociologique (mobilisant des informations sur l'emploi et l'éducation). L'idée est, dans un premier temps, de délimiter une classe moyenne de revenu. Il ne s'agit pas d'identifier précisément une taille de classe moyenne (compte tenu de l'absence de consensus sur le choix de l'intervalle monétaire), mais plutôt de délimiter un ensemble d'individus situés au milieu de la distribution du revenu. Dans un second temps, la démarche consiste à mobiliser les informations plus qualitatives sur l'emploi et l'éducation afin d'identifier les différentes composantes de l'ensemble « classe moyenne » délimité lors de l'étape précédente. Il s'agit ainsi de mettre en évidence la potentielle hétérogénéité de ce groupe intermédiaire. Cette méthode d'analyse multidimensionnelle et séquentielle peut donc se décomposer en deux étapes : (i) identification de la classe moyenne à partir de différents intervalles de revenu et choix d'un intervalle pertinent compte tenu de la forme de la distribution du revenu ; (ii) mise en œuvre d'une procédure de classification à partir de variables liées à l'éducation et à l'emploi au sein de la

classe moyenne délimitée lors de l'étape précédente et caractérisation des groupes identifiés à partir de variables socioéconomiques complémentaires.

Première étape : identification de la classe moyenne à partir de différents critères monétaires

Cette étape vise à tester l'essentiel des intervalles utilisés dans la littérature pour identifier les classes moyennes de revenu. Pour ce faire, nous proposons au préalable d'examiner la distribution du revenu. Les outils privilégiés lors de cette étape sont l'estimation de fonctions *kernel* (permettant de reconstituer la distribution du revenu de manière continue) et l'estimation des principaux indices d'inégalité.

Partant de cette analyse préliminaire, nous proposons alors de comparer différents intervalles de revenu permettant d'identifier la classe moyenne « monétaire » ou le groupe de revenu intermédiaire. En effet, dans la littérature économique, l'identification statistique de la classe moyenne repose la plupart du temps sur la définition d'un intervalle de revenu dans lequel se situent les ménages ou individus qui la composent. De manière générale, plusieurs catégories d'approches doivent être distinguées. L'approche relative consiste à définir la classe moyenne comme la population qui se situe au milieu de la distribution du revenu. Les intervalles relatifs sont la plupart du temps construits à partir du revenu médian (e.g. entre 75% et 125% du revenu médian), du revenu moyen (e.g. entre 1 et 2,5 fois le revenu moyen) ou du seuil de pauvreté national (e.g. entre 2 et 5 fois le seuil de pauvreté). Les critères relatifs peuvent aussi être basés sur les quintiles (e.g. les trois quintiles du milieu de la distribution). L'approche absolue est avant tout dédiée aux comparaisons internationales. Elle repose sur des intervalles exprimés en dollars PPA (parité des pouvoirs d'achat). Plusieurs intervalles sont construits à partir d'une borne inférieure de 2\$ par individu et par jour (en PPA). L'idée sous-jacente est de considérer que la classe moyenne commence là où la pauvreté se termine. Ainsi, on peut trouver dans la littérature les intervalles suivants : 2\$-10\$, 2\$-13\$ et 2\$-20\$. Comme la Banque Asiatique de Développement (ADB, 2010) le reconnaît, les ménages dont le revenu par tête est situé entre 2\$ et 4\$ par jour restent fortement vulnérables à un retour dans la pauvreté en cas de chocs socio-économiques et peuvent donc être difficilement considérés comme membres de la classe moyenne (ADB, 2010). Cette limite a conduit d'autres auteurs à utiliser une limite inférieure de 10\$. Les critères 10\$-20\$, 10\$-50\$ ou 10\$-100\$ sont aujourd'hui fréquemment utilisés. L'approche mixte consiste à combiner une borne inférieure absolue et une borne supérieure relative. L'intervalle proposé par Birdsall (2010) retient une borne inférieure de 10\$ et une borne supérieure correspondant au 95^{ème} percentile de la distribution du revenu.

Cette première étape doit donc permettre de confronter différents intervalles monétaires et d'en sélectionner un pour sa capacité à correctement retracer les évolutions des groupes socioéconomiques mentionnées dans la première partie.

Seconde étape : procédure de classification et caractérisation des groupes composant la classe moyenne

Afin d'explorer l'hétérogénéité de cette classe moyenne « de revenu » d'un point de vue multidimensionnel, nous mettons en œuvre une procédure de classification mixte sur plusieurs variables décrivant les statuts occupationnels et éducatifs des ménages de la classe moyenne de revenu identifiée lors de la première étape. Plus précisément, nous avons sélectionné cinq variables liées à l'éducation et à l'emploi pour mettre en œuvre la classification : (i) le niveau d'éducation le plus élevé atteint par le chef de ménage ; (ii) la catégorie socioprofessionnelle du chef de ménage ; (iii) le statut dans l'emploi du chef de ménage ; (iv) le type d'employeur ou secteur institutionnel du chef de ménage et (v) la pluri-activité du chef de ménage.

Sur la base de ces cinq variables, la procédure retenue effectue une classification d'un grand ensemble d'individus caractérisés par leurs premières coordonnées factorielles créées par une procédure initiale d'analyse factorielle (ici une analyse des correspondances multiples menée sur les cinq variables). Une première classification est obtenue par croisement de plusieurs partitions de base construites autour de centres mobiles, puis les classes stables ainsi formées sont agrégées par une méthode de classification hiérarchique. Le critère d'agrégation ici retenu est le critère de Ward. La partition que nous retiendrons (le nombre de groupes retenus au sein de la classe moyenne de revenu) résulte de l'analyse de l'histogramme des indices de niveau d'agrégation des nœuds de la hiérarchie et de l'analyse du dendrogramme (schéma synthétique de l'arbre d'agrégation). Sur cette base, nous proposons une classification en groupes homogènes et clairement distincts les uns des autres. Enfin, afin de les caractériser au mieux, nous comparons d'un groupe à l'autre les distributions des différentes variables de classification citées plus haut et affinons l'analyse en comparant les distributions ou les moyennes d'un ensemble d'autres variables additionnelles, dites variables de caractérisation.

L'analyse quantitative pour le Brésil est mise en œuvre à partir des données d'enquête PNAD (*Pesquisa Nacional por Amostra de Domicílios*) collectées par l'IBGE (*Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística*). L'année d'enquête de référence est 2014 et couvre approximativement 115.000 ménages. La disponibilité des données des enquêtes PNAD pour les années 2001, 2004, 2007 et 2011 nous permet également de déterminer l'évolution du poids de la classe moyenne de revenu dans le temps.

2.1.2. Identification de la classe moyenne de revenu

Préalablement à l'identification de la classe moyenne de revenu, nous proposons un bref aperçu de la distribution du revenu et de son évolution au Brésil. Sur la base des données PNAD, le revenu ici considéré est le revenu mensuel par tête du ménage, celui-ci étant considéré de manière exhaustive (revenus du travail formels et informels, revenus du patrimoine, transferts publics et privés, etc.). Premièrement, le Tableau 6 présente l'évolution de deux indices d'inégalité (i.e. l'indice de Gini et l'indice de Theil) entre 2001 et 2014 et confirme la diminution régulière de l'inégalité de revenu déjà mise en évidence précédemment.

Tableau 6 : Evolution de l'inégalité de revenu (Brésil, 2001-2014)

Indice d'inégalité	2001	2004	2007	2011	2014
Indice de Gini	0,608	0,584	0,567	0,543	0,526
Indice de Theil	0,749	0,690	0,646	0,592	0,562

Source : données PNAD (2001, 2004, 2007, 2011 et 2014)

Deuxièmement, la Figure 1 retrace l'évolution de cette distribution des revenus, de 2001 à 2014, à partir de fonctions de densité. Elle caractérise bien la baisse des inégalités observées au cours de la période dans la mesure où elle permet de mettre en évidence : (i) l'aplatissement de la distribution traduisant la diminution de la pauvreté ; (ii) le déplacement du mode de la distribution vers la droite et (iii) l'élargissement de la distribution traduisant la montée en puissance des catégories de revenu intermédiaires.

Figure 1 : Distributions du revenu (fonctions de densité *kernel*) (Brésil, 2001, 2007 et 2014)



Source : données PNAD (2001, 2007 et 2014)

Après cet examen préliminaire de l'évolution de la distribution des revenus, nous mesurons la taille de la classe moyenne sur la base de douze intervalles utilisés dans littérature¹⁶. Les poids des différents groupes (pauvres, classe moyenne, riches) pour le Brésil issus des différents intervalles sélectionnés sont reportés dans le Tableau 7. Le Tableau 8 retranscrit quant à lui l'évolution du poids de la classe moyenne entre 2001 et 2014 pour ces mêmes 12 critères.

Tableau 7 : Comparaison de différents critères monétaires d'identification de la classe moyenne (Brésil, 2014)

Critères	Intervalles de revenu		Pauvres (%)	Classe (%)	Riches (%)
	R\$ mensuels par tête (prix 2014)	\$ mensuels par tête (PPA 2011, prix 2014)			
[2\$: 10\$]	[104.4R\$: 522R\$]	[60\$: 300\$]	3.1	30.5	66.4
[2\$: 20\$]	[104.4R\$:	[60\$: 600\$]	3.1	63.9	33.0
[4\$: 20\$]	[208.8R\$:	[120\$: 600\$]	8.4	58.6	33.0
[10\$: 20\$]	[522R\$: 1.044R\$]	[300\$: 600\$]	33.6	33.4	33.0
[10\$: 50\$]	[522R\$: 2.610R\$]	[300\$: 1.500\$]	33.6	57.4	9.0
[10\$: 100\$]	[522R\$: 5.220R\$]	[300\$: 3.000\$]	33.6	63.4	3.0
[75%-125% revenu	[543R\$: 905R\$]	[312\$: 520\$]	34.9	26.1	39.0
[50%-150% revenu	[362R\$: 1.086R\$]	[208\$: 624\$]	19.4	48.8	31.8
[100%-250% revenu	[1226R\$: 3.065R\$]	[705\$: 1.762\$]	73.0	20.0	7.0
[10\$: P90]	[522R\$: 2.471R\$]	[300\$: 1.420\$]	33.6	56.4	10.0
[10\$: P95]	[522R\$: 3.875R\$]	[300\$: 2.227\$]	33.6	61.4	5.0
[1/2-5 fois salaire	[362R\$: 3.620R\$]	[208\$: 2.080\$]	21.4	73.1	5.5

Source : données PNAD (2014).

Note : Facteur de conversion PPA (PPA 2011 ajusté aux prix 2014) = 1,74 (Source : Banque Mondiale).

Les différents critères retenus produisent des résultats très disparates en termes de poids de la classe moyenne de revenu, celui-ci étant compris entre 20% et 73% selon le critère retenu pour l'année 2014. Les évolutions sont également très hétérogènes. Les deux premiers critères (2\$-10\$ et 2\$-20\$) mettent en évidence une diminution de la classe moyenne au Brésil alors que tous les

¹⁶ Il importe de préciser que nous privilégions des intervalles monétaires utilisés dans la littérature comparative (qu'il s'agisse d'une approche absolue, relative ou mixte). En effet, cette étude sur le Brésil s'insère dans un projet de recherche plus large examinant l'essor des classes moyennes et ses implications dans quatre pays distincts (la Côte d'Ivoire, la Turquie, le Vietnam et donc le Brésil). Parmi les douze critères sélectionnés, onze sont issus de ces travaux de comparaison internationale et un seul est un critère spécifique au Brésil (entre 1/2 et 5 fois le salaire minimum).

autres révèlent une augmentation plus ou moins marquée. Ceci s'explique par la diversité des intervalles qui, dans de nombreux cas, ne se recoupent que très partiellement, voire pas du tout. Ainsi l'intervalle 2\$-10\$ ne recoupe aucun des intervalles démarrant à 10\$. Cette grande disparité pose évidemment le problème du choix du (des ?) critère(s) le(s) plus pertinent(s). Il nous apparaît impératif de sélectionner une borne inférieure ni trop basse (au risque de capter des ménages plus « pauvres » que « classes moyennes »), ni trop haute (afin de pouvoir intégrer des ménages non pauvres mais qui resteraient potentiellement vulnérables à un retour dans la pauvreté). En ce sens, et conformément à Birdsall (2010), Kharas (2010) et Ferreira et al. (2013), nous avons retenu une borne inférieure de 10 dollars pour la suite de l'analyse. La limite inférieure fixée au 95^{ème} percentile nous a été inspirée de Birdsall (2010). Il s'agit d'une limite relative et donc spécifique aux pays qui permet d'isoler la part de la population la plus riche dont le revenu est essentiellement composé de revenus du patrimoine et se différenciant donc du reste de la population par sa faible dépendance au travail. Au total, la classe moyenne regroupe les ménages dont le revenu quotidien se situe entre 10\$ et le 95^{ème} percentile, soit entre 522 Reais et 3875 Reais mensuels par tête (prix 2014).

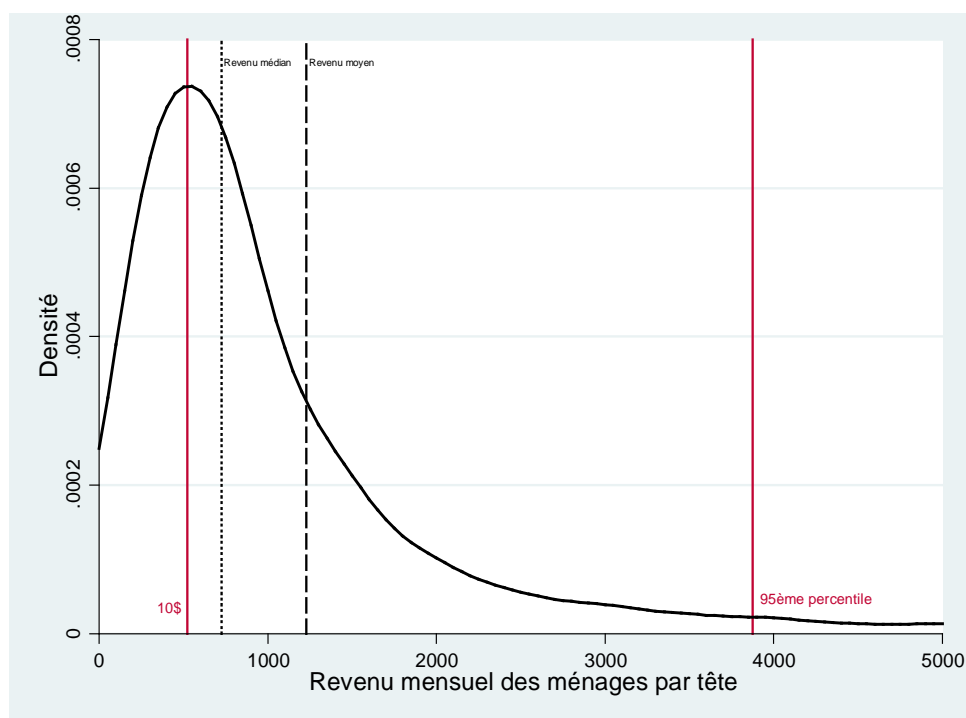
Tableau 8 : Evolution du poids de la classe moyenne selon différents intervalles monétaires (Brésil)

Intervalle	2001	2004	2007	2011	2014
[2\$; 10\$]	50,3	51,8	42,6	35,7	30,5
[2\$; 20\$]	70,4	73,0	71,1	67,8	63,9
[4\$; 20\$]	54,1	57,9	59,4	60,4	58,6
[10\$; 20\$]	20,1	21,2	28,5	32,1	33,4
[10\$; 50\$]	33,1	34,4	44,5	51,9	57,4
[10\$; 100\$]	37,0	38,2	48,9	57,0	63,4
[75%-125% revenu]	15,8	16,7	23,2	25,1	26,1
[50%-150% revenu]	36,5	38,7	43,0	46,3	48,8
[100%-250% revenu]	11,1	11,1	13,3	16,4	20,0
[10\$; P90]	32,8	33,9	43,9	51,4	56,4
[10\$; P95]	35,8	36,9	47,6	55,3	61,4
[1/2-5 fois salaire]	51,2	53,3	61,0	68,0	73,1

Source : données PNAD (2001, 2004, 2007, 2011 et 2014).

Note : Les revenus des années 2001, 2004, 2007, 2011 ont été convertis aux prix 2014 en utilisant l'IPCA (Índice Nacional de Preços ao Consumidor Amplo). Facteur de conversion PPA (PPA 2011 ajusté aux prix 2014) = 1,74 (Source : Banque Mondiale).

Figure 2 : Distribution du revenu (fonction de densité *kernel*) (Brésil, 2014)



Source : données PNAD (2014)

La Figure 2 représente la distribution des revenus par tête mensuels des ménages brésiliens en 2014, ainsi que la position sur celle-ci des seuils d'identification de la classe moyenne de revenu. Il est intéressant de noter que le seuil de 10\$, légèrement inférieur au revenu médian, est très proche de la valeur modale de la distribution. En outre, ce seuil de 10\$ représente approximativement 70% du SM brésilien, soit légèrement au-dessus du seuil de 50% du SM (borne inférieure officielle au Brésil pour identifier la classe moyenne). On peut donc supposer que, même s'il exclut les strugglers tels que Birdsall et al. (2014) les identifient (revenus allant de 4\$ à 10\$), ce seuil, relativement bas, permet de capter des ménages relativement vulnérables à un risque de retour dans la pauvreté. De plus, l'intervalle sélectionné est suffisamment large pour inclure dans la classe moyenne des ménages relativement aisés car se situant assez nettement au-delà du revenu moyen (i.e. la classe moyenne haute).

En retenant l'intervalle [10\$; P95], le poids de la classe moyenne de revenu atteint 61,4% au Brésil, soit un niveau proche des estimations exposées précédemment et situant ce poids dans la tranches 45-65%. L'expansion de la catégorie intermédiaire de revenu depuis le début des années 2000 est également confirmée puisqu'en 2001, elle ne représentait que 3,8% du total des ménages brésiliens sur la base du même intervalle monétaire.

Tableau 9 : Caractéristiques des chefs de ménage (variables de classification) des différents groupes (pauvres, classe moyenne, riches) (Brésil, 2014)

	Pauvres	Classe moyenne	Riches	Ensemble
Education				
Sans éducation	0,22	0,22	0,02	0,22
Education primaire	0,64	0,60	0,42	0,62
Education secondaire	0,13	0,14	0,21	0,13
Education supérieure	0,01	0,04	0,34	0,03
Catégorie socioprofessionnelle				
Inactifs et chômeurs	0,19	0,25	0,10	0,22
Dirigeants, cadres supérieurs, professions	0,02	0,04	0,20	0,03
Professions intermédiaires	0,01	0,02	0,03	0,01
Employés et travailleurs des services	0,10	0,10	0,08	0,10
Ouvriers	0,11	0,12	0,07	0,11
Agriculteurs	0,57	0,47	0,52	0,53
Statut dans l'emploi				
Inactifs et chômeurs	0,19	0,25	0,10	0,22
Salariés, employés	0,33	0,30	0,21	0,32
Indépendants	0,32	0,30	0,34	0,31
Employeurs	0,01	0,03	0,32	0,02
Travailleurs non rémunérés	0,15	0,12	0,03	0,13
Type d'employeur, secteur institutionnel				
Inactifs et chômeurs	0,19	0,25	0,10	0,22
Privé formel	0,60	0,61	0,77	0,61
Privé informel	0,18	0,09	0,02	0,14
Public	0,03	0,05	0,11	0,04
Pluri-activité				
Oui	0,03	0,04	0,14	0,04
Non	0,97	0,96	0,86	0,96

Source : données PNAD (2014).

Note : La classe moyenne est définie comme les ménages dont le revenu se situe entre 10\$ et le 95^{ème} percentile.

A l'étape suivante nous proposons de caractériser les trois groupes identifiés sur la base de ce critère de revenu (celui des « pauvres », celui de la « classe moyenne » et celui des « riches ») par les différentes variables de classification retenues (Tableau 9). Ces variables, dites de classification, sont celles qui nous permettront dans la seconde étape de mieux appréhender la diversité de cette classe moyenne « monétaire » en considérant simultanément les statuts occupationnels et éducatifs des chefs de ménages. Sans rentrer dans les détails, le Tableau 9 montre que pour l'essentiel des caractéristiques en matière d'éducation et d'emploi, les chefs de ménages de la classe moyenne occupent une position intermédiaire entre les chefs de ménages « pauvres » et les chefs de ménages « riches ». Cependant, on observe que le poids des chefs de ménages disposant d'un niveau d'éducation secondaire, travaillant comme ouvrier et travaillant dans le secteur privé

formel est le plus élevé pour la classe moyenne. Tout ceci laisse à penser qu'il existe des marqueurs forts d'appartenance à la classe moyenne au Brésil et que cette classe moyenne est probablement hétérogène en termes de caractéristiques socioéconomiques.

2.1.3. L'hétérogénéité de la classe moyenne brésilienne

Dans cette seconde étape, nous isolons les ménages appartenant à la classe moyenne de revenu et nous nous intéressons à l'hétérogénéité de celle-ci en procédant à la classification multidimensionnelle décrite plus haut. Pour rappel, cinq variables de classification sont à priori considérées : (i) le niveau d'éducation le plus élevé atteint par le chef de ménage ; (ii) la catégorie socio-professionnelle du chef de ménage ; (iii) le statut dans l'emploi du chef de ménage ; (iv) le type d'employeur ou secteur institutionnel du chef de ménage et (v) la pluri-activité du chef de ménage.

Tableau 10 : Distributions comparées des variables de classification selon la classe* (Brésil, 2014)

	Classe (30%)	Classe (7%)	Classe (10%)	Classe (2%)	Classe (24%)	Classe (20%)	Classe (7%)	Ensemble
Statut dans l'emploi								
Sans emploi (inactifs.	100.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	30.0
Salariés / Employés	0.0	85.0	69.0	0.0	47.9	71.8	100.0	45.6
Indépendants	0.0	14.2	6.4	0.0	48.1	27.7	0.0	18.2
Employeurs	0.0	0.8	24.6	0.0	4.1	0.5	0.0	3.9
Travailleurs non rémunérés	0.0	0.0	0.0	100.0	0.0	0.0	0.0	2.3
Catégorie								
Sans emploi (inactifs.	100.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	30.0
Dirigeants / Cadres	0.0	0.0	89.1	2.5	2.8	0.0	3.6	11.0
Professions intermédiaires	0.0	94.9	0.4	0.6	1.0	0.0	0.8	6.7
Employés et travailleurs des	0.0	0.0	9.6	6.1	0.0	100.0	54.3	24.7
Ouvriers	0.0	5.0	0.4	5.4	76.5	0.0	28.5	20.1
Agriculteurs	0.0	0.1	0.5	85.4	19.8	0.0	12.9	7.5
Type d'employeur								
Sans emploi (inactifs.	100.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	30.0
Privé formel	0.0	49.5	58.8	100.0	98.4	88.4	0.0	52.3
Privé informel	0.0	4.9	3.0	0.0	0.0	0.0	100.0	7.7
Public	0.0	45.6	38.2	0.0	1.6	11.6	0.0	10.0
Education								
Sans éducation	16.2	0.0	0.3	29.7	4.7	2.5	7.4	7.7
Éducation primaire	55.8	5.0	9.7	58.8	58.6	38.3	59.4	44.7
Éducation secondaire	18.6	60.4	18.1	8.3	33.2	48.6	28.9	31.1
Éducation supérieure	9.4	34.6	72.0	3.2	3.6	10.7	4.3	16.6

Source : données PNAD (2014).

(*) Les cases grisées dans le tableau identifient les modalités qui, d'un point de vue statistique, sont significativement surreprésentées dans la classe considérée par rapport au reste de la population.

Tableau 11 : Distributions et moyennes comparées des variables de caractérisation selon la classe* (Brésil, 2014)

	Classe 1 (30%)	Classe 2 (7%)	Classe 3 (10%)	Classe 4 (2%)	Classe 5 (24%)	Classe 6 (20%)	Classe 7 (7%)	Ensemble
Milieu de résidence								
Urbain	91,6	97,4	96,1	49,4	82,1	96,3	87,6	90,0
Rural	8,4	2,6	3,9	50,6	17,9	3,7	12,4	10,0
Région								
Nord	9,7	13,3	13,6	10,5	11,8	12,1	12,9	11,6
Nord-est	24,4	21,9	20,8	33,0	17,9	21,2	21,6	21,7
Sud-est	36,2	34,2	31,7	20,5	34,3	34,6	32,7	34,2
Sud-est	19,8	19,1	20,8	28,2	22,7	19,0	17,5	20,4
Centre-ouest	9,9	11,4	13,1	7,9	13,4	13,1	15,2	12,1
Genre								
Femme	58,2	27,8	37,5	40,2	9,3	45,6	43,7	38,6
Homme	41,8	72,2	62,5	59,8	90,7	54,4	56,3	61,4
Couleur de peau								
Branca	59,3	60,0	65,6	55,0	54,2	55,3	52,0	57,5
Preta	39,8	39,1	33,3	44,3	45,1	44,0	47,2	41,7
Amarela	0,5	0,5	1,0	0,4	0,4	0,3	0,3	0,5
Parda	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indigena	0,4	0,4	0,1	0,3	0,4	0,3	0,5	0,3
Sans déclaration	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Retraité								
Oui	63,4	3,2	5,0	77,8	11,6	5,8	12,2	26,3
Non	36,6	96,8	95,0	22,2	88,4	94,2	87,8	73,7
Pluri-activité								
Oui	0,0	6,3	8,5	0,4	3,0	4,1	3,6	3,2
Non	100,0	93,7	91,5	99,6	97,0	95,9	96,4	96,8
Type de logement								
Maison	88,4	78,3	74,5	97,9	93,6	86,7	91,1	87,4
Appartement	11,3	21,6	25,4	2,0	6,1	12,9	8,2	12,3
Comodo	0,2	0,1	0,1	0,1	0,3	0,4	0,7	0,3

Biens d'équipement								
Congélateur	17,4	17,1	22,0	30,3	21,1	15,7	12,9	18,4
Lave-linge	61,7	78,4	82,9	37,5	60,9	66,8	51,3	64,7
Ordinateur	39,2	82,2	87,8	22,0	51,6	59,1	38,8	53,8
Véhicule	44,7	75,8	83,4	51,2	71,1	58,0	48,0	60,2
Moyennes des variables quantitatives								
Taille du	2,423	2,898	3,033	2,298	2,884	2,769	2,556	2,704
Nombre de	5,947	6,110	6,815	6,246	5,702	5,532	5,196	5,872
Age du chef	64,679	41,396	42,859	65,616	46,049	43,298	45,161	50,817
Taux d'activité	0,222	0,686	0,674	0,837	0,735	0,760	0,797	0,583
Taux de	0,580	0,455	0,388	0,716	0,715	0,648	0,741	0,596
Revenu mensuel	1.141	1.535	1.839	1.010	1.143	1.125	1.017	1.232

Source : données PNAD (2014).

(*) Les cases grisées dans le tableau identifient les modalités qui, d'un point de vue statistique, sont significativement surreprésentées dans la classe considérée par rapport au reste de la population ; les cases en caractères gras identifient les modalités qui, d'un point de vue statistique, sont significativement sous-représentées dans la classe considérée par rapport au reste de la population. Pour les variables quantitatives, elles identifient les moyennes significativement supérieures (cases grisées) ou inférieures (caractères gras) à la moyenne globale.

La variable concernant la pluri-activité des chefs de ménage n'a pas été retenue pour la classification car, beaucoup trop peu répandue parmi les classes moyennes, elle biaisait inutilement la classification. Cette variable est toutefois présentée comme variable de caractérisation. Les résultats de cette classification nous conduisent à identifier sept groupes distincts au sein de la classe moyenne de revenu brésilienne. Sur la base de l'analyse des distributions comparées des variables de classification et d'un ensemble de variables de caractérisation (Tableaux 10 et 11), nous pouvons décrire ces sept groupes, c'est-à-dire ces sept « classes moyennes » distinctes identifiées au Brésil pour l'année 2014.

Classe 1 : la classe moyenne des retraités et inactifs (30 % de la classe moyenne de revenu)

Ce premier ensemble regroupe principalement les ménages dirigés par des retraités, qui se trouvent par ailleurs être globalement moins éduqués que les autres chefs de ménage de la classe moyenne. Ces ménages sont légèrement surreprésentés dans le Nord-est du pays et sous-représentés dans le Nord et le Centre-ouest. Ils sont bien plus souvent que dans les autres groupes dirigés par des femmes. Ce sont des ménages de petite taille relative et dont les revenus

et les taux d'équipement en biens durables sont assez faibles par rapport à l'ensemble de la classe moyenne.

Classe 2 : la classe moyenne des professions intermédiaires / fonctionnaires (7 %)

Ce groupe est très majoritairement constitué de salariés et d'employés exerçant des professions intermédiaires, en particulier dans le secteur public, et dont le niveau d'éducation est dans l'ensemble relativement élevé. Les ménages considérés sont presque tous urbains, vivent plus souvent que les autres en appartement, sont rarement dirigés par une femme et sont plus souvent que les autres pluri-actifs. Ce sont des ménages d'assez grande taille, dont les chefs sont très jeunes et dont les revenus sont élevés par rapport à ceux des autres ménages de la classe moyenne. Ils sont significativement mieux dotés en biens d'équipement (lave-linge, ordinateur ou véhicule motorisé) et ont plus tendance à scolariser leurs enfants dans des établissements privés.

Classe 3 : la classe moyenne supérieure des employeurs et cadres (10 %)

Cet ensemble de ménages est principalement constitué de dirigeants, d'employeurs et de cadres supérieurs des secteurs privé formel et public dont le niveau d'éducation est globalement très élevé. Presque intégralement urbains, ces ménages sont relativement nombreux à vivre en appartement et sont plus souvent que les autres pluri-actifs. Les blancs sont surreprésentés et les noirs sous-représentés au sein de cette classe. Les ménages considérés sont de grande taille, leurs chefs sont plutôt jeunes et leurs revenus sont les plus élevés parmi les groupes composant la classe moyenne. Il s'agit du groupe présentant les taux d'équipement en biens durables les plus hauts de la classe moyenne et dont le recours au secteur privé pour la scolarisation de leurs enfants est le plus fréquent.

Classe 4 : la classe moyenne des « retraités actifs » (2 %)

Cette partie de la classe moyenne constitue un ensemble de petite taille regroupant des ménages très particuliers. Il s'agit principalement de ménages dirigés par des retraités qui demeurent toutefois actifs et exercent en tant que travailleurs non rémunérés, très majoritairement dans l'agriculture. On peut légitimement penser ici à une petite agriculture de subsistance visant à compenser la faiblesse des pensions reçues. Peu éduqués, ils sont surreprésentés dans le Nord-est du pays et rares dans le Sud-est et vivent presque tous dans des maisons. Leurs revenus sont en moyenne parmi les plus faibles de la classe moyenne, malgré un taux de participation extrêmement élevé. Ils sont également moins équipés que la moyenne en biens durables.

Classe 5 : la classe moyenne des travailleurs des secteurs primaire et secondaire (24 %)

Ce groupe rassemble des salariés et une très grosse part des indépendants. Il est constitué d'une grande majorité d'ouvriers et de la majeure partie des agriculteurs, qui exercent tous ou presque dans le secteur privé formel. Leur niveau moyen d'éducation est assez faible. Cette classe est

relativement sous-représentée dans le Nord-est du pays et est très majoritairement masculine. Les ménages de cette classe sont assez petits et leurs revenus par habitant assez faibles au sein de la classe moyenne. En matière de possession de biens d'équipement, ils occupent une position intermédiaire en étant mieux dotés que la moyenne pour certains biens (congélateur et véhicule motorisé) mais moins bien pour d'autres biens (lave-linge et ordinateur).

Classe 6 : la classe moyenne des travailleurs du tertiaire formel (20 %)

Dans ce groupe se rassemblent essentiellement des ménages salariés et employés, mais aussi une part non négligeable des indépendants, presque tous exerçant dans les services du secteur privé formel. Les chefs de ménages de ce groupe disposent d'un niveau d'éducation relativement élevé. Il s'agit de ménages urbains, plus souvent dirigés par des femmes que les autres ménages de la classe moyenne. Globalement, les revenus de ces ménages sont plutôt faibles, malgré un taux de participation relativement élevé. Ils occupent une place intermédiaire au sein de la classe moyenne en matière de possession de biens durables, avec des taux d'équipement relativement plus élevés en lave-linge et ordinateur mais plus faibles en congélateur et véhicule motorisé.

Classe 7 : la classe moyenne des employés et salariés du secteur privé informel (7 %)

Le dernier groupe est entièrement constitué de ménages salariés et employés exerçant dans le secteur privé informel. Qu'ils soient employés dans les services, ouvriers ou même agriculteurs, ils ont pour particularité d'être assez peu éduqués. Leurs logements sont les plus petits et globalement, leurs revenus sont très faibles, malgré un taux de participation très élevé. Il s'agit également d'un groupe dont les taux d'équipement en biens durables sont parmi les plus bas.

2.1.4. La vulnérabilité de la classe moyenne confirmée

L'analyse quantitative met en évidence la forte hétérogénéité de la classe moyenne brésilienne et souligne une certaine forme de bipolarisation avec une classe moyenne plutôt aisée, urbaine, occupant des emplois stables et hautement qualifiés, et une classe moyenne plus fragile car disposant de niveaux d'éducation et de revenu plus faibles et occupant des emplois plus instables et de moindre qualité (informel, agriculture).

En effet, les Groupes 2 et 3 ont des niveaux d'éducation et des revenus moyens significativement supérieurs au reste de la classe moyenne brésilienne. Ils pourraient donc constituer la classe moyenne haute dont le poids serait limité au Brésil (17% de l'ensemble de la classe moyenne). Ce sont parmi ces groupes que l'on retrouve la majorité des fonctionnaires, souvent perçus comme la classe moyenne historique brésilienne, même si des salariés du secteur privé et des employeurs en font également partie. Ces deux groupes se distinguent également nettement du reste de la classe moyenne en termes d'équipement en biens durables et sur leur propension à davantage scolariser leurs enfants dans des établissements privés. Il s'agit là de marqueurs forts

d'appartenance à la classe moyenne haute au Brésil qui tendent à souligner le rôle des comportements de consommation consuméristes en matière de différenciation sociale.

Les cinq autres groupes (83% de la classe moyenne) présentent des revenus moyens plus faibles et relativement proches entre eux. Le pourcentage des ménages vulnérables est néanmoins difficile à estimer. Il est important de préciser que parmi ces ménages, certains appartiennent à des groupes dont le statut occupationnel est relativement stable : travailleurs formels des secteurs primaires et secondaire (24%) et travailleurs formels du secteur tertiaire (20%). Si on considère que la stabilité de leur emploi les éloigne de la zone de fragilité, le poids des ménages vulnérables dans la classe moyenne se situerait à 39%. Quel que soit le pourcentage retenu, il est incontestable que la proportion de ménages vulnérables au sein de la classe moyenne brésilienne est importante ce qui fait écho à une partie de la littérature qui suggère qu'ils sont difficilement associables aux classes moyennes au sens occidental du terme et relèvent plutôt de la couche des travailleurs (Sobrinho, 2011 ; Porchman, 2012 ; 2014 ; Scalon et Salata, 2012 ; Singer, 2013).

2.2. Trajectoires, comportements et attentes des classes moyennes brésiliennes : les enseignements de l'enquête qualitative auprès des ménages

Afin de compléter la caractérisation des différents segments de la classe moyenne brésilienne identifiés à partir de l'analyse quantitative, une enquête qualitative a été mise en œuvre auprès de ménages jugés caractéristiques de ces différents groupes. Cette enquête qualitative « ménages » a pour principal objectif d'examiner l'évolution intergénérationnelle des conditions de vie des classes moyennes brésiliennes et d'identifier leurs comportements et aspirations ainsi que leurs attentes vis-à-vis de la sphère publique.

2.2.1. Méthodologie de l'enquête

Les traitements quantitatifs portant sur les données de l'enquête PNAD ont permis d'identifier sept groupes composant la classe moyenne brésilienne. Cette structure a servi de base à l'échantillonnage de l'enquête qualitative. Compte tenu de son faible poids (2% de la classe moyenne de revenu), le Groupe 4 des « retraités actifs » a été fusionné avec le Groupe 1 des retraités et inactifs¹⁷. Il importe de préciser que l'analyse quantitative précédente sous-estime probablement le poids des retraités actifs au sein de la classe moyenne. En effet, d'après l'IBGE, le taux d'activité parmi les personnes de 60 ans et plus (pour l'ensemble de la population et non pas pour la seule classe moyenne) atteignait 29,1% en 2014. Cette réalité est par contre bien captée dans l'enquête qualitative puisque 4 des 9 retraités interrogés exerçaient une activité professionnelle. Au total, 30 entretiens ont été administrés auprès des familles relevant de ces différents groupes dans deux régions contrastées du Brésil : la région métropolitaine de Rio de Janeiro (Etat du même nom, région du Sud-est du pays) et la région métropolitaine de Fortaleza (Etat du Ceará, région du Nord-est). La première présente des indicateurs socioéconomiques

¹⁷ Afin de faciliter la comparabilité des groupes entre l'analyse quantitative et l'enquête qualitative, nous avons conservé la même numérotation. Compte tenu de la fusion opérée, le Groupe 4 n'apparaît donc pas dans l'enquête qualitative.

nettement plus favorables que la seconde. Par ailleurs, nous avons pris soin de répartir les entretiens selon les milieux urbain et rural en tenant compte du taux élevé d'urbanisation du Brésil (autour de 86%). Le Tableau 12 expose la répartition des entretiens réalisés en fonction du poids relatif de chaque groupe composant la classe moyenne brésilienne.

Tableau 12 : Répartition des entretiens « ménages »

Dénomination des groupes	Poids des groupes	Nombre d'entretiens théoriques (/ 30)	Nombre d'entretiens réalisés	Rio de Janeiro	Fortaleza
1 Retraités et inactifs	32%	9,6	9	3	6
2 Professions intermédiaires / fonctionnaires	7%	2,1	3	1	2
3 Employeurs et cadres	10%	3	3	1	2
5 Travailleurs secteurs primaire et secondaire	24%	7,2	7	4	3
6 Travailleurs secteur tertiaire formel	20%	6	6	3	3
7 Employés, salariés secteur informel privé	7%	2,1	2	1	1

Des 30 entretiens, 17 ont été réalisés dans la région de Fortaleza et 13 dans la région de Rio de Janeiro ; 26 l'ont été en milieu urbain et 4 en milieu rural. Dans la région de Fortaleza, 7 ménages résident dans des villes moyennes de l'intérieur, le ratio correspondant peu ou prou à la répartition spatiale de la population. Cet élargissement hors de la grande agglomération de la capitale de l'Etat du Ceará a ainsi permis de prendre en compte des réalités sociales diversifiées. Toutes les personnes objets des entretiens sont des adultes chefs de famille et ont été interrogées indépendamment du sexe, de la couleur de peau ou de leur appartenance à une « race ». L'enquête qualitative a été conduite en avril et mai 2017. Les grilles d'entretien comportaient 101 questions (fermées ou ouvertes) et relances et ont exigé des échanges avec les enquêtés d'une durée moyenne d'1 h 30¹⁸.

¹⁸ Les questionnaires auprès des familles, à Fortaleza et à Rio de Janeiro, ont été administrés avec la collaboration de Janaina Araújo, titulaire d'un master d'économie de l'Université fédérale du Ceará, et de Caroline Miranda, étudiante de master en économie, Institut d'Economie, Université fédérale de Rio de Janeiro.

2.2.2. Les caractéristiques générales des groupes de la classe moyenne

Les données reportées dans le tableau synthétisant les principales caractéristiques des enquêtés (Annexe) autorisent un certain nombre d'observations dont certaines, notamment celles reposant sur des croisements de variables, invitent à la prudence étant donné les faibles effectifs parfois concernés. Au total, 16 chefs de famille masculins et 14 chefs de famille féminins ont été interrogés. L'âge moyen des enquêtés est de 51 ans¹⁹. Le statut matrimonial dominant est celui du mariage (22 personnes). Les divorces concernent 6 personnes. Une personne est célibataire et une autre est veuve. En prenant en compte les seules personnes résidant régulièrement au domicile des enquêtés, les ménages interrogés sont en moyenne composés de 2,7 personnes et cette taille est en cohérence avec les évolutions démographiques du Brésil.

Revenu

L'enquête qualitative a permis d'estimer les revenus des ménages interrogés. Les revenus de tous les membres composant le ménage ont été pris en compte. Ces revenus englobent les revenus du travail, les différents transferts publics (pensions, allocations, etc.), les pensions alimentaires et les loyers perçus. Sur cette base, le revenu moyen mensuel par tête de l'échantillon est de 2.433 Reais. Il importe de préciser qu'il s'agit de revenus exprimés aux prix courants (i.e. 2017) et ne sont donc pas directement comparables aux revenus issus de l'analyse quantitative.

Tableau 13 : Revenus en R\$ selon les Groupes enquêtés composant la classe moyenne

	Revenu mensuel par tête moyen	Δ
1 Retraités et inactifs	2.500	4,7
2 Professions intermédiaires / fonctionnaires	1.730	2,2
3 Employeurs et cadres	3.270	1,6
5 Travailleurs secteurs primaire et secondaire	2.745	10
6 Travailleurs secteur tertiaire formel	1.630	2,1
7 Employés, salariés secteur informel privé	2.750	4,5

¹⁹ L'âge moyen de la population brésilienne pour la période 2010-2015 est estimé à 49,5 ans (IBGE, 2015).

Le Tableau 13 présente les revenus moyens par tête des différents segments de la classe moyenne ainsi que, pour chaque groupe, le ratio (représenté par Δ) entre le revenu le plus élevé et le revenu le plus faible. De manière cohérente avec l'analyse quantitative, le Groupe 3 des employeurs et cadres est le groupe le plus riche de la classe moyenne et le Groupe 6 des travailleurs formels du secteur tertiaire présente des niveaux de revenu relativement faibles. En revanche, le Groupe 2 (professions intermédiaires/fonctionnaires) présente un niveau de revenu moyen relativement plus faible que dans l'analyse quantitative et les Groupes 1 (retraités et inactifs), 5 (travailleurs du secteur primaire et secondaire) et 7 (employés et salariés du secteur informel privé) des niveaux plus élevés.

Ces écarts par rapport aux résultats de l'analyse quantitative s'expliquent vraisemblablement par la faible taille des groupes issus de l'enquête qualitative. En outre, on observe au sein de certains segments de fortes disparités de revenu. Ainsi le rapport entre le revenu le plus élevé et le revenu le plus faible dépasse 4 dans les Groupes 1 et 7 et atteint même 10 dans le Groupe 5. Les écarts de revenus sont également importants entre les deux régions enquêtées. Quand le revenu moyen mensuel par tête à Rio de Janeiro est de 3.319 Reais, il s'établit à 1.697 Reais à Fortaleza et sa région. Une telle différence, presque du simple au double, pourrait être surprenante s'agissant de revenus au sein d'une même classe socio-économique. Pourtant elle ne fait que refléter les considérables inégalités de revenu qui demeurent entre la région nordestine et la région du Sud-est du Brésil.

Scolarisation

Les niveaux de scolarisation des enquêtés s'étagent ainsi : une personne se trouve sans aucune scolarité, 7 relèvent de l'enseignement primaire, 9 ont atteint le second degré et 13 l'enseignement supérieur. Comme on peut le constater dans le Tableau 14 tous les niveaux de scolarisation se répartissent dans la plupart des Groupes. On note cependant que les Groupes 2 et 3, correspondant aux composantes supérieures de la classe moyenne, ne sont constitués que de chefs ayant atteint l'enseignement supérieur alors même qu'aucun travailleur du secteur informel (Groupe 7) n'y a eu accès. L'accès à l'enseignement supérieur apparaît donc comme un trait caractéristique de l'appartenance à la classe moyenne haute.

Tableau 14 : Répartition des niveaux scolaires selon les groupes de la classe moyenne

	Sans scolarité	Enseignement primaire	Enseignement secondaire	Enseignement supérieur	Total
1 Retraités, inactifs et retraités actifs	1	2	4	2	9
2 Professions intermédiaires / fonctionnaires				3	3

3 Employeurs et cadres				3	3
5 Travailleurs secteurs primaire et secondaire	2	2		3	7
6 Travailleurs secteur tertiaire formel	2	2		2	6
7 Employés, salariés secteur informel privé	1	1			2
Total	1	7	9	13	30

Le statut des établissements fréquentés est une information importante dans les caractéristiques et les attributs des classes sociales au Brésil. Un des marqueurs des catégories sociales qui se situent au milieu et au sommet de la stratification de la société brésilienne est le recours, plus ou moins intense, aux établissements d'enseignement privés payants. Sur les 29 cas exploitables, 14 des personnes interrogées ont exclusivement fréquenté des établissements publics, 11 ont combiné des établissements publics et privés au long de leurs cursus et 4 n'ont fréquenté que des établissements privés.

Tableau 15 : Types de cursus et niveaux de scolarité (effectif = 29)

Types de cursus	Niveaux de scolarité atteints		
	Primaire	Secondaire	Supérieur
Public	7	5	2
Public et privé	0	3	8
Privé	0	1	3

Une analyse plus fine des réponses des enquêtés (Tableau 15) montre que si la fréquentation exclusive des établissements de la filière publique n'interdit pas d'atteindre les niveaux secondaire et supérieur d'enseignement, le passage par des établissements privés favorise nettement l'accès aux niveaux supérieurs d'éducation. Se trouvent ainsi confirmés les atouts clairement différenciés des deux types de filières et l'attrait, partiellement satisfait, de la classe moyenne à l'égard d'une filière éducative coûteuse mais de meilleure qualité. Ces résultats se vérifient dans les deux régions étudiées. La fréquentation de l'enseignement privé ne répond pas à une logique de groupes. En effet, les quatre parcours exclusivement privés concernent les personnes relevant des Groupes 5, 6 et 7 alors que les 11 parcours mixtes se répartissent assez équitablement dans l'ensemble des groupes.

Emploi

Hormis les cas d'entrée immédiate dans les activités agricoles (3 cas) et de réussite initiale à des concours publics (2 cas), le premier emploi chronologiquement occupé par les personnes interviewées est présenté comme la conséquence directe d'une recherche individuelle (13 cas), comme le résultat d'une recommandation émanant des cercles familiaux ou amicaux (10 cas) et comme l'effet de postes de travail alors disponibles (2 cas) sans que les intéressés aient déployé de quelconques efforts pour y accéder. Au total des 30 personnes enquêtées, on relève 53 changements d'emplois après le premier poste obtenu soit une moyenne de 1,8 changement par chef de famille interrogé. En retranchant les cas d'entrée immédiate et définitive dans le secteur agricole cette moyenne s'élève à 2 changements mais on observe de fortes disparités entre les groupes. En particulier, le nombre moyen de changements n'est que de 0,8 pour le Groupe 1 des retraités et inactifs. Ceci semble indiquer que les générations actuelles sont davantage concernées par la mobilité professionnelle. Pour la quasi-totalité des personnes enquêtées et concernées par cette question, les changements d'emploi qui ont rythmé leur vie professionnelle sont jugés par elles bons, satisfaisants, profitables, positifs ou très positifs selon les qualificatifs qu'elles ont spontanément utilisés. Les réponses et réactions obtenues à ce propos permettent d'observer que, pour quelques cas très minoritaires où les personnes font référence à des opportunités voire à la chance, dans la très grande majorité des cas les changements d'emploi et les améliorations corrélatives de postes et de rémunérations sont mis sur le compte de qualités personnelles (compétences propres, engagement au travail, sérieux, attention, souci de progresser, etc.). Il n'est jamais fait allusion au cadre économique plus large, à l'environnement des affaires, à la conjoncture favorable alors même que le nombre des emplois occupés successivement et leur meilleure qualité progressive atteste d'un contexte socioéconomique propice.

Le niveau de satisfaction au/du travail dépend naturellement du type d'emploi et du statut dans l'emploi. Plus l'emploi est indépendant ou autonome, plus le poste occupé s'élève dans la hiérarchie de l'organisation publique ou privée et plus les personnes ont tendance à émettre des jugements positifs quant à leur activité professionnelle. Exclusion faite des retraités sans occupation professionnelle (5/30), 22 des personnes actives se disent satisfaites alors que 3 d'entre elles répondent négativement à la question. Les réponses positives se répartissent dans tous les Groupes. Incités à s'exprimer plus précisément sur les conditions de travail, 19 des

25 enquêtés concernés les jugent plutôt « bonnes » ou « raisonnables ». L'autonomie, la flexibilité des horaires, la sécurité financière et l'opportunité d'améliorer leur savoir-faire professionnel sont des motifs avancés à l'appui de ces réponses positives. Interrogés sur leur propre perception de l'évolution de l'emploi et des salaires à l'échelle du pays, 22 des 25 enquêtés ayant exprimé une opinion sur le sujet déplorent la dégradation actuelle de la situation, 2 la jugeant stable et une enquêtée notant à la fois une amélioration en termes d'organisation du travail et se plaignant, dans le même temps, de la lourdeur et de la complexité des lois régulant le travail. On observe donc une pleine conscience de l'évolution réelle et récente de la situation sur le terrain de l'emploi et des salaires.

Outre leur activité principale, 11 des 30 personnes enquêtées déclarent s'adonner à d'autres activités rémunératrices. En réalité on peut distinguer deux séries de familles : celles dont les revenus par tête sont supérieurs à la moyenne (4 sont dans ce cas sur les 11 concernées) et celles dont les revenus par tête sont inférieurs à la moyenne (7 cas sur 11 dont 6 sont nettement plus faibles que la moyenne). Ces deux séries de cas correspondent en fait à deux types de situation et donc à des logiques financières socialement très différentes. Dans le premier cas les sources complémentaires de revenus relèvent de la rente (locations d'appartements, d'immeubles, de terrains notamment) et contribuent significativement aux revenus enregistrés dans cette enquête. Dans le second cas il s'agit de rémunérations fondées sur un travail venant compléter de modestes revenus principaux (pluri-activité). Cette réalité se vérifie dans tous les Groupes.

2.2.3. Evolution intergénérationnelle des conditions de vie

Aux origines : les parents des enquêtés

On s'intéresse ici aux conditions de vie des ascendants directs (dont à peine 50% sont encore en vie au moment des enquêtes) des chefs de famille enquêtés. Les antécédents agricoles sont prégnants : 12 des 30 chefs de famille enquêtés ont vu leurs parents exercer dans ce secteur économique quand les enquêtés eux-mêmes ne se rattachent que minoritairement à ce même secteur primaire. Ceci ne saurait surprendre vu la période ancienne à laquelle vivaient les ascendants des enquêtés et en raison de l'évolution rapide du pays qui a connu un fort mouvement d'urbanisation durant les 80 dernières années. On peut ajouter que ces origines agricoles se concentrent dans l'Etat du Ceará où, comme dans la vaste région nordestine, de nombreuses et modestes exploitations familiales côtoient de vastes domaines agricoles et d'élevage (*fazendas*) aux mains de riches oligarchies locales. Les métiers de l'artisanat et du commerce (7 sur 30) et le statut de fonctionnaires, de professeurs des écoles et d'employés de niveau intermédiaire (7/30 également auxquels on peut adjoindre deux cas de militaires) complètent pour l'essentiel ce panorama. Cette première génération a eu tendance à la fixité sur les lieux, bien compréhensible quand elle découle de l'activité agricole ou quand elle concerne les grandes agglomérations de Rio de Janeiro et de Fortaleza où les résidents, même s'ils ont des revenus modestes, trouvent des commodités autrement plus attractives que dans les campagnes. Hormis les déménagements imposés par le statut des militaires, on note au cours de la même génération, des mouvements du Nordeste vers Rio de Janeiro (6/30), dans la conformité des

migrations vers la région Sud-est du Brésil (Rio de Janeiro et surtout São Paulo) bien saisies par les recensements et enquêtes démographiques, et quelques déplacements de l'intérieur de l'Etat du Ceará, très pauvre et aride, vers la capitale Fortaleza.

Sur 58 personnes recensées de cette première génération (deux parents enquêtés n'ont pas connu leur père), il a été possible de recueillir des informations scolaires de 47 individus. Cette première génération présente 12 cas d'analphabétisme du père et/ou de la mère, 10 d'entre eux étant concentrés dans la région nordestine. Des 47 personnes 15 avaient fréquenté l'école primaire, 15 également le collège secondaire et 5 avaient accédé à l'enseignement supérieur. Le nombre d'enfants de ces familles originaires est proche de 4 ce qui, en incluant les parents, donne à voir une taille moyenne des ménages sensiblement supérieure à celle des ménages directement enquêtés. L'enquête enregistre donc implicitement l'effet propre de la transition démographique que le pays a connue au cours du 20^e siècle. Concernant la situation financière rapportée sur cette première génération par leurs descendants directs, elle fait appel à une variété de qualificatifs qui suggèrent des conditions de vie moyennes et acceptables : raisonnables, correctes, voire bonnes et plus exceptionnellement confortables.

L'état et le devenir des enfants des enquêtés

Interrogés sur les préoccupations qu'ils nourrissent et les priorités qu'ils développent à l'égard de leurs enfants résidant à leur domicile, les chefs de famille ont spontanément mis en avant trois items. Sur les 24 cas de parents concernés (dans 6 cas les enquêtés n'ont pas ou plus d'enfants avec eux), le thème de l'éducation a été cité 18 fois, celui de l'emploi ou du travail 11 fois et celui de la santé 5 fois. La faible variété des thèmes mis en avant atteste de la force des préoccupations communes aux familles de cette classe moyenne. A l'égard du futur de leurs enfants, 18 des 24 personnes enquêtées se montrent optimistes, 5 se déclarent pessimistes, une seule combinant les deux sentiments. Il est à noter que les pessimistes se déclarent dans cet état d'esprit à cause de l'évolution présente du Brésil alors que la quasi-totalité des affirmations optimistes se fondent sur la confiance placée dans les aptitudes des enfants. Nous sommes là en présence de deux registres d'évaluation très différents de la part des parents. Si les optimistes se répartissent dans l'ensemble des Groupes, en revanche les 5 pessimistes se concentrent dans le Groupe 6, le plus pauvre de la classe moyenne.

Sur les 24 situations analysables, 2 ont eu recours ou font appel pour l'éducation de leur(s) enfant(s) à des établissements publics, 12 à un mix d'établissements publics et privés et 10 exclusivement à des établissements privés²⁰. La filière privée est donc présente dans 22 des 24 situations enquêtées. Comme d'autres indicateurs déjà signalés elle témoigne de l'appartenance de ces familles à la classe moyenne. La différenciation des parcours est assez nettement corrélée au niveau des revenus : la filière mixte se réfère à des revenus moyens mensuels par tête de

²⁰ Cette répartition a été opérée en fonction des parcours scolaires des enfants. La combinaison public/privé résulte d'une fréquentation des deux filières soit par un enfant ou de la fréquentation des deux filières par différents enfants au sein de la famille.

1.629 Reais alors que la filière exclusivement privée est liée à des revenus moyens de 2.270 Reais (le trop faible effectif de la filière exclusivement publique ôte toute signification à un calcul de ce type). La répartition des filières ne s'éclaire pas par des considérations régionales, les résultats entre Rio de Janeiro et Fortaleza sont assez équilibrés.

Appelés à apprécier l'état ou l'évolution du système éducatif, 17 des 26 répondants ont émis des avis négatifs voire très critiques, 3 pensent que ce système est « bon » ou « raisonnable » et 6 se sont librement focalisés sur l'enseignement supérieur pour le juger d'accès difficile et souhaiter l'ouverture d'un plus grand nombre de places en licence et en master. Les critiques portent exclusivement sur la filière publique et les principaux griefs portés à son encontre ainsi que les formules utilisées se réfèrent à un système « laissant beaucoup à désirer », insuffisamment implanté sur le territoire, un « enseignement de piètre qualité », des « professeurs manquant de qualification et d'engagement », une « dégradation accentuée », un « système injuste » socialement, etc. En revanche, un bon niveau qualitatif est reconnu aux établissements privés vus comme le seul moyen d'échapper à la médiocrité de la filière publique mais ils induisent des coûts jugés parfois abusifs et qui éloignent les familles aux revenus plus modestes. L'ensemble de ces dernières appréciations sont indifférentes aux variables de localisation et de revenu.

Trajectoires : essai de comparaison des situations entre les trois générations

Les enquêtés ont été appelés à livrer leur appréciation sur leur propre situation à la fois par rapport à leurs parents et par rapport à leur propre passé plus ou moins récent. Énoncés sous différentes formules et expressions personnelles réunies ici en grandes catégories sémantiques, trois types de jugements sont émis par les personnes interrogées. Une nette amélioration de leur situation par rapport à des états antérieurs est avancée dans 11 cas sur 30 (par convention pratique on désignera ce premier ensemble par « évolution ++ ») ; une simple amélioration (« évolution + ») est formulée dans 17 cas sur 30 et dans deux cas l'évolution est jugée négative. Les réponses « évolution ++ » et « évolution + » semblent bien corrélées au niveau des revenus moyens mensuels par tête. Les chefs de ménage ayant jugé l'évolution de leur situation très positive disposent de revenus plus élevés que la moyenne de l'échantillon (2.982 Reais contre 2.433 Reais) et sont absents du Groupe 2 (professions intermédiaires/fonctionnaires) et assez logiquement très peu représentés dans les Groupes 1 (retraités et inactifs).

Une exigence méthodologique dans l'administration des questionnaires a consisté à ne jamais prononcer le terme de classe ou de classe sociale afin de ne pas orienter ou induire les réponses des enquêtés. Mais il se trouve qu'au Brésil, à partir du milieu des années 2000, ces expressions ont percé le langage courant. L'appellation de « classe moyenne » est notamment devenue, au-delà des travaux académiques, un outil de communication politique. Les résultats de recensements et autres enquêtes, de l'IBGE notamment, où il est question de classes A, B, C, D et E ont été également largement relayée par les médias. Il n'est donc pas surprenant que l'essentiel des répondants aient d'eux-mêmes parlé de classe. Sur les 30 ménages enquêtés, 25 disent se situer dans la classe moyenne, 2 dans la classe aisée ou riche, 3 dans la classe pauvre. Si l'on peut comprendre que le ménage dont le revenu par tête est de 3.700 Reais ait tendance à s'identifier à

la classe aisée, il est plus surprenant que ce soit le même résultat du ménage dont les revenus individuels sont seulement de 1.400 Reais. Les trois cas d'auto-déclaration d'appartenance à la classe pauvre paraissent plus cohérents, les revenus y étant respectivement de 2.200, 1.500 et 900 Reais. A l'opposé les familles disposant des deux revenus par tête supérieurs (9.000 et 6.000 Reais) se disent membres de la classe moyenne. Sur les 25 ménages considérant relever de la classe moyenne, 5 précisent qu'ils appartiennent à la classe moyenne-basse. Les variables de région et de groupe ont peu d'incidence sur les autodéfinitions des 25 cas de classe moyenne. Au total, on dénote une forte corrélation entre identification objective des classes moyennes et perceptions subjectives.

Les développements précédents témoignent, principalement dans l'ordre des perceptions, de nettes évolutions entre les générations. La taille des ménages est un premier indicateur des mutations en ce qu'elle montre une réduction tendancielle au cours du temps. Les milieux de résidence ont sensiblement évolué ; alors que des origines rurales étaient assez fréquentes dans la première génération, les migrations vers les métropoles (Rio et Fortaleza) ont eu pour conséquence d'établir que la fixation en milieu urbain était un fait acquis dans la génération des enquêtés. Dans le domaine de l'éducation, les changements intergénérationnels ne sont pas moins notables. On observe une quasi-disparition de l'analphabétisme, une réduction relative du niveau primaire, une claire progression relative du niveau secondaire et surtout une montée relative très nette du niveau supérieur des études. L'importance acquise par la filière de l'enseignement privé dans la population enquêtée complète ce panorama évolutif. Enfin, dans le domaine de l'emploi, là où la première génération s'adonnait tendanciellement à l'agriculture et à l'artisanat et était, de ce fait, quelque peu figée dans son activité et son lieu d'exercice, la génération suivante s'est prêtée à de fréquents changements jugés par elle majoritairement positifs et débouchant sur une certaine satisfaction des conditions de travail. La fréquence de la pluri-activité achève ce tableau social dynamique. Sans conteste l'évolution intergénérationnelle des conditions de vie a été profitable à cet échantillon de la classe moyenne qui a ainsi bénéficié d'une mobilité ascendante. Avec la présente crise économique et financière et les mesures de redressement des comptes publics annoncés par l'actuel gouvernement cette mobilité est très probablement menacée.

2.2.4. Les comportements socio-économiques des familles enquêtées

Dépenses et épargne des ménages

Les chefs de ménage ont été questionnés sur les montants mensuels consacrés aux dépenses de consommation de produits courants réalisées de manière quasi-quotidienne. Ces dépenses présentent une forte variabilité par groupes composant la classe moyenne, comme cela apparaît dans le Tableau 16.

Tableau 16 : Dépenses courantes de consommation par tête et par groupe (prix 2017)

Groupes	Dépenses moyennes mensuelles par tête (en Reais)
1 Retraités et inactifs	627
2 Professions intermédiaires / fonctionnaires	589
3 Employeurs et cadres	722
5 Travailleurs secteurs primaire et secondaire	456
6 Travailleurs secteur tertiaire formel	455
7 Employés, salariés secteur informel privé	334

Le montant moyen de dépenses est le plus élevé au sein du Groupe 3 (employeurs et cadres), le plus riche de la classe moyenne. Viennent ensuite le Groupe 1 des retraités et inactifs et le Groupe 2 des professions intermédiaires/fonctionnaires. Au bas de la hiérarchie on retrouve les Groupes 5 et 6 et surtout le Groupe 7 des employés du secteur informel avec un montant moyen de dépenses par tête plus de deux fois plus faible que dans le Groupe 3. Un tel résultat confirme la vulnérabilité de ce groupe mise en évidence lors de l'analyse quantitative.

Interrogés sur le point de savoir s'ils parviennent à épargner, 20 des 30 ménages y réussissent plus ou moins régulièrement et 10 déclarent ne pas ou ne plus réaliser des économies. Sans surprise, le niveau des revenus des familles détermine nettement la capacité d'épargne. Le revenu moyen par tête parmi les ménages parvenant à épargner atteint 5.550 Reais contre à peine 1.650 dans les ménages qui n'épargnent pas. Les taux d'épargne des ménages ont pu être documentés dans 11 cas sur les 20. Ils s'élèvent en moyenne à 5,7% pour des revenus par tête jusqu'à 2.000 Reais, 16,2% de plus de 2.000 à 4.000 Reais et de 40% dans la tranche des revenus supérieurs à 4.000 Reais. La forme prise par l'épargne réalisée n'est documentée que dans 15 cas, soit pour cause d'absence d'épargne soit parce que la personne interviewée n'a pas souhaité répondre. Parmi ces 15 cas, 12 montrent le rôle des banques via des comptes rémunérés soit, plus rarement, des placements de capitalisation. Dans 3 cas l'épargne est conservée à domicile. Les motifs et les objectifs déclarés des épargnes réalisées et/ou en cours correspondent en premier lieu à des épargnes de précaution par le souci de prévenir l'instabilité économique ou financière, de faire face à des imprévus, d'anticiper d'éventuelles maladies. Dans d'autres cas il s'agit d'assurer les études des enfants ou, plus rarement, de préparer un investissement immobilier ou foncier.

Recours à l'emprunt et au crédit

Les recours à l'emprunt ont été ou sont le fait de 21 des 30 ménages interrogés dont 7 d'entre eux qui en ont achevé le remboursement. Les prêts ont été ou sont consentis par les établissements bancaires dans 19 cas et dans 2 cas par les entreprises employant le chef de famille. Les prêts assortis de remboursements « automatiques » à la source du salaire (*empréstitos consignados*)

concernent 2 cas. Cette modalité, rare jusque dans les années 2000, a connu une forte expansion lors des mandats de la présidente Dilma Rousseff (2009-2016) caractérisés par l'explosion du crédit. Les ménages n'ayant pas ou n'ayant jamais eu recours à des prêts, au nombre de 11, disposent d'un revenu moyen mensuel par tête de 2.913 Reais (contre un revenu moyen pour l'ensemble de l'échantillon de 2.433 Reais) et se répartissent dans tous les groupes.

Dans les 12 cas où les encours de dettes sont toujours d'actualité les entretiens ont permis de documenter le niveau des engagements. Ceux-ci varient de 7% du revenu global mensuel à 30 %. Il est intéressant de noter que si les encours actuels se ventilent dans tous les Groupes, le Groupe 1 se distingue par le nombre des ménages endettés (5 sur 9). Il est possible que l'importance de ces engagements éclaire la fréquence du cumul d'allocations de retraite ou des pensions et d'activités rémunérées ou rémunératrices dans cette catégorie de retraités. Le revenu mensuel moyen par tête des ménages actuellement emprunteurs s'élève à 1.938 Reais soit une valeur inférieure de 500 Reais au revenu mensuel moyen par tête des 30 familles enquêtées. En d'autres termes, le recours à l'emprunt concerne en priorité le bas de la classe moyenne.

Les entretiens ont également porté sur d'éventuelles variations récentes ou actuelles du comportement des ménages en matière d'achats à crédit²¹. Cette thématique s'imposant avec le surgissement de la crise économique et financière du pays ces dernières années. Des informations ont pu être recueillies sur les différentes modalités de règlement des achats, les interviewés pouvant naturellement évoquer plusieurs comportements possibles. Un résultat intéressant a trait au fait que 7 ménages ont déclaré avoir arrêté d'avoir recours aux cartes dites de crédit contre un seul signalant l'utiliser davantage. Il est vrai que les taux d'intérêt relatifs à ce moyen de paiement sont très élevés au Brésil. On perçoit donc une prudence grandissante et récente des ménages en matière d'achat et de paiement.

Logements

Concernant le logement, l'ancienneté dans le domicile montre un spectre temporel extrêmement large, de 2 ans à 47 ans. L'ancienneté moyenne du domicile est variable selon les Groupes considérés, allant de seulement sept ans au sein du Groupe 2 à 34 ans dans le Groupe 7. Il est donc intéressant de noter que le groupe des retraités (Groupe 1) n'est pas le plus anciennement fixé dans son domicile (ancienneté moyenne de 15 ans). Sur les 30 ménages on compte 25 propriétaires de leur logement et 5 locataires. Les deux statuts ne se fondent pas sur des différences de revenus moyens ou d'appartenance aux différents segments de classe moyenne. On ne constate pas non plus de différence entre les deux régions enquêtées alors même que les prix de l'immobilier, en propriété ou en location, sont moins élevés à Fortaleza.

La relative dynamique sociale et professionnelle des 30 ménages dont il était précédemment question se trouve ici confirmée par la fréquence de leurs déménagements : 25 sont dans ce cas

²¹ L'achat à crédit, qui inclut mécaniquement un taux d'intérêt et l'achat réglé en plusieurs versements est très répandu au Brésil et porte autant sur des biens de consommation que sur des biens d'équipement.

contre 5 qui n'ont pas changé de domicile au cours de leur vie et/ou de leur carrière. La plupart de ces déplacements ont eu lieu à l'intérieur des deux vastes régions métropolitaines. Sur 25 cas documentés, les quartiers de résidence sont jugés corrects voire agréables dans 21 situations. Dans 4 cas où le jugement est franchement négatif, c'est le niveau de violence qui est mis en avant. Les logements présents donnent relativement satisfaction à 26 des 30 ménages par leur localisation, leur volume, contre 4 cas d'insatisfaction motivée par l'exiguïté du logement. Le niveau élevé de satisfaction n'empêche pas que dans 10 cas sur 30 les ménages souhaitent déménager pour résider préférentiellement dans un quartier plus tranquille, dans un logement plus grand ou (2 cas sur 10) pour vivre dans l'intérieur *cearense* jugé plus calme. Mais 7 des 10 ménages ayant émis ce souhait de déménagement voient des obstacles d'ordre financier rendant difficile la réalisation de leur vœu.

Moyens de communication

Dans un pays parmi les plus denses du monde en termes de téléphonie mobile, les 30 ménages détiennent au moins un téléphone portable, souvent de dernière génération ; 27 ont accès à l'internet, 23 disposent d'un ordinateur et 17 détiennent au domicile un téléphone fixe. L'équipement en nouvelles technologies apparaît donc comme un marqueur fort de l'appartenance à la classe moyenne.

Éléments de sociabilité

Les ménages enquêtés ont été interrogés dans un premier temps sur l'objet et la nature de leurs occupations extérieures au temps de travail. Les réponses proposées, non limitées en nombre, renvoient à 61 modalités. Par ordre de fréquence les activités sont les suivantes : repos (14), sports, loisirs, plage (11), culture, cinéma, théâtre (8), télévision et internet (8), lecture (4), visite de la famille (4), les autres 6 modalités étant très diverses. Cela suggère que les familles de la classe moyenne brésilienne ont une forte demande de loisirs. Ce sont 15 ménages qui déclarent ne pas effectuer de voyages contre 15 qui voyagent, parfois régulièrement, parfois peu fréquemment. Les voyages à objectifs touristique et distractif et ceux visant des visites rendues à la parenté sont le fait de 13 des 15 ménages, les deux autres ayant avancé des motifs de voyages professionnels. Deux facteurs éclairent les voyages des 13 ménages : d'une part l'aspect financier car il s'agit de ménages à revenus élevés (3.354 Reais par tête mensuels), d'autre part l'âge des personnes concernées, la très grande majorité des chefs de famille interrogés se situant dans la tranche 30-59 ans. Les 30 ménages s'adonnent extrêmement peu à des activités de coopération avec leur voisinage (5 cas sur 30) et les opérations d'entraide entre familles (*mutirão*) ne sont citées qu'une fois. Les activités associatives ou communautaires sont davantage plébiscitées (12 ménages sur 30 s'y adonnent) et elles se circonscrivent aux communautés de diverses églises, catholiques et évangéliques. Elles sont principalement pratiquées à Fortaleza (9 cas sur 12). Leur bien moindre fréquence à Rio de Janeiro (3 cas) est peut-être le signe d'une plus grande sécularisation dans cette ville ou l'indice d'une moindre connaissance interpersonnelle entre les habitants.

Impact des conditions économiques

Nous avons cherché à connaître l'impact d'une variation des conditions économiques et financières, les fluctuations étant présentées positivement puis négativement. Plus précisément, il a été demandé aux interviewés quels usages ils feraient d'une augmentation du revenu de l'ordre de 50%. Les réponses, sans limitation de nombre, et leur fréquence sont exposées dans le Tableau 17.

Tableau 17 : Utilisations d'un surcroît éventuel de revenu

Achat appartement, maison ou terrain	13
Aider des membres de la famille	6
Financer éducation ou formation	6
Investir dans projet professionnel	3
Acheter une automobile	3
Adhérer à un plan de santé privé	2
Voyager davantage	2
Equiper l'habitation	1
Déménager	1
Acheter ordinateur et financer internet	1

La thématique immobilière et foncière arrive nettement en tête manifestant bien l'attachement des enquêtés au bâti et à la terre alors même que 25 des 30 ménages sont déjà propriétaires. On note ensuite la relative fréquence des intentions altruistes au sein des familles et le souci d'améliorer les conditions d'éducation. L'automobile et les plans de santé privés qui figurent également dans cette liste témoignent de la prégnance de ces deux éléments dans la « culture » de la classe moyenne. Confrontés à l'hypothèse d'une réduction sensible de leurs revenus (de l'ordre de 50%), les libres réponses des ménages et leur fréquence figurent dans le Tableau 18.

La hiérarchie des coupes imaginées par les enquêtés ne révèle pas de grandes surprises, les dépenses non strictement indispensables étant prioritairement visées. Cependant la place des dépenses alimentaires dans le haut de cet inventaire peut être jugée préoccupante. Il semble par ailleurs évident qu'une réduction de 50% des revenus imposerait le cumul de plusieurs de ces diverses coupes. Enfin on note l'arrêt ou la réduction significative de dépenses sur des éléments de vie qui sont parties intégrantes des conditions extrinsèques de la classe moyenne (loisirs, voyages, automobile, téléphonie mobile, etc.).

Tableau 18 : Réduction des dépenses en cas de revenu minoré

Réduire dépenses de loisir, sorties et voyages	6
Réduire dépenses alimentaires	5
Acheter des produits moins chers (sans autres précisions)	4
Réduire dépenses d'automobile	4
Arrêter ou réduire dépenses téléphone mobile	4
Arrêter éducation privée ou rechercher établissements moins chers	4
Arrêter télévision payante	3
Arrêter plan de santé privé ou opter pour un plan moins cher	3
Réduire dépenses de bien être ou jugées superflues	3
Réduire dépenses vêtements	2
Réduire dépenses internet	2
Arrêter d'aider les enfants les plus âgés	2
Licencier ou diminuer temps de travail employé/e de maison	2
Réduire dépenses électricité	1
Retourner vivre chez les enfants	1
Vendre une partie du patrimoine	1
Arrêter d'épargner	1

2.2.5. Les familles de la classe moyenne et la sphère publique

Le rapport à l'espace public en ses différentes composantes matérielles, sociales et institutionnelles peut aussi participer de l'identité des classes, et notamment des classes moyennes. Ces différentes dimensions sont abordées dans les développements qui suivent.

La sécurité publique

On sait que le pays se caractérise par un haut niveau de violence. Au Brésil, les homicides, largement couverts par les médias, atteignent ces derniers temps le nombre de 60.000 par an. Comment les ménages constituant l'échantillon de la présente étude perçoivent-ils et ressentent-ils ces très préoccupantes questions ? D'abord interrogés sur leur appréciation de la sécurité publique dans leur zone de résidence, les enquêtés émettent un avis négatif quasi-unanime. Elle est jugée très mauvaise dans 20 cas sur 30 et dans les autres cas les qualificatifs spontanément employés par les interviewés pour préciser leur opinion ne sont guère plus favorables. Les

formules utilisées font état d'une « police très lente, qui laisse à désirer », « inefficace », « défailante », « déficiente », « désordonnée et perdue », « dans un état critique », « inexistante » « participant au chaos », etc. Cette unanimité écarte toute différenciation des ménages par groupe, localisation, revenu et âge. Parmi l'ensemble des répondants, 28 ne se sentent pas en sécurité et avancent des raisons et arguments qui nourrissent ce sentiment et qui méritent d'être directement transcrits ici : informations quotidiennes « horribles », « on marche dans la rue en craignant en permanence d'être attaqué », « on reste sans moyens face aux bandits », « la criminalité rôde autour », « la violence s'est emparée des rues et des quartiers », « la police arrive toujours après les forfaits », etc. Enfin, 28 répondants déclarent avoir déjà été victimes de violence, eux-mêmes ou des membres de leurs familles, en majorité des attaques et vols, auxquels s'ajoutent une séquestration pour rançon et deux homicides.

Les transports collectifs et individuels

Rio de Janeiro et Fortaleza sont des villes extrêmement étendues où la circulation, alimentée par un accroissement continu des véhicules, rend difficiles et longs les déplacements. Mis à part les cas où les trajets réguliers sont effectués à pied ou à vélo (5/30), les modes de transport les plus cités sont l'automobile (13 occurrences) devant les bus urbains (8), la moto (6), le métro (1)²² et les véhicules de la compagnie Uber²³. Les opinions des ménages sur les différents modes de transport sont clairement discriminées entre transports individuels (18 cas de satisfaction sur 19) et les transports collectifs/publics (3 cas de satisfaction sur 9). Les avis positifs en matière de transports individuels sont à peine tempérés par quelques plaintes portant sur la densité et la lenteur du trafic urbain. En revanche, les avis majoritairement négatifs sur les transports collectifs sont renforcés par des considérations fortes sur l'encombrement continu des bus et les trop longues fréquences de passage aux arrêts. En fait, les opinions assez nettement négatives sur les transports publics rejoignent celles des autres catégories de la société brésilienne. La particularité est que les ménages membres de la classe moyenne enquêtés ici disposent, pour la plupart, des moyens d'échapper à ces inconvénients en recourant à des moyens individuels et privés.

En moyenne journalière les personnes interrogées consacrent 1 h 30 à leurs déplacements pour le travail et les achats. On relève que les 4 cas de temps les plus longs concernent la ville de Rio de Janeiro et la plupart des temps les plus courts se localisent dans les villes de l'intérieur du Ceará. Sans surprise, on observe que le Groupe 1 des retraités est celui qui présente le plus faible temps moyen de déplacement.

La pollution provoquée dans les villes par la circulation des véhicules est une réalité à laquelle 25 des 30 ménages se disent sensibles. Mais, si l'on déduit de ce nombre les 14 ménages qui se

²² Le métro est très récent à Fortaleza et celui de Rio ne dessert qu'une faible portion du territoire municipal.

²³ Uber n'est pas autorisé à Rio de Janeiro ni à Fortaleza. Cette interdiction, faiblement sanctionnée par des services débordés devant l'accroissement des véhicules en question n'empêche nullement ces deux villes de disposer de très nombreux conducteurs Uber. Le coût d'un tel transport est de l'ordre de 50 % moindre de celui d'un taxi ordinaire.

sont contentés de répondre sommairement « oui » à la question, on relève 11 ménages sans doute plus sensibles à la pollution dans la mesure où ils ont argumenté sur ses effets néfastes et se sont affirmés préoccupés en ce domaine.

Protection sociale et fiscalité

En matière de couverture sociale (maladie, accident du travail, vieillesse), les ménages interrogés sont presque en totalité (29 situations sur 30) couverts par les régimes de base, celui du régime général de sécurité sociale ou celui du régime propre à la fonction publique auquel on peut ajouter le cas d'un régime spécial d'un militaire. Ces régimes de base sont très nettement critiqués (27/30) par les ménages jugeant défailante l'utilisation des contributions et signalant une mauvaise gestion des fonds, des erreurs et des retards, voire des détournements d'argent dont se rendent coupables, de temps en temps, les agents des organismes concernés. A côté de ces régimes de base il existe des plans de santé privés gérés par des compagnies d'assurance et dont les contributions sont particulièrement élevées. La capacité financière à adhérer à ces organismes, outre le fait qu'ils donnent droit, selon l'étendue des couvertures financées, à des consultations médicales et à des hospitalisations plus rapides que dans le système public de santé, constitue par bien des aspects une des caractéristiques tendancielle de la classe moyenne. De fait, 19 des 30 ménages enquêtés et répartis sur l'ensemble des groupes financent et bénéficient d'un tel plan de santé privée. Le facteur financier est déterminant dans l'accès à cette couverture sociale du secteur marchand. Ainsi, 9 des 11 ménages de l'échantillon n'étant pas adhérents à un plan privé ont un revenu par tête mensuel inférieur à 2.000 Reais, soit un niveau sensiblement inférieur au revenu moyen de l'échantillon.

Interrogés sur le point de savoir s'ils accepteraient de payer davantage de cotisations afin de contribuer à l'amélioration du système de prévoyance, les réactions de 20 des 30 ménages sont clairement négatives. Ont été enregistrées 4 réponses positives sans réserve et 5 accompagnées de conditions résumées en deux formules : « si c'est vraiment pour améliorer le système » et « si les revenus augmentent ». L'ensemble des prélèvements fiscaux est jugé trop lourd par 26 ménages rejoignant ainsi le cœur des critiques qui s'expriment régulièrement au Brésil. Les récriminations s'expriment dans des formules variées mais peuvent être résumées dans les arguments suivants : l'absence de « retour » au bénéfice de la population, la mauvaise gestion de l'argent public, les mauvaises utilisations des impôts, des services publics de piètre qualité et l'absurdité de la présente fiscalité qui pèse jusque sur les allumettes et sur les livres.

La vie politique

Les entretiens organisés avec les chefs de ménage se sont déroulés dans un contexte politique national alimenté par de très nombreux scandales de corruption impliquant des dizaines de politiciens aux trois niveaux de gouvernement ainsi que des dirigeants d'entreprises et par des dizaines de poursuites judiciaires et de multiples condamnations. Les jugements portés par les ménages sur la vie politique concordent pleinement avec les sondages très négatifs publiés dans les médias. Si la piètre idée que se font les Brésiliens du milieu politique a augmenté avec la

multiplication présente des « affaires », ils ont eu continûment une image peu reluisante de leurs représentants et de leurs autorités, quels que soient les gouvernements en place. Chacun s'est exprimé librement et spontanément avec des mots et des expressions propres qui ont côtoyé des termes forts et récurrents. Les qualificatifs fréquents associés à la politique la définissent comme étant « terrible », « corrompue », « horrible », « fourbe », « immonde », « erronée », « empirant chaque jour », constituant une « totale négation » de ce qu'elle devrait être ; plusieurs ménages se disent « tristes » et « révoltés ». Les politiciens sont critiqués en ce qu'ils « oublient leurs promesses », « ne sont pas sérieux », « détournent les fonds publics ».

Tous les ménages se tiennent plutôt régulièrement informés sur la vie politique, principalement par le biais de la télévision (24 occurrences). Les autres moyens sont Internet (10 fois cité), les journaux (9 fois) et la radio (8 fois), les ménages ayant pu mentionner plusieurs supports. Précisons également que 18 des 30 répondants connaissent au moins un homme ou une femme politiques membres de leur parenté ou de leur cercle d'amis.

La corruption

L'existence au Brésil de la corruption est affirmée par la totalité des 30 ménages. Dans cet ensemble, 14 répondent qu'elle est présente partout, en tous lieux, dans tous ou la plupart des secteurs. Parmi ces derniers, les plus souvent cités sont l'éducation, la santé, la prévoyance sociale et les transports. Mais 16 ménages sur 30 jugent qu'elle se concentre dans le milieu politique ou, plus précisément, au sein des partis politiques, du Congrès, des pouvoirs exécutif et législatif, plusieurs citant la capitale Brasília comme le haut-lieu de ces pratiques. Bien que condamnée par les enquêtés, la réalité des petites corruptions quotidiennes (*propinas*) dans les multiples démarches engagées avec les services et les administrations est reconnue par 23 des 30 ménages. Ils sont 13 sur 30 à déclarer avoir été victimes de cette corruption ordinaire. Il est intéressant de relever cette cohérence qui fait que tous les ménages dans ce cas ont confirmé l'existence des inconduites dans les démarches bureaucratiques. Alors que 8 enquêtés considèrent que leur opinion négative sur la corruption s'est renforcée ces derniers temps, 20 jugent que leur appréciation n'a pas changé soit parce que les pratiques en question persistent, soit parce qu'elles augmentent (2 enquêtés n'ont pas directement répondu à cette interrogation). Enfin plusieurs enquêtés n'épargnent pas la population dans la fréquence et l'importance de ces pratiques en considérant que les petits accommodements (*o jeitinho*) quotidiens des citoyens avec les réglementations normalement en vigueur alimentent un climat propice au développement de conduites illicites. La force et la fréquence des critiques et des exaspérations chez les enquêtés sont répandues sans distinction de lieu, de Groupe et de revenus.

Les services et les infrastructures

Interrogés sur les besoins personnels et familiaux qu'ils aimeraient voir satisfaits en priorité, les enquêtés ont avancé librement 54 modalités. La santé arrive nettement en tête (21 occurrences), devant l'école au sens large (13), la sécurité autour des familles (7), le confort et les loisirs (5), l'alimentation (3), l'habitation (2), les transports, l'obtention d'un crédit et le travail (1).

Questionnés ensuite sur leurs attentes en matière d'infrastructures au sens large, les ménages ont formulé des vœux sur 41 modalités. Le secteur de la santé (y compris les hôpitaux et la disponibilité de médicaments dans les centres primaires de soins) occupe la première place (cité 11 fois), devant l'éducation (incluant tant l'enseignement que les établissements) cité 9 fois, la sécurité (9 fois), le réseau des rues et des routes (souvent en piteux état) (5 fois) les transports (5 fois), l'assainissement (1 fois) et les sports (1 fois). Cinq ménages ne formulent aucune attente parce qu'ils ne croient plus dans l'amélioration des choses ou la jugent impossible ou parce qu'ils n'ont plus confiance dans le système politique et l'appareil public pour corriger les situations et faire croître le bien-être commun.

Enfin il a été demandé aux ménages pour quelles infrastructures ils accepteraient de payer un peu plus d'impôts, de taxes ou de contributions. Cette conditionnalité peut s'avérer être un test pour mieux mesurer l'intensité des attentes et des vœux. On retrouve ici la même trilogie sectorielle : la santé (14 fois), l'éducation (9 fois) et la sécurité (5 fois) les autres secteurs ne sont pas ou plus mentionnés ce qui témoigne de la fonction de filtrage exercée par l'énoncé de la question.

L'enquête qualitative ménages a permis d'identifier un certain nombre de traits caractéristiques des classes moyennes brésiliennes sur le plan de l'évolution intergénérationnelle des conditions de vie ainsi que sur leurs comportements et aspirations. Premièrement, même si les effets de la crise actuelle sont largement perçus par les ménages enquêtés, l'analyse a révélé une quasi-unanimité de ces mêmes ménages pour affirmer que leurs conditions de vie se sont améliorées, notamment au regard de celles de leurs parents. La dynamique favorable observée au Brésil depuis le milieu des années 1990 semble donc largement confirmée. Deuxièmement, nous avons mis en évidence des marqueurs forts d'appartenance à la classe moyenne au Brésil : le recours à l'enseignement privé, l'adhésion à des plans de prévoyance privés, l'équipement en nouvelles technologies ou les loisirs (voyages). Enfin, du point de vue de leurs aspirations et attentes, les classes moyennes brésiliennes semblent clairement prioriser les domaines de la santé, de l'éducation, de la sécurité et, dans une moindre mesure, des loisirs, du logement et des transports. Mais leurs critiques à l'encontre du milieu politique qu'ils jugent corrompu et ne contribuant pas à l'intérêt général expliquent qu'ils n'accordent que peu de foi dans la capacité des politiques publiques à agir dans le sens de leurs intérêts. C'est probablement la raison pour laquelle l'un des traits caractéristiques majeurs des classes moyennes brésiliennes est leur capacité financière à moins dépendre des services publics de piètre qualité que les catégories les plus pauvres en recourant au secteur privé en matière de santé, d'éducation, de sécurité et de transports. Cela souligne d'importants enjeux du point de vue des politiques publiques.

III. Institutions, politiques publiques et classes moyennes

3.1. Un état des lieux des politiques publiques clés pour les classes moyennes

Compte tenu des aspirations et attentes des classes moyennes brésiliennes mises en évidence par l'enquête qualitative ménages, nous avons identifié six domaines de politiques publiques pour

lesquels les enjeux relatifs aux classes moyennes nous semblent particulièrement saillants. Cette section présente les principaux traits caractéristiques de ces domaines de l'action publique.

3.1.1. Politiques d'éducation

Les avancées sociales manifestées dans les années 2000 se sont vérifiées dans le domaine de l'éducation soit par des effets directs (à travers des politiques, programmes et mesures dédiés à ce domaine pour en améliorer la qualité et réduire les traits les plus déséquilibrés), soit par des effets indirects, en d'autres termes les conséquences dans ce domaine de l'amélioration du niveau de vie de la majorité de la population. Les données statistiques attestent d'une élévation des niveaux de scolarisation et, parallèlement, d'une forte diminution du taux d'analphabétisme dans le pays : 13,3% de la population en 1999 et 8,3% en 2014. En outre, la durée moyenne de la scolarité des personnes de 25 ans et plus s'est sensiblement accrue, passant de 5,7 ans en 1999 à 7,8 ans en 2014 (source : IPEADATA).

Ces progrès résultent d'un effort budgétaire continu. Tous niveaux d'enseignement public confondus, les dépenses de fonctionnement et d'investissement dans l'éducation sont passés de 4,6% du PIB en 2000 à 6% en 2014 (Ministério da Educação / INEP, 2016). Conscientes des grandes faiblesses du système éducatif, les autorités fédérales ont amplifié, consolidé ou lancé, au milieu des années 2000, de très nombreux programmes d'action visant l'augmentation quantitative des taux de scolarisation et l'amélioration qualitative des formations. Ainsi, le Ministère de l'Éducation recensait en 2005 plus d'une trentaine de ces programmes (Ministério da Educação, 2005). L'accès aux établissements d'enseignement (quels que soient les niveaux considérés) a été élargi contribuant par là-même à une réduction des inégalités devant le système scolaire. Les efforts quantitatifs se sont traduits par l'ouverture de nouvelles écoles, de nouveaux collèges et de nouvelles universités. A titre d'illustration, le nombre d'institutions d'enseignement supérieur a été en constante augmentation entre 2000 et 2013 (+103% au total, +108% dans le secteur des institutions privées et +71% dans le secteur public). En 2013 étaient recensées 2.090 institutions privées et 301 institutions publiques (SEMESP, 2015).

En dépit de ces avancées, le niveau du capital humain du Brésil est loin d'atteindre les standards des pays industrialisés. Selon l'enquête PISA 2012 de l'OCDE, sur 65 pays, le Brésil se classait en 55^e position pour la lecture, en 58^e position en mathématiques et en 59^e position en sciences (OCDE/PISA, 2013). En fait, c'est par sa qualité, jugée médiocre par beaucoup de spécialistes, que pêche le système d'enseignement primaire et secondaire brésilien. Premièrement, l'insuffisance des équipements dans l'enseignement public primaire et secondaire est largement reconnue. A ces deux niveaux de scolarisation, les établissements privés, payants, sont de meilleure qualité. Deuxièmement, la préscolarisation, étape importante de formation des compétences des futurs élèves, est négligée au Brésil. Elle touche à peine un peu plus de 50% des enfants contre 100% dans de nombreux pays, y compris le Mexique. Troisièmement, les faibles rémunérations des professeurs jusqu'au niveau du collège contribuent sans doute à expliquer ces

déficits de qualité. En bout de chaîne éducative on observe alors le paradoxe suivant. Dans les filières des universités publiques (surtout les universités fédérales et à un moindre degré les universités *estaduales*), les places étant peu nombreuses et les concours d'entrée rigoureux, ce sont les jeunes issus des établissements privés qui ont les plus fortes chances de suivre un enseignement supérieur public de qualité où les professeurs perçoivent des rémunérations de bon niveau selon les comparaisons internationales. Le strict *numerus clausus* en vigueur à l'entrée des universités publiques a pour conséquence de refouler une grande partie des étudiants vers les facultés privées constituant un marché lucratif et dont les évaluations officielles montrent qu'elles sont de moindre qualité. Un Fonds de financement des étudiants (*Fundo de Financiamento Estudantil – FIES*) a été créé en 2001 destiné, sous forme de bourses mensuelles, à aider les étudiants poursuivant des études supérieures dans les établissements privés (et donc payants). De plus, des mécanismes ont été mis en place ces dernières années pour réduire les effets sociaux de ce processus élitiste sous la forme de quotas de places réservées aux Noirs et aux jeunes issus de l'enseignement public, provoquant des résistances dans le milieu académique fondées sur l'argument courant d'un risque de baisse de qualité des formations supérieures.

Les tendances générales positives ne peuvent masquer les inégalités qui persistent. L'origine sociale des élèves et étudiants et le niveau de revenu des familles, la couleur de peau, la résidence urbaine ou rurale, leur localisation selon les régions et les Etats sont des facteurs encore actifs de différenciation en termes d'éducation. A titre d'exemple, le recensement 2010 de l'IBGE faisait apparaître que si 14,1% des personnes « blanches » avaient un cursus d'enseignement universitaire complet, ce pourcentage descendait respectivement à 4,3% et 4,6% dans la population noire et métissée (source : Censo 2010 IBGE) et les nombreux décrochés du système scolaire proviennent de milieux modestes. L'ouverture de l'enseignement au bénéfice d'une classe moyenne plus nombreuse et plus composite pourrait permettre à terme de réduire les mécanismes souterrains qui favorisent encore les *insiders*.

3.1.2. *Politiques du logement*

Le logement a été au cœur des revendications exprimées dans les mouvements sociaux de ces dernières années au Brésil. Dans le passif social accumulé au long des décennies par le pays le logement occupe, par son déficit, une place centrale. Dès les années 1930 la rapide industrialisation du Brésil a attiré dans les villes d'importants flux de population qui, faute de politiques locales et nationales dédiées à l'habitat et à l'aménagement urbain, se sont installées dans des centres déjà habités ou dans des aires urbaines et péri-urbaines dans des conditions souvent irrégulières et périlleuses (favelas verticales ou horizontales). Des mesures publiques ont certes été adoptées au cours du 20^e siècle mais se sont révélées incapables de résoudre réellement la question du logement. Ce n'est qu'en 2000, sous la présidence de Fernando Henrique Cardoso, que le logement est élevé au rang de droit supérieur via un amendement à la Constitution de 1988. La réglementation de ce nouveau droit s'est traduite par l'adoption, en 2001, du Statut de la Ville (*Estatuto da Cidade*) censé fixer les grands principes d'organisation et d'aménagement des cités et orienter les politiques décidées en ce domaine. Sous la Présidence Lula, a été créé en 2004 le Ministère de la Ville. Outre les services spécialisés du ministère, de nombreux organismes

publics interviennent dans ce secteur, depuis les anciennes Compagnies *estaduales* d'habitation (Cohab) jusqu'à la *Caixa Econômica Federal* et les institutions professionnelles du bâtiment installées dans tous les Etats. Le secteur du logement fait l'objet d'un important programme social, *Minha Casa, Minha Vida* (Ma Maison, Ma vie), financé par le gouvernement fédéral, et visant à faciliter l'accès des familles à revenus modestes et moyens à la propriété immobilière par des crédits subventionnés. Ce programme a été instauré en 2009 et est devenu l'un des piliers de la politique de Dilma Rousseff en 2014. Il visait ainsi à répondre au déficit d'habitations dont souffre le pays et à soutenir l'emploi et le revenu dans le secteur du bâtiment, gros employeur de main d'œuvre. Le programme *Minha Casa, Minha Vida* est le plus grand programme de construction de logements des trente dernières années. A la fin de la première phase (2009-2011), le programme a permis de fournir plus d'un million de maisons à la population cible (disposant d'un revenu allant jusqu'à 10 SM). Et au cours des deux premières phases du programme, 240 milliards de Reais ont été investis. Si le programme se veut ambitieux, il a également produit des externalités négatives en matière de paysages urbains avec un processus de standardisation de l'habitat, aussi bien dans les villes moyennes que dans les métropoles (Théry, 2017). De nombreuses malfaçons dans les constructions ont été également constatées (dans plus de 50% des habitations selon une évaluation de l'organisme Contrôle Général de l'Union).

En dépit de ces mesures, de nombreux Brésiliens résident encore aujourd'hui dans des logements indignes : campements ruraux illégaux d'agriculteurs sans terre, habitants urbains sans toits, installations de fortune dans les favelas verticales et horizontales, occupations très précaires en périphérie des agglomérations, etc. De plus, si la très grande majorité des logements en matériaux durables disposent d'eau potable et d'électricité, le réseau d'assainissement ne profite en 2014 qu'à 75% des domiciles recensés (source : IPEADATA) et près de 10% des domiciles permanents sont considérés comme ayant une densité excessive de résidents (IBGE, 2015). Une étude récente a montré que les carences en matière de logement se concentrent dans les familles percevant les plus modestes revenus : 83,9% dans les familles disposant jusqu'à 3 SM (FJP, MC, BID, PNUD, 2016). En outre, cette étude évalue à 9% le déficit en logements urbains pour l'ensemble du Brésil. Il résulte de cette situation que les logements disponibles voient leurs loyers augmenter régulièrement. Les loyers jugés excessifs, c'est-à-dire ceux dépassant 30% des revenus familiaux, représentaient 7,5% des habitations en 2004 et 12,7% en 2014 (IBGE, 2015). Ainsi la croissance économique des années 2000 n'a fait qu'exacerber la crise du logement. Dans le même temps où elle a permis l'expansion de l'emploi formel et la réduction de la pauvreté, elle a rendu l'accès à un domicile plus difficile et plus coûteux. Les composantes les plus récentes et les plus fragiles de la classe moyenne ont évidemment pâti de cette situation.

3.1.3. *Protection sociale*

Selon une étude réalisée par le Secrétariat du Trésor National au sein du Ministère des Finances, les dépenses sociales du gouvernement fédéral ont sensiblement augmenté sur la période récente, leurs poids dans le PIB étant passé de 12,8% en 2002 à 17,5% en 2015 (Ministério da Fazenda, Secretaria do Tesouro Nacional, 2016a). De manière générale, les prestations sociales assurées au Brésil se présentent comme dans d'autres pays, sous deux grands types : les prestations

contributives (prévoyance sociale) et les prestations non contributives (assistance sociale), les premières étant conditionnées à des cotisations antérieures de montant et de durée variables versées par les bénéficiaires, les secondes étant accordées sans autres conditions que l'état de dénuement ou les difficultés d'autonomie des allocataires.

Prévoyance sociale

En 2015, les dépenses de prévoyance sociale représentaient 9,3% du PIB, constituant le cœur des dépenses sociales au Brésil. La prévoyance sociale couvre les risques vieillesse, maladie, accidents du travail, invalidité et maternité. Elle s'est constituée très progressivement entre la fin du 19^e siècle et les années 1930 à partir d'initiatives propres à une multitude de corps de métiers. Le régime actuellement en vigueur est le résultat de cette logique corporatiste. La prévoyance sociale brésilienne comprend trois régimes différenciés : (i) le Régime Général de Prévoyance Sociale (RGPS) pour le secteur privé ; (ii) le Régime Propre de Prévoyance Sociale (RPPS) pour les fonctionnaires statutaires et (iii) les Régimes de Prévoyance Complémentaire l'un privé, l'autre complétant le régime propre aux fonctionnaires.

En 2016, plus de 33 millions de personnes ont bénéficié d'une prestation accordée par le RGPS. Une approche par tranches de revenus des bénéficiaires révèle que 68,6% des bénéficiaires disposaient d'un revenu jusqu'à 1 SM. On ne saurait mieux illustrer le fait que le RGPS s'adresse principalement, dans ces prestations, à la masse de population aux revenus s'échelonnant de faibles à modestes et moyens. Les familles plus aisées cotisent aussi, et s'adressent préférentiellement, aux compagnies d'assurance privées auxquelles elles adhèrent en complément. Le Régime de Prévoyance Complémentaire du régime général (*Regime de Previdencia Complementar*) est géré par des compagnies d'assurance et autres mutuelles. Ce régime est privé, l'affiliation est facultative et il vise essentiellement à compléter (ou à se substituer à) la couverture maladie et accidents et à assurer un complément de retraite. Seules les familles aisées ou relativement aisées adhèrent à ce régime en raison de son coût. Les plans de santé privés souscrits permettent notamment d'accéder au secteur médical, paramédical et hospitalier privé, permettant aux familles adhérentes d'échapper aux lourdes contraintes des unités médicales et hospitalières publiques (longs délais d'attente, faible coordination des intervenants, etc.).

Le Régime Propre de Prévoyance Sociale (*Regime Próprio de Previdencia Social, RPPS*) est géré par divers instituts et fonds de prévoyance. L'affiliation à ce RPPS est obligatoire pour les fonctionnaires statutaires des trois niveaux de la Fédération. Selon les données exposées dans l'Annuaire de la prévoyance éditée par le Secrétariat *ad hoc* du Ministère des Finances, en 2015, 9,82 millions de personnes sont assujetties au RPPS, 22% relevant de la sphère fédérale, 47% des Etats fédérés et 31% des *municípios*. De manière générale, le RPPS fournit le même type de prestations que le RGPS mais avec des montants plus élevés. Néanmoins, des mesures décidées récemment visent à assurer davantage de convergence entre les deux régimes. Il convient également de préciser qu'une loi de 2012 a institué un régime de prévoyance complémentaire pour les fonctionnaires fédéraux. Par la suite, plusieurs fondations de prévoyance complémentaire ont été créées dans le cadre de chacun des pouvoirs (exécutif, législatif et

judiciaire) et dans certains Etats fédérés, chaque fondation, indépendante, s'organisant et fonctionnant selon des règles propres.

En comparaison avec le régime général, la question de la soutenabilité financière est plus cruciale s'agissant du régime des fonctionnaires dont le déficit par assuré est nettement plus élevé. Ainsi, en 2014, le régime général présentait un déficit de 56,7 milliards de Reais, soit un déficit par tête de 2.103 Reais. La même année le régime des fonctionnaires relevant du seul gouvernement fédéral présentait un déficit de 66,7 milliards de Reais, correspondant à 68.216 Reais par tête (Porto et Abi-Rama Caetano, 2015).

Assistance sociale

Les programmes d'assistance, ciblant des personnes et des familles dont la situation précaire justifie un effort de solidarité de la nation, ont pour la plupart été créés dès les années 1990 dans le sillage des droits sociaux proclamés par la Constitution de 1988. Les dépenses au titre de cette seconde catégorie de prestations sociales représentaient 1,5% du PIB en 2015. En dépit d'un poids limité, l'assistance sociale brésilienne se caractérise par la grande diversité de ses programmes. Au cœur de ces mécanismes d'assistance, on trouve la fameuse *Bolsa Família* déjà évoquée précédemment. Il s'agit du transfert de fonds conditionnel brésilien destiné aux familles pauvres avec enfants. Il s'articule autour d'une aide monétaire assortie de conditionnalités en matière d'assiduité scolaire et de vaccination des enfants. Si l'impact de la *Bolsa Família* en matière de réduction de la pauvreté et des inégalités est réel, il doit être nuancé. En effet, une étude de l'IPEA a montré que 54,9% de la réduction des inégalités est due à l'évolution des revenus du travail contre 20,8% aux pensions et allocations de la Prévoyance sociale et 12,2% au programme *Bolsa Família* (source : Agência Brasil, 1er octobre 2013). En outre, malgré sa popularité et ses impacts sociaux non négligeables, le programme *Bolsa Família* ne représente que 0,45% du PIB brésilien (Ministério da Fazenda, Secretaria do Tesouro Nacional, 2016b). A côté de ce programme emblématique, on peut également citer le dispositif *Benefício de Prestação Continuada* (BPC) allouant un revenu minimum aux personnes affectées de déficiences et aux personnes âgées de 65 ans et plus dont le revenu est inférieur à un quart du SM. Rapportées au PIB brésilien, les dépenses du programme BPC s'établissaient à 0,7% ce qui en faisait le programme d'assistance sociale le plus coûteux (Ministério da Fazenda, Secretaria do Tesouro Nacional, 2016b).

3.1.4. Politiques fiscales

Comme l'enquête qualitative auprès de ménages de la classe moyenne a pu le révéler, la fiscalité brésilienne est jugée complexe, lourde, injuste et coûteuse. Malgré son poids, elle peine à couvrir les besoins d'investissement du pays et, malgré des principes constitutionnels plutôt généreux, elle est profondément inéquitable.

Le poids des prélèvements obligatoires atteint ces dernières années 37% du PIB (OCDE, 2015). C'est un niveau comparable à celui des économies développées mais supérieur aux autres pays

latino-américains. D'après un recensement récent et exhaustif, les impôts, taxes et contributions sont au nombre de 93 (www.portaltributario.com.br, consulté le 5 décembre 2016). Plusieurs impôts indirects ont des effets en cascade frisant l'irrationalité économique et éloignant la perspective de simplifier le paysage fiscal par l'adoption d'un régime de taxe à la valeur ajoutée. La structure fédéraliste du pays qui, dotant les Etats fédérés et les *municípios* d'impôts propres et d'impôts partagés, renforce cette complexité et rend très difficiles les projets de modernisation fiscale (Fauré, 2005).

Dans son ensemble, cette fiscalité, du fait qu'elle ponctionne principalement les biens et les services, fait peser un poids jugé excessif sur les catégories sociales modestes et intermédiaires (IPEA, 2011). En 2013, sur le total de la collecte des impôts des trois sphères de gouvernement, 51,3 % portaient sur les biens et les services, 18,1% sur les revenus et 3,9% sur la propriété. C'est une matrice fiscale bien différente des pays du Nord, et même de pays sud-américains comme le Chili, le Pérou et la Colombie. De plus, alors que dans les pays de l'OCDE l'impôt sur le revenu correspond en moyenne à 8,5% du produit fiscal, au Brésil il n'en représente que 2,7%. Les taux marginaux sont peu élevés, la dernière tranche étant de 27,5% au Brésil (contre 35% en Turquie et 30% au Mexique). L'iniquité ne se limite pas à une absence de progressivité des impôts, mais à leur franche dégressivité. Afonso et Castro (2012) mentionnent des travaux récents réalisés au sein de l'Université de São Paulo montrant que 49% du revenu des familles appartenant au premier décile de revenus sont prélevés par le fisc contre à peine 26% du revenu des familles relevant du dernier décile. Un dispositif fiscal tend mécaniquement à accroître les avantages des contribuables aisés ; un certain nombre de dépenses (dépenses privées de santé et d'éducation notamment) sont en effet déductibles de l'impôt sur le revenu des personnes physiques. Ainsi, les 2,7% des contribuables les plus riches s'approprient 10,8% de la valeur totale des déductions (Ministério da Fazenda, SPE, 2016).

On voit aisément en quoi les inégalités fiscales contribuent amplement au système de reproduction des positions socioéconomiques dans le pays. D'où le sentiment très répandu au sein de la classe moyenne de devoir payer pour les autres catégories sociales : au profit des pauvres dans le cadre des transferts sociaux et en substitution des riches, qui sont formellement sous-fiscalisés et qui parfois adoptent des comportements illégaux de sous-déclarations ou d'évasion fiscale pour réduire encore leur exposition à l'impôt²⁴.

3.1.5. Gouvernance et démocratie

Avec l'adoption de la Constitution de 1988, le Brésil présente la figure d'un Etat de droit démocratique à la fois libéral et social, à travers un certain nombre de principes de base : le suffrage universel et obligatoire, la séparation des pouvoirs, l'organisation d'élections libres et

²⁴ « Selon une étude de 2010 de la Fédération des industries de l'Etat de Sao Paulo (FIESP), se fondant sur les données de 1990 à 2008, la corruption et l'évasion fiscale coûteraient chaque année au pays entre 1,38% et 2,3% du produit intérieur brut, soit une fourchette allant de 25 à 40 milliards de dollars » (*Le Monde Economie* du 1^{er} juin 2016).

concurrentielles, la pluralité des organisations partisans, la panoplie des contre-pouvoirs et des instruments de contrôle, comme la justice indépendante, la force des syndicats, la libre formation et expression des associations, une presse exonérée de tout contrôle gouvernemental, la reconnaissance constitutionnelle de droits sociaux, la liberté économique d'entreprendre, etc. Toutes ces caractéristiques installent l'image d'un régime démocratique. Cependant, l'observation du fonctionnement au quotidien de ces institutions et la mise en perspective de ces principes et proclamations avec la réalité invitent à amender quelque peu cette vision formelle.

Plusieurs phénomènes et processus bien vivaces dans le Brésil contemporain tendent en effet à écorner cette image d'un système de domination légal-rationnel : le haut niveau de la violence, la concurrence dans l'appareil public entre les recrutements au mérite et les nominations à la faveur, la loi dont l'universalisme est entamé dans son application par la prise en compte de statuts particuliers quand elle n'est pas « négociée » dans sa mise en œuvre en fonction des conditions personnelles et du rang social des citoyens, une corruption endémique qui touche tous les échelons administratifs et qui, loin de se cantonner aux plus hautes instances de l'Etat, irradie la sphère publique jusqu'aux actes les plus communs (demandes d'autorisations, de licences, de certifications, dépôts de dossiers, etc.) au point d'avoir donné lieu à l'expression générique du *jeitinho*²⁵. Ces réalités composent la figure hybride d'un Etat moderne et libéral mâtiné de patrimonialisme. L'ONG Transparency International, mesurant la perception de la corruption dans 176 pays, a classé le Brésil en 79^e pour l'année 2016, soit un décrochage de trois places par rapport à l'année précédente attestant ainsi de la persistance de ce phénomène dans le pays (source : *Estadão* do 26 de janeiro de 2017). Par comparaison, l'Uruguay occupe le 21^e rang et le Chili le 24^e rang. L'ONU évalue à hauteur de 200 milliards de Reais les pertes du Brésil pour cause de corruption (source : *Estadão* do 7 de fevereiro de 2017).

D'un point de vue juridique les principes constitutionnels d'affirmation des droits, et notamment des droits sociaux, représentent davantage des droits formels qu'ils ne recouvrent des droits réels. Les retards observés dans leur mise en œuvre entretiennent ces décalages entre proclamations génériques et situations concrètes.

Les grandes manifestations populaires surgies à partir de 1983-1984, soit lorsque le régime militaire a commencé à prévoir son retrait au bénéfice d'un régime civil et constitutionnel, qui réclamaient des élections directes et l'enthousiasme qui a accompagné alors les constituants ont témoigné de l'attachement profond des Brésiliens à un régime démocratique. Et les nombreux rassemblements et défilés protestataires suscités par différentes réclamations et qui ont rythmé régulièrement la vie politique du pays ces quinze dernières années montrent que l'aspiration démocratique est toujours forte bien qu'elle ait eu tendance à diminuer sous l'effet de l'accablement né des pratiques politiques et des comportements de nombreux dirigeants et élus, de l'instabilité gouvernementale et de l'ampleur grandissante de la violence. Les enquêtes

²⁵ Le *jeitinho*, littéralement la « petite habileté » désigne couramment pour les Brésiliens les petits arrangements quotidiens avec la loi et la morale publique permettant d'accommoder les contraintes et de contourner les règles en contrepartie d'un pourboire, d'un pot de vin ou sur la base d'un échange de services. L'étude de ces phénomènes est détaillée dans Fauré (2011).

d'opinion conduites annuellement par le *Latin America Public Opinion Project* (LAPOP) de la *Vanderbilt University* (USA) (1500 personnes au Brésil sont régulièrement interrogées sur un total de 50.000 Latino-Américains) sur la démocratie et l'Etat de droit montrent un certain désenchantement des citoyens brésiliens et leur insatisfaction à l'égard des pouvoirs.

3.1.6. Sécurité publique

Une partie du désappointement de la population vis-à-vis des institutions et des hommes politiques provient aussi des graves problèmes de sécurité publique dont souffre le pays et qui, à côté de la puissance croissante des réseaux et trafics de drogues, signe l'incapacité des pouvoirs publics quels que soient les gouvernements en place. L'Atlas de la violence couvrant l'année 2014 publié par l'IPEA et le Forum Brésilien de Sécurité Publique a recensé cette année-là 59.627 homicides, en hausse de près de 22% par rapport à l'année 2003 (IPEA e FBSP, 2016)²⁶. Le taux de 29,1 homicides par 100.000 habitants est ainsi le plus haut de l'histoire du Brésil. Toutes les régions sont touchées et toutes les tailles de villes. Les homicides sont la cause de 46,7% des décès des jeunes de 15 à 29 ans. Au total, le taux d'homicides place le Brésil dans les dix pays les plus dangereux sur 154 pour lesquels les données étaient disponibles en 2014. Au-delà de la tragédie humaine, le coût économique est considérable. Une étude de la Banque Interaméricaine de Développement (BID) évalue le coût de la criminalité à près de 4% du PIB brésilien en 2014, un montant équivalant à près de 400 milliards de Reais, pas loin de dix fois la valeur du programme *Bolsa Família* (source : BBCBrasil.com do 7 fevereiro de 2017). Des spécialistes brésiliens de sociologie et économie de la violence considèrent que le « prix de la violence » est sans doute plus élevé encore le situant plutôt à près de 6% du PIB.

Plusieurs facteurs sont mis en avant par les spécialistes pour expliquer à la fois l'ampleur du phénomène et sa croissance continue : des problèmes de coordination entre les différents organes de sécurité publique (police fédérale, polices militaires dépendant des Etats, polices civiles, polices municipales), l'absence de continuité des projets de lutte contre la criminalité ou le faible niveau de scolarité des jeunes impliqués dans les actions violentes.

Si ces données quantitatives témoignent des graves défaillances des pouvoirs publics au cours du temps, la violence et l'insécurité publique affectent différemment les diverses strates sociales. Les familles aisées y sont moins exposées car elles ont les moyens de se réfugier dans des ensembles immobiliers « bunkérisés » et gardiennés en permanence (*condominios* entourés de murs et barbelés, hauts immeubles disposant de tous les comforts – piscines, salles de sport, salles de jeux et de fêtes, garages, etc.) et circulent souvent dans des automobiles blindées. Les familles aux revenus plus modestes sont plus souvent victimes de cette insécurité permanente et généralisée.

²⁶ Les données de cet Atlas sous-estiment les morts causées par la police comme l'indique le même Forum dans son Annuaire Brésilien de Sécurité publique (FBSP, 2014). En 2014 ce sont 3.009 décès qui ont été provoqués par les forces de l'ordre.

3.2. Les enseignements de l'enquête qualitative auprès des institutions

En lien avec les développements précédents et afin d'identifier les grands enjeux de politiques sectorielles associés aux classes moyennes brésiliennes, nous avons complété notre analyse par une enquête qualitative auprès d'institutions privées ou publiques actrices des grands domaines des politiques sectorielles.

3.2.1. Méthodologie de l'enquête

Les entretiens de secteurs institutionnels visent à apporter un éclairage d'échelle méso, complémentaire au cadrage macroscopique du pays et aux enquêtes de terrain auprès ménages. Les secteurs enquêtés, présentés dans le Tableau 19 et numérotés de S1 à S12, sont pour partie le fruit des disponibilités des interlocuteurs et surtout de l'importance relative des secteurs concernés dans la société et l'économie du pays.

Tableau 19 : Les secteurs institutionnels enquêtés et les personnes interviewées

Secteurs institutionnels	Interlocuteurs
S1 Sécurité publique	Ex-Secrétaire d'Etat (Etat fédéré)
S2 PME Edition de livres académiques et grand public	Directrice-gérante
S3 Faculté corporative (Chambre de Commerce)	Coordonnatrice des études de licence
S4 Banque régionale	Superintendant microcrédits et agriculture familiale
S5 Institution nationale d'appui aux micros et petites entreprises	Chargée du département des affaires
S6 Institut fédéral de recherche économique appliquée	Chercheur spécialisé en agriculture/élevage
S7 Département intersyndical d'études économiques et sociales	Economiste permanent
S8 Grande entreprise de divertissements	Responsable financier
S9 Université fédérale	Professeur spécialiste d'économie du travail
S10 Grande entreprise de construction	Directeur financier
S11 Institution de prévoyance complémentaire d'un Etat fédéré	Président et directeur
S12 Association de résidents d'un quartier de classe moyenne haute	Plusieurs membres et animateurs de l'association

Les entretiens ont été réalisés auprès de personnes appartenant visiblement à la strate haute de la classe moyenne voire, pour un ou deux interlocuteurs, à la classe aisée. Ce positionnement social un peu en surplomb de la classe intermédiaire offre des lectures additionnelles à celles émanant des propres ménages de la classe étudiée.

Les entretiens se sont déroulés en moyenne sur deux heures sur les lieux de travail des intéressés. Par courtoisie ils n'ont pas donné lieu à des enregistrements audio mais à une prise de notes toujours acceptée par les répondants. En harmonie avec la distribution spatiale des entretiens opérés auprès des ménages, la moitié des entretiens ont eu lieu à Fortaleza, l'autre moitié à Rio de Janeiro. Un entretien a en outre été réalisé à Brasília.

Une liberté totale a été laissée aux interlocuteurs pour répondre aux questions qui leur étaient posées. Les longs échanges ont débordé parfois de la seule problématique de la classe moyenne et la moindre des politesses a été de respecter ces digressions qui n'étaient pas pour le chercheur privées d'intérêt. Ces informations « périphériques » ont souvent permis d'éclairer des réponses plus directement faites en liaison avec le sujet traité. Mais la synthèse qui suit a été pour l'essentiel limité aux informations obtenues sur la classe moyenne brésilienne.

3.2.2. Perception par les institutions de l'évolution des classes moyennes

Alors qu'il était possible de parler au Brésil d'une classe moyenne traditionnelle existant avant les années 2000 (S9)²⁷, les personnes interviewées sont unanimes pour reconnaître que la classe moyenne brésilienne a nettement augmenté en volume depuis, *grosso modo*, le début des années 2000, à cette réserve près que cet accroissement n'a pas atteint les niveaux dont se sont félicités les autorités nationales (S5). Si le gonflement de la classe moyenne est une évidence pour les uns (S1), un phénomène visible et incontestable pour d'autres (S2), il apparaît pour la grande majorité des interlocuteurs comme un processus non nécessairement durable et même fragile. Le pays est en crise, la pauvreté menace cette catégorie sociale intermédiaire. De plus, et à une phase d'explosion du crédit qui en a favorisé l'élargissement et le renouvellement lors de la dernière période a succédé une situation où les familles sont fortement endettées et éprouvent des difficultés à rembourser les prêts.

Le renforcement de la classe moyenne depuis les années 2000 est jugé comme un processus principalement ou même essentiellement urbain (S2, S3), les familles rurales, mis à part les grands propriétaires de l'agriculture-élevage, étant plus pauvres que dans les villes (S1). Par ailleurs il est signalé que, dans la mesure où 25 à 30% des retraités continuent à avoir une activité professionnelle, ceux-ci parviennent à compléter leurs allocations de retraite et en font très probablement, par ce fait même, des membres de la classe moyenne (S9).

²⁷ Cette classe moyenne traditionnelle présentait à peu près les caractéristiques suivantes : elle était catholique (appartenance maintenant menacée par les églises évangéliques) ; elle s'appuyait beaucoup sur la fonction publique ; politiquement elle couvrait le centre-droit et le centre-gauche ; elle était attachée à la qualité du service public ; elle critiquait le haut niveau d'imposition et n'avait pas pour culture de revendiquer (S9).

Les facteurs de l'élargissement de la classe moyenne au cours des années 2000 sont bien connus et rappelés par la majorité des interlocuteurs. La croissance économique a permis la création d'emplois formels, l'augmentation du salaire en termes réels et, par voie de conséquence, l'augmentation des retraites, des allocations et des pensions indexées sur le SM (S4, S7, S9). La forte expansion du crédit et des programmes sociaux a contribué à cette dynamique économique (S3). Ces évolutions, encouragées aussi par des mesures gouvernementales de réduction de la fiscalité et des cotisations sociales au bénéfice de certains secteurs économiques, ont à leur tour activé la demande en permettant le financement de la consommation, l'accès au logement, l'achat de biens d'équipement ménagers, d'automobiles, l'inscription des enfants dans la filière éducative privée, etc. (S7).

La crise actuelle et les mesures prises pour y faire face ont eu un impact direct sur la classe moyenne. Parmi les principaux facteurs perturbateurs est mis en cause le taux d'intérêt directeur de la Banque Centrale (SELIC) qui a été fortement relevé (de 8,5% à 14,5%). L'explosion du crédit à partir de la fin de la décennie 2000 a fait que les familles se sont considérablement endettées en peu d'années. Un des instruments de cette explosion a été le fameux *empréstimo consignado* soit le crédit avec débit automatique à la source du revenu. S'est en outre superposé le phénomène de crédit renouvelable. Quand les gens avaient des difficultés à rembourser les délais étaient allongés ce qui avait deux conséquences : les emprunteurs continuaient à payer des intérêts sur un temps plus long et l'endettement devenait sans fin. Ainsi, le niveau officiel limite d'endettement des ménages qui était de 30% de leurs revenus a été largement contourné avec des taux pouvant atteindre 50% du revenu. Au total, on a assisté ces dernières années à une forte augmentation de l'insolvabilité des familles et petits entrepreneurs (S3, S4, S11).

Le secteur du logement et de la construction a été également largement impacté à la fois par la hausse des taux d'intérêt et par la raréfaction du crédit. Ces effets négatifs de la crise concernent à la fois les ventes de biens nouveaux mais aussi les ventes déjà réalisées (ventes à terme). Une famille qui a contracté un achat (achat conclu avant la livraison du bien) il y a un ou deux ans s'aperçoit qu'elle ne pourra pas rembourser le prêt. Elle va donc demander l'annulation du contrat de vente ou se tourner vers un achat moins onéreux (S10). Cette évolution ne concerne pas exclusivement la classe aisée, elle affecte aussi certaines composantes hautes et intermédiaires de la classe moyenne (la clientèle de l'entreprise du répondant est composée à 70% de la classe moyenne et à 30% de la classe riche).

3.2.3. *Les aspirations de la classe moyenne en matière de politiques setorielles : contrariées mais vivaces*

Les attentes perçues comme étant les plus récurrentes dans les milieux de la classe moyenne sont relatives au large domaine de l'éducation incluant les études et la culture. L'inclusion éducative revendiquée par plusieurs répondants ne se limite pas à des considérations quantitatives (créer plus d'établissements scolaires, généraliser le plein-temps scolaire, etc.) mais est aussi liée à la qualité de l'école. Ils font remarquer que bien qu'un nombre croissant d'individus aient élevé leur niveau formel de scolarité (plus de personnes ayant eu accès à l'université par exemple), leurs

connaissances et leurs capacités sont jugées plus faibles que dans les périodes antérieures. Alors que pendant longtemps la classe moyenne brésilienne fréquentait principalement les écoles et collèges publics, la baisse constatée dans la qualité éducative de ceux-ci ont conduit de nombreux parents appartenant à cette classe sociale à dédier des ressources pour faire entrer leurs enfants dans les écoles privées. Du fait de la crise, beaucoup d'entre eux ne disposent plus des ressources suffisantes pour maintenir leurs enfants dans les écoles privées ce qui les a poussés à réorienter leurs enfants vers la filière publique ou à devoir opter pour des écoles privées moins onéreuses dont il est suspecté qu'elles soient de moins bonne qualité (S12).

Les informations recueillies auprès de la Faculté corporative vont dans le même sens. L'établissement s'adresse à un public qui travaille déjà dans le commerce ou qui a vocation à y travailler et qui est considéré comme faisant partie des classes C et D dans un spectre allant de A pour la classe riche à E pour la classe pauvre. La demande éducative (formation générale et formation professionnelle) y est toujours aussi forte en dépit des difficultés économiques et la Faculté, pour y répondre, a dû ajuster les conditions financières des inscriptions et adapter ses modules d'enseignement (S3).

Les attentes et récriminations portent aussi sur les infrastructures et les services publics, l'Etat étant critiqué pour l'absence de contreparties des impôts prélevés et la classe moyenne étant jugée comme celle qui est le plus ponctionnée par rapport au reste de la population. La pression sur les pouvoirs publics est présentée comme puissante pour qu'il soit répondu aux demandes sociales dans des secteurs déficitaires comme la santé et l'éducation. Si ces services étaient offerts en qualité ceci impliquerait une réduction des coûts pour la classe moyenne qui doit payer cher pour avoir accès à de bonnes écoles (privées) et à des plans (privés) de santé. Par-delà ces deux secteurs, c'est l'ensemble des services publics qui sont considérés défailants combinant un fonctionnement coûteux et une faible efficacité (S12).

En matière de sécurité publique, il est déclaré qu'il n'y a pas de demandes spécifiques de cette strate sociale, toutes les catégories de la population souhaitant moins de violence, moins de trafics de drogues. Cependant, existent des demandes émanant de certains secteurs économiques et sociaux précis : des syndicats de transporteurs qui appellent à des interventions et une présence des forces de l'ordre pour protéger les bus et les camions, des dirigeants d'entreprises installées dans des parcs industriels qui attendent de la police une lutte efficace contre les vols et déprédations. L'extension des fonctions de police inclut aussi un rôle d'assistance sociale, par exemple pour protéger les femmes battues ou menacées par leurs maris ou compagnons (la Loi Maria da Pena adoptée il y a quelques années impose cette protection) (S1). Donc dans l'ensemble, les gens qui font appel aux forces de l'ordre appartiennent à toutes les catégories sociales. Néanmoins, tendanciellement, ceux qui sont plus pauvres y font moins souvent appel car il y a chez eux un réflexe de crainte de la police, principalement dans les quartiers populaires et les quartiers « favelisés » (S1).

Enfin, une caractéristique se réfère à une nouvelle posture revendicative de la classe moyenne récemment observée dans l'espace public. En s'élargissant et en se renouvelant (même si elle tend

aujourd'hui à se réduire sous les effets de la crise), la classe moyenne est jugée comme ayant pris conscience de sa force, elle sait que désormais elle peut compter et que les pouvoirs devraient compter avec elle. D'où sa tendance désormais croissante à manifester, à exprimer publiquement ses frustrations et ses insatisfactions. Ce comportement est considéré comme relativement nouveau. De nos jours dans les rues, lors des rassemblements et défilés protestataires on note une forte composante de classe moyenne. Ce ne sont pas ou plus seulement les plus défavorisés qui animent ces manifestations comme il a été donné de le voir lorsque cette classe moyenne a soutenu la justice dans les poursuites contre la corruption. Elle a acquis le courage de revendiquer ; elle sait que le futur est dans ses mains et qu'elle a un poids politique pour peser sur le changement attendu (S9).

3.2.4. Les actions dédiées aux classes moyennes : le l'indifférence à des ajustements spécifiques

Un peu à l'image du gouvernement fédéral, les divers secteurs institutionnels enquêtés n'ont que peu développé des activités spécialement dirigées vers les familles de la classe moyenne. Ainsi, des domaines comme la sécurité publique (S1) ou l'agriculture (S6) n'ont fait l'objet d'aucune mesure dédiée aux classes moyennes. Cependant, le surgissement des difficultés économiques à partir des années 2014-2015 et la baisse du pouvoir d'achat des familles de la classe moyenne a incité plusieurs secteurs d'activité à adapter leurs produits et leurs services à ces nouvelles conditions de vie affectées par la crise.

Culture et loisirs

L'entreprise d'éditions enquêtée publie deux types de document : les ouvrages généraux (fictions, essais, livres pour la jeunesse, etc.) et les publications spécialisées (sciences, techniques, documents professionnels). Alors que les publications générales sont influencées par la conjoncture, les publications académiques sont pour l'instant un peu à l'abri des effets de la crise car les projets concernés durent de 3 à 4 ans et, pour l'heure, les publications prolongent sans rupture ou difficulté ces travaux universitaires. Mais la crise se répercutera très probablement dans 3 ou 4 ans dans cette catégorie éditoriale. La demande est actuellement plus forte dans la deuxième catégorie parce qu'elle reflète les évolutions de l'enseignement supérieur et l'ouverture de celui-ci à de nouvelles couches de population. Il est donc répondu, presque naturellement, aux mouvements du marché c'est-à-dire à la demande des consommateurs sans avoir à mener une stratégie spécifique qui tient compte de la classe moyenne (S2).

La grande entreprise de distraction et de spectacle n'a pas été confrontée aux effets de la récente crise économique. Ce secteur d'activité est assez spécifique et est beaucoup moins dépendant de la conjoncture que bien d'autres secteurs. Elle continue d'accueillir toujours plus de clientèle alors que les hôtels « classiques », même ceux situés sur le front de mer, ont connu et connaissent encore des moments difficiles. Cette résistance est expliquée par deux facteurs principaux. D'une part, les familles brésiliennes aisées qui avaient l'habitude ou pour projet d'aller aux Etats-Unis (en Floride principalement mais aussi ailleurs) pour fréquenter des parcs semblables ont renoncé

à voyager à l'extérieur et se sont dirigées vers cet établissement local. D'autre part, en situation de crise, les familles restreignent naturellement leurs dépenses courantes et certains projets d'investissement. Mais elles se refusent à mettre une croix sur quelques jours à passer dans un parc d'attraction car elles perçoivent cela comme un moment un peu exceptionnel qui ne répond pas à une logique économique rationnelle mais qui est une espèce de coup de cœur à s'offrir ainsi qu'aux enfants. C'est donc un secteur dont les ressorts sont très différents des autres secteurs d'activité (S8).

Education

Dans les périodes de croissance économique, la classe moyenne est demandeuse d'éducation et de formation et cette tendance concerne tout particulièrement la Faculté corporative même si celle-ci ne recrute pas exclusivement dans cette strate (S3). L'établissement a un statut d'organisation sans but lucratif ce qui lui autorise quelques ajustements pour tenir compte des difficultés présentes des familles de la classe moyenne. D'une part elle parvient à obtenir des bourses FIES accordées par le gouvernement fédéral au bénéfice de certains étudiants. Mais le nombre de ces subsides tend à diminuer vu la crise financière qui touche l'Etat central. L'autre moyen utilisé en raison du statut de l'établissement consiste à jouer sur les tarifs d'inscription : ces tarifs sont de niveau intermédiaire pour permettre aux étudiants, notamment ceux issus de la classe moyenne, de suivre les cours (S3).

L'arrivée d'enfants issus de la classe moyenne nouvelle est passée assez inaperçue dans les universités fédérales qui sont gratuites mais sélectives à l'entrée et dispensent des enseignements de qualité. La classe riche continue à la fréquenter ainsi que la classe moyenne traditionnelle. Inaperçue en dépit des politiques éducatives pro-pauvres et de quotas favorables aux gens de couleur. Il n'y a donc pas eu d'initiatives notables sur ce point en dépit de la crainte d'une baisse de niveau qui était partagée par la majorité des universitaires lorsque ces mesures favorables ont été adoptées et mises en œuvre (S9).

Emploi

Le chômage qui a massivement augmenté ces dernières années est jugé comme ayant surtout affecté la classe moyenne. Une partie de ces nouveaux chômeurs a opté pour le statut de travailleurs autonomes. Le répondant employé par l'institution d'appui aux micro et petites entreprises (S5) souligne l'intérêt pour ces nouveaux chômeurs du statut de micro-entrepreneur individuel (*MEI Micro Empreendedores Individuais*). Les MEI sont les plus petites unités de production et de service assimilées à de l'auto-entreprise ou auto-emploi. Elles ne peuvent compter qu'un salarié au maximum. Elles cotisent au régime général de prévoyance sociale (RGPS) mais paie un tribut très symbolique au Trésor public (seulement 1 Real d'impôt). Ce statut leur permet d'être formalisées (*CNPJ Carteira Nacional de Pessoas Jurídicas*) et leur chiffre d'affaires peut aller jusqu'à 60.000 Reais annuels. Cette catégorie juridique séduit des personnes issues de catégories sociales diversifiées. Parmi les micro-entrepreneurs individuels, on voit des gens plutôt riches, le statut de MEI étant dans ce cas transitoire en vue de développer des affaires

plus vastes (S5). Mais les personnes qui appartenaient à la classe moyenne et qui se retrouvent au chômage (ou même celles qui ont encore un emploi devenu très incertain) expriment également de fortes et nombreuses demandes pour monter leur affaire, que ce soit dans le secteur du commerce alimentaire ou dans le domaine des prestations de services (consultance, comptabilité, assistance technique, alimentation rapide, etc.). Même de grands établissements financiers qui tendent à réduire le nombre de leurs agences et à préparer leur personnel à des licenciements ont demandé à cette institution d'organiser des cours de formation pour que les employés puissent s'établir à leur compte. L'établissement en question a également mis au point des actions et programmes destinés aux petites entreprises qui se trouvent sur une trajectoire de croissance. L'appui consiste à consolider leur dynamisme en proposant des formations en matière de planification, finance, leadership, gestion de l'innovation, etc. (S5).

Crédit

En lien avec l'attrait pour le statut de micro-entrepreneur individuel, la grande banque régionale enquêtée propose et gère, entre autres, des dispositifs de microcrédit urbain et rural qui concernent partiellement les membres de la classe moyenne. Elle détient 52% de tout le microcrédit proposé au Brésil. En milieu rural, le microcrédit vient en appui à l'agriculture familiale alors que dans les villes, la banque aide les producteurs installés à leur propre compte (*autónomos*). Ce dispositif de microcrédit existe depuis 1998 et est jugé être un succès assuré par deux facteurs. D'une part, l'établissement financier ne travaille qu'avec les producteurs et ne propose donc pas de crédit à la consommation. D'autre part, de nombreux agents locaux de la banque suivent et accompagnent les petits producteurs. Il n'est pas exigé que le producteur soit « légalisé » ou se formalise. Il peut tout à fait être et rester informel. Ce qui compte pour la banque c'est sa capacité à rembourser le crédit. Le taux de remboursement atteint 98,1% bien supérieur aux crédits plus formels où l'insolvabilité est croissante (S4).

Protection sociale

En matière de protection sociale, la création relativement récente (loi *estaduale* de 2012, mise en œuvre en 2013) d'une institution de prévoyance complémentaire des fonctionnaires et agents publics de l'Etat fédéré où l'entretien a eu lieu est un exemple de mesure pouvant directement concerner une partie de la classe moyenne. Il s'agit d'un régime complémentaire dont l'adhésion est fondée sur le volontariat et dont les ressources proviennent à parts égales des cotisations des participants et de transferts de l'Etat. Ce dispositif a été justifié par l'alignement du montant maximal des retraites de la fonction publique sur ceux du régime général, soit une diminution réelle puisque, jusque-là, les fonctionnaires admis à la retraite maintenaient leurs niveaux de revenus de la période active, souvent au-dessus de la limite du régime général. L'autre argument de ce changement est que l'espérance de vie augmente régulièrement et qu'il devenait nécessaire d'équilibrer le système des pensions et retraites. Il était attendu qu'environ 30% des près de 500.000 fonctionnaires de cet Etat fédéré, soit la proportion de ceux jugés appartenir à la classe moyenne, cotisent à ce nouvel organisme. En dépit des campagnes d'information et d'adhésion seuls 70% d'entre eux (21% du nombre total de fonctionnaires) ont adhéré à ce régime

complémentaire. L'explication donnée à ce résultat peu satisfaisant est que les fonctionnaires ne se préoccupent guère de leur future période d'inactivité. Il est vrai que cette cause n'est pas spécifique aux fonctionnaires mais concerne l'ensemble de la société. Cependant, il se trouve que les fonctionnaires ont longtemps (et encore de nos jours) constitué un des bases de la classe moyenne brésilienne. On observe donc que même cette catégorie socioprofessionnelle, pourtant bien scolarisée et dûment informée, se préoccupe peu de ses conditions de vie à l'avenir (S11).

Logement et construction

Dans le secteur de la construction civile, la question des classes sociales et de leur pouvoir d'achat est sensible. Aujourd'hui le dynamisme du marché immobilier est avant tout porté par les ventes de deux catégories de biens qui se situent aux extrémités. D'une part, et curieusement, les biens correspondant à de moindres revenus se sont mieux vendus en 2016 qu'en 2015. C'est quelque chose de surprenant pour les dirigeants de ce secteur d'activité. D'autre part, les ventes sont très satisfaisantes pour les biens immobiliers de grande qualité, essentiellement des appartements luxueux. Mais dans l'ensemble les lancements de nouveaux immeubles d'habitation sont devenus moins nombreux (S10).

3.2.5. Quelles réformes des politiques publiques

Les personnes enquêtées se sont également exprimées sur l'avenir de leur pays et les réformes qui, selon elles, devraient être envisagées au Brésil. Plusieurs d'entre elles ont mentionné des réformes de portée globale. Premièrement, la nécessité de rééquilibrer les fondements de la croissance a fait l'objet de plusieurs commentaires. La réduction de la dépendance de l'économie brésilienne aux matières premières apparaît évidemment comme une priorité (S7), mais la recherche d'un équilibre entre dynamisme de la consommation et de l'investissement est également vue comme un axe à privilégier. La croissance des années 2000 a avant tout reposé sur l'expansion de la consommation, il serait souhaitable de renforcer l'investissement (S6), notamment en favorisant l'épargne (S11). Deuxièmement, une personne enquêtée a souligné la nécessité de penser le développement de manière plus intégrée, c'est-à-dire de promouvoir un développement qui bénéficie aussi bien aux villes qu'aux zones rurales (S6). Troisièmement, la réforme des institutions publiques est vue comme indispensable pour restaurer la confiance envers le système politique (S11).

Des pistes de réformes plus spécifiques ont été également abordées. En matière de logement, tout d'abord, il apparaît nécessaire de réduire l'instabilité juridique associée au marché de la construction. Pour rappel, au Brésil, le secteur de la construction s'articule autour de simples promesses d'achat et de vente. Cela engendre une grande instabilité juridique et financière pour les entreprises du secteur. De plus, cette instabilité peut porter préjudice aux autres acheteurs d'appartements dans le même immeuble puisque s'il y a annulation d'un des contrats avant que les appartements soient achevés et livrés cela met en cause les travaux donc tous les autres contrats. Une solution serait d'adopter des mécanismes juridiques qui existent dans des pays développés : les contrats de vente sont définitifs dès le départ (S10). Les représentants de

L'Association des résidents d'un quartier mettent l'accent sur la pression fiscale dont souffre la classe moyenne et sur les disparités générées par le système fiscal donnant l'exemple de l'impôt sur les services (ISS) dont les taux sont différents d'une ville à l'autre. Cela incite des entrepreneurs à délocaliser le siège social de leur établissement vers des villes à moindre ISS sans que ces déménagements soient fondés sur un plan économique. Certaines villes se transforment alors en boîte aux lettres d'entreprises installées ailleurs (S11).

Comment les classes moyennes brésiliennes peuvent-elles contribuer à influencer les politiques publiques ? Un vice logé au sein de la société est que, au long des années, les personnes qui définissaient les règles étaient celles qui en bénéficiaient. Autrement dit c'est une petite mais puissante partie de la population (i.e. l'élite) qui avait peu d'intérêt dans le changement de contexte si celui-ci lui portait préjudice. La classe moyenne est menacée à court et moyen termes par les mesures actuelles du gouvernement. Mais comme elle a désormais le courage de revendiquer et manifester elle pourra peut-être infléchir des politiques publiques qu'elle juge trop défavorables (S9). De plus, la classe moyenne brésilienne, bien qu'hétérogène, constitue un groupe de plus en plus informé et éduqué, capable de mieux spécifier, articuler et faire prévaloir ses demandes. Cela souligne le rôle clé de l'éducation dans le renforcement souhaité de la classe moyenne (S6).

Conclusion : quelques traits saillants

En définitive, après cette analyse approfondie de l'essor des classes moyennes au Brésil et de leur rapport aux politiques publiques, nous pouvons identifier un certain nombre de faits stylisés.

- L'expansion de la classe moyenne brésilienne s'est accéléré à partir des années 2000 pour atteindre un poids dans la population se situant aux alentours de 50-60% selon les estimations. Cet essor résulte principalement de la croissance économique, de l'accroissement du nombre d'emplois formels, de l'augmentation des salaires réels faisant suite à la fin de l'hyperinflation et des programmes sociaux ambitieux des années 2000 (la Bolsa Família notamment). Néanmoins, la crise économique qui impacte le Brésil depuis 2014 risque d'avoir des répercussions sur la classe moyenne.

- A partir des données de l'enquête PNAD et en retenant un intervalle de revenu des ménages par tête quotidien allant de 10\$ au 95ème percentile de la distribution du revenu, nous estimons le poids de la classe moyenne de revenu à plus de 61% pour l'année 2014, soit un niveau cohérent avec les estimations antérieures. L'accroissement significatif de la part de ce groupe intermédiaire de revenu depuis le début des années 2000 est également confirmé.

- La classe moyenne au Brésil est particulièrement hétérogène en termes de catégorie socioprofessionnelle, d'éducation ou de statut dans l'emploi. Nos résultats soulignent qu'elle est constituée de sept groupes distincts : (1) la classe moyenne de retraités et inactifs ; (2) la classe moyennes des professions intermédiaires et fonctionnaires ; (3) la classe moyennes des employeurs et cadres ; (4) la classe moyenne des retraités "actifs" ; (5) la classe moyennes des

travailleurs des secteurs primaire et secondaire ; (6) la classe moyenne des travailleurs des services et (7) la classe moyenne des travailleurs du secteur informel.

- En fait, la typologie proposée tend à souligner l'existence d'une certaine forme de bipolarisation au sein de la classe moyenne brésilienne avec une classe moyenne aisée (groupes 2 et 3), de taille limitée (17%), occupant des emplois stables et hautement qualifiés (notamment dans le secteur public) et une classe moyenne plus fragile (groupes 1, 4, 5, 6 et 7) aux niveaux de revenu et d'éducation plus faibles et occupant des emplois plus instables et de moindre qualité. Cette composante vulnérable représenterait entre 39% et 83% de l'ensemble de la classe intermédiaire de revenu d'après notre analyse quantitative.

- La classe moyenne brésilienne est caractérisée par son consumérisme. Achat de biens durables (voitures, nouvelles technologies, etc.), logement, loisirs (voyages, parcs d'attraction) apparaissent ainsi comme des marqueurs forts de l'appartenance à ces catégories intermédiaires. Ce consumérisme a été largement soutenu par un accès facilité au crédit.

- Alors que les membres de la classe moyenne ont connu un processus de mobilité ascendante par rapport à la génération précédente, une importante partie d'entre eux reste vulnérable à un retour dans la pauvreté. Il s'agit pour l'essentiel des familles sorties récemment de la pauvreté sous l'effet de la croissance économique et des politiques sociales des années 2000 et 2010. Si leur niveau de revenu a augmenté, les membres de cette frange de la classe moyenne, parfois appelés les *strugglers*, restent fragiles du point de vue de leur situation professionnelle et de leurs conditions de vie. Il apparaît évident qu'ils sont directement menacés par l'effondrement de l'emploi et les problèmes de surendettement liés à la crise.

- Du point de leurs attentes et aspirations, les classes moyennes brésiennes placent les domaines de la santé, de l'éducation et de la sécurité publique comme prioritaires.

- Les classes moyennes portent un jugement très sévère sur la qualité des infrastructures et services publics, et ce d'autant plus qu'elles sont conscientes du caractère pro-riches de la fiscalité brésilienne. Il est vrai que la classe moyenne haute se distingue par sa capacité à contourner les défaillances de la sphère publique en recourant au secteur privé, notamment en matière d'éducation et de santé. Cependant, les membres les plus vulnérables de la classe moyenne (les *strugglers*) restent très dépendants de ces services publics de faible qualité.

- Comme le reste de la population brésilienne, la classe moyenne exprime son rejet du système politique, quelle que soit l'échelle du pouvoir (fédéral, estadual ou municipal), et souligne son incapacité à oeuvrer pour l'intérêt général. Elle porte en particulier un jugement très sévère sur la corruption endémique qui prévaut dans le pays.

- Les classes moyennes brésiennes n'ont jamais fait l'objet d'un ciblage particulier par les politiques publiques sectorielles au Brésil. Néanmoins, le surgissement des difficultés

économiques la baisse du pouvoir d'achat consécutifs à la crise ont incité certains domaines de l'action publique et certains secteurs d'activité à s'adapter à ces nouvelles conditions. C'est le cas notamment dans les domaines de l'éducation (mesures pour faciliter l'accès aux meilleures universités publiques ou aux universités privées) et de l'emploi (aide à la création de micro-entreprises, microcrédit).

- Sur la période récente, les membres de la classe moyenne brésilienne, et notamment les strugglers, ont témoigné de leur capacité à se mobiliser et manifester. Ce fut notamment le cas lors des rassemblements massifs de mars à juin 2013. Cette volonté nouvelle de revendiquer et d'exprimer publiquement ses frustrations pourrait contribuer à infléchir les politiques publiques.

Bibliographie

ABEP, 2008, *Critério de Classificação Econômica Brasil*, São Paulo.

ABEP, 2015, *Critério de Classificação Econômica Brasil*, São Paulo.

ADB, 2010, The rise of Asia's middle class, Special chapter in ADB (Ed.), *Key indicators for Asia and the Pacific 2010*, Asian Development Bank: Metro Manila (Philippines).

Afonso J.R.R., Castro K.P. 2012, Tributação: insuficiente reformar, necessário novo sistema, *Controle*, volume X(2): 11-31.

Anastasia A. 2016, *Relatório/Parecer da Comissão do Impeachment*, Brasília, Senado Federal.

Banerjee, A., Duflo, E. 2008, What is middle class about the middle classes around the world?, *Journal of Economic Perspectives*, 22(2): 3-28.

Bickart, K. 2015, The choice of the new Latin American middle classes: Sharing or self-caring, *European Journal of Development Research*, 27: 238-245.

Birdsall, N. 2010, The (indispensable) middle class in developing countries, in R. Kanbur, M. Spence (Eds.), *Equity and growth in a globalizing world*, World Bank (Commission on Growth and Development): Washington DC.

Birdsall, N. 2014, A note on the middle class in Latin America, in C. Rhee, J. Zhuang, R. Kanbur (eds.), *Inequality in Asia and the Pacific*, New York, Routledge and Asian Development Bank.

Birdsall, N., Lustig, N., Meyer, C.J. 2014, The strugglers: The new poor in Latin America?, *World Development*, 60(1): 132-146.

Bonnefond, C., Clément, M., Combarous, F. 2015, In search of the elusive Chinese urban middle class: An exploratory analysis, *Post-Communist Economies*, 27(1): 41-59.

Braga T.V.M. 2012, A Nova Classe Média no Brasil : Reflexões acerca de suas expectativas, *Revista Gestão e Sociedade*, nº2, dezembro.

Cardenas, M., Kharas, H., Henao, C. 2011, *Latin America's global middle class*, Global Economy and Development, Brookings.

Castellani, F., Parent, G. 2011, *Being "middle-class" in Latin America*, OECD Development Centre Working Paper, nº 305, OECD.

Castellani, F., Parent, G., Zentero, J. 2014, *The Latin American middle class. Fragile after all?*, IDB Working Paper, n° 557, Inter-American Development Bank.

CNC, 2016, *Pesquisa Nacional de Endividamento e Inadimplência do Consumidor (PEIC)*, Brasília.

Costhek Abílio L. 2011, *A Nova Classe Média vai ao Paraíso ?*, Rio de Janeiro, IPEA, Primeiro Circuito de Debate Acadêmicos.

Data Popular, 2014, *Faces da Classe Média*, São Paulo.

De la Torre, A., Ize, A., Schmukler, S.L. 2012, *Financial development in Latin America and the Caribbean: The road ahead*, Washington DC, Latin American and Caribbean Studies, World Bank.

Didier, T., Schmukler, S.L. 2011, *Financia globalization: Some basic indicators for Latin America and the Caribbean*, Background document, Washington DC, World Bank.

Easterly, W. 2001, The middle class consensus and economic development, *Journal of Economic Growth*, 6(4): 317-335.

Fauré Y.-A. 2005, Des politiques publiques décentralisées, entraves au développement local. Expériences brésiliennes, *Revue Tiers Monde*, 181 : 95-118.

Fauré Y.-A. 2011, Du *jeitinho* et d'autres phénomènes connexes dans le Brésil contemporain, in D. Bach, M. Gazibo (dir.), *L'Etat néopatrimonial. Genèse et trajectoires contemporaines*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa.

Fauré Y.-A. 2015, Bonheur privé, carences publiques. Retour sur la fronde sociale de mars-juin 2013 au Brésil, *Problèmes d'Amérique latine*, 93 : 55-74.

FBSP, 2014, *Anuário Brasileiro de Segurança Pública*, São Paulo

Ferreira F.H.G., Leite, P.G., Ravallion, M. 2010, Poverty reduction without economic growth? Explaining Brazil's poverty dynamics, 1985-2004, *Journal of Development Economics*, 93: 20-36.

Ferreira, F.H.G., Messina, J., Rigolini, Lopez-Calva, L.F., Lugo, M.A., Vakis, R. 2013, *Economic mobility and the rise of the Latin American middle class*, Washington DC, World Bank.

FJP, MC, BID, PNUD, 2016, *Déficit habitacional no Brasil. Banco de dados*, www.cbicdados.com.br.

Franco, R., Hopenhayn, M., Leon, A. 2011, The growing and changing middle class in Latin America: An update, *CEPAL Review*, 103: 7-25.

Giambiagi F., Villela, A., Barros de Castro, L., Hermann, J. 2005, *Economia Brasileira Contemporânea (1945-2004)*, Rio de Janeiro, Elsevier.

Hirschman A.O. 1995, *Défection et prise de parole*, Paris, Fayard.

IBGE, 2012, *Sistema Nacional de Índice de Preços ao Consumidor*,

www.ibge.com.br/estatistica/indicadores/precos/inpe_ipca.

IBGE, 2015, *Síntese de Indicadores Sociais 2015*, Rio de Janeiro.

IESS, 2017, *Nota de Acompanhamento dos Beneficiários*, n°8, janeiro, São Paulo.

IPEA, 2011, *Equidade Fiscal no Brasil : Impactos Distributivos da Tributação e do Gasto Social*, Brasília, Comunicados do IPEA, n°92.

IPEA e FBSP, 2016, *Atlas da Violência, Nota Técnica* n°17, IPEA, Brasília.

Kamakura W.A., Mazzon J.A. 2013, *Estratificação socioeconômica e consumo no Brasil*, São Paulo, Editora Blucher.

Kamakura W.A., Mazzon J.A. 2016, Critérios de Estratificação e Comparação de Classificadores socioeconômicos no Brasil, in *Revista de Administração de Empresas*, São Paulo, jan-fev.

Kerstenetzky, C.L., Uchoa, C., Do Valle Silva, N. 2015, The elusive new middle class in Brazil, *Brazilian Political Science Review*, 9(3): 21-41.

Kharas, H. 2010, *The emerging middle class in developing countries*, OECD Development Centre Working Paper, n° 285.

Lipset, S.M. 1959, Some social requisites of democracy: Economic development and political legitimacy, *American Political Science Review*, 53(1): 69-105.

Loayza, N., Rigolini, J., Llorente, G. 2012, Do middle classes bring institutional reforms?, *Economics Letters*, 116(3): 440-444.

Lopez-Calva, L.F., Rigolini, J., Torche, F. 2012, *Is there such thing as middle class values? Class differences, values and political orientations in Latin America*, IZA Discussion Paper, n° 6292.

Lustosa M.C. et Fauré Y.-A. 2013, *Changements institutionnels et politiques publiques au Brésil Aux sources de la réduction des inégalités sociales, de la pauvreté et des disparités régionales*, Cahiers du GREThA, n°25, Université de Bordeaux.

Matsuyama, K. 2002, The rise of mass consumption societies, *Journal of Political Economy*, 110(5): 1035-1070.

MDIC, 2016, *Estatísticas do Comércio Exterior* (série histórica), Brasília.

Ministério da Educação, 2005, *Fracasso escolar no Brasil: Políticas, programas e estratégias de prevenção ao fracasso escolar*, Brasília.

Ministério da Educação / INEP, 2016, *Percentual do Investimento Total em Relação ao PIB por Nível de Ensino*, Brasília, www.portal.inep.gov.br/estatisticas

Ministério da Fazenda, Secretaria do Tesouro Nacional, 2012, *O que você precisa saber sobre transferências constitucionais e legais. Fundo de Participação dos Estados e do Distrito Federal–FPE*, Brasília.

Ministério da Fazenda, Secretaria do Tesouro Nacional, 2016a, *Gasto Social do Governo Central 2002-2015*, Brasília.

Ministério da Fazenda, Secretaria do Tesouro Nacional, 2016b, *Relatório Anual 2015*, Brasília.

Ministério da Fazenda, SPE, 2016, *Relatório da Distribuição Pessoal da Renda e da Riqueza da População Brasileira. Dados do IRPF 2015/2014*, Brasília.

Ministério do Trabalho e do Emprego, 2013, *Relação Anual de Informações Sociais*, Brasília.

Neri M.C. (coord.) 2008a, *A Nova Classe Média*, Rio de Janeiro, CPS-FGV.

Neri M.C. (coord.) 2008b, *Miséria e a Nova Classe Média na Década da Igualdade*, Rio de Janeiro, CPS-FGV.

Neri M.C. (coord.) 2010, *A Nova Classe Média. O Lado Brilhante dos Pobres*, Rio de Janeiro, CPS-FGV.

Neri M.C. (coord.) 2012, *De Volta ao País do Futuro: Crise Européia, Projeções e a Nova Classe Média*, Rio de Janeiro, CPS-FGV.

OCDE, 2001, *Etudes économiques de l'OCDE : Brésil*, Paris, OCDE.

OCDE, 2013, *Etudes économiques de l'OCDE : Brésil*, Paris, OCDE.

OCDE, 2015, *Etudes économiques de l'OCDE : Brésil*, Paris, OCDE.

OCDE/PISA, 2013, *Principaux résultats de l'Enquête PISA de 2012*, Paris, OCDE.

OECD, 2011, *Latin American Economic Outlook 2011. How middle-class is Latin America?*, Paris, OECD.

Paillard, C.A. 2016, *Brésil : Comprendre la crise*, www.diploweb.com.

Penfold, M., Rodriguez Guzman, G. 2014, *The growing but vulnerable middle class in Latin America. Growth, patterns, values and preferences*, Public Policy and Productive Transformation Series, n° 17/2014, CAF Development Bank of Latin America.

Porchmann M. 2012, *Nova Classe Média ? O Trabalho na Base da Pirâmide Social Brasileira*, São Paulo, Editora Boitempo.

Porchmann M. 2014, *O mito da Grande Classe Média : Capitalismo e Estrutura Social*, São Paulo, Editora Boitempo.

Porto V., Abi-Rama Caetano M. 2015, A Previdência dos Servidores Públicos Federais: um regime sustentável ? Brasília, *VIII Congresso CONSAD de Gestão Pública*, maio.

Rosa T. M., Gonçalves F. de O., Fernandes, A. S. s.d., *Estratificação socioeconômica : uma proposta a partir do consumo*, Florianópolis, Universidade Federal do Paraná.

Saad-Filho, A. 2013, Mass protests under 'left neoliberalism': Brazil, June-July 2013, *Critical Sociology*, 39(5): 657-669.

SAE, 2012a, *Comissão para Definição da Classe Média no Brasil (Relatório)*, Brasília.

SAE, 2012b, *Vozes da Classe Média* (carderno n°1), Brasília.

SAE, 2013a, *Curiosidades sobre a Nova Classe Média*, Brasília.

SAE 2013b, *Perguntas e Respostas sobre a Definição da Classe Média*, Brasília

Salama P. 2010, Brésil, bilan économique, succès et limites, *Problèmes d'Amérique Latine*, 78 : 47-61.

Salata A. R. 2015, Quem é Classe Média no Brasil ? Um Estudo sobre Identidades de Classe, *Dados-Revista de Ciências Sociais*, 58(1).

Scalon C., Salata A. 2012, Uma nova classe média no Brasil da última década ? O debate a partir da perspectiva sociológica, *Revista Sociedade e Estado*, 27(2).

SEMESP, 2015, *Mapa do Ensino Superior no Brasil*, São Paulo.

Singer A. 2013, A energia social não voltará atrás, *Época*, 24 de junho.

Skoufias, E., Nakamura, S., Gukovas, R.M. 2017, *Safeguarding against a reversal in social gains during the economic crisis in Brazil*, Washington, DC, World Bank Group.

Sobrinho G. de F.X., Classe C e sua alardeada ascensão: nova? Classe? Média?, *Indicadores Econômicos FEE*, Porto Alegre.

Souza J., 2009, *A Tolice da Inteligência Brasileira. A Ralé e os Batalhadores*, Belo Horizonte, UFMG.

Théry, H. 2017, Nouveaux paysages urbains du programme Minha Casa, Minha Vida, *Mercador*, Fortaleza, 16, e16002.

Yano N. M., Monteiro M. M. 2008, *Mudanças Institucionais na Década de 1990 e seus Efeitos sobre a Produtividade Total dos Fatores*, XXXVI Encontro Nacional de Economia, Salvador, ANPEC.

Annexes

1. Caractéristiques des chefs de ménages interrogés lors de l'enquête qualitative

Entretien	Genre	Age	Région	Urbain rural	Statut matrimonial	Taille du ménage	Education	CSP	Statut dans l'emploi	Groupe de la classe moyenne	Revenu mensuel <i>per capita</i> en R\$ 2017
1	M	37	Fortaleza	U	Marié	3	Secondaire	Profession intermédiaire	Employé	2	1.000
2	M	55	Fortaleza	U	Marié	3	Secondaire	Travailleur des services	Indépendant	7	1.000
3	M	35	Fortaleza	U	Marié	2	Supérieur	Profession intermédiaire	Employé	3	2.500
4	M	52	Fortaleza	U	Marié	4	Supérieur	Retraité actif	Retraité actif	1	3.700
5	M	58	Fortaleza	U	Divorcé	3	Secondaire	Profession intermédiaire	Indépendant	6	1.500
6	M	39	Fortaleza	U	Marié	3	Primaire	Travailleur des services	Employé	6	1.200
7	M	54	Fortaleza	U	Marié	3	Supérieur	Dirigeant	Employeur	3	3.300
8	F	35	Fortaleza	U	Célibataire	3	Supérieur	Profession intellectuelle	Employé	2	2.200

9	F	56	Fortaleza	U	Marié	3	Secondaire	Profession intermédiaire	Employeur	6	1.700
10	M	41	Fortaleza	U	Marié	3	Primaire	Ouvrier	Employé	5	900
11	M	37	Fortaleza	U	Marié	4	Secondaire	Ouvrier	Employé	5	900
12	M	69	Fortaleza	R	Marié	2	Primaire	Agriculteur	Indépendant	5	2.000
13	M	75	Fortaleza	R	Marié	2	Sans éducation	Retraité actif	Retraité actif	1	1.300
14	M	52	Fortaleza	U	Marié	2	Primaire	Retraité actif	Retraité actif	1	2.200
15	F	60	Fortaleza	R	Marié	3	Primaire	Retraité	Retraité	1	950
16	F	61	Fortaleza	U	Divorcé	3	Secondaire	Retraité	Retraité	1	1.500
17	F	66	Fortaleza	U	Marié	5	Secondaire	Retraité	Retraité	1	1.000
18	M	33	Rio de J.	U	Marié	2	Secondaire	Profession intermédiaire	Militaire	2	2.000
19	M	44	Rio de J.	U	Marié	3	Primaire	Ouvrier	Employé	6	1.400
20	F	62	Rio de J.	U	Mariée	3	Secondaire	Travailleur des services	Employé	6	1.500
21	F	54	Rio de J.	U	Divorcé	2	Supérieur	Cadre supérieure	Employé	6	2.500
22	F	60	Rio de J.	U	Divorcé	2	Secondaire	Retraité	Retraité	1	6.000
23	M	46	Rio de J.	U	Marié	2	Primaire	Ouvrier	Indépendant	7	4.500
24	F	57	Rio de J.	U	Marié	2	Supérieur	Retraitee active	Retraité active	1	4.500

25	F	56	Rio de J.	U	Divorcé	3	Secondaire	Profession intermédiaire	Employé	5	1.500
26	F	49	Rio de J.	U	Divorcé	3	Supérieur	Dirigeant	Employeur	3	4.000
27	F	34	Rio de J.	U	Marié	3	Supérieur	Cadre supérieure	Employé	5	2.500
28	F	36	Rio de J.	U	Marié	3	Supérieur	Cadre supérieure	Employé	5	2.400
29	M	33	Rio de J.	U	Marié	2	Supérieur	Profession intermédiaire	Employé	5	9.000
30	F	82	Rio de J.	U	Veuf	3	Secondaire	Retraité	Retraité	1	1.350

List of recent AFD Research Papers

AFD Research Papers are available through AFD's website at <http://editions.afd.fr>

- # 2017-56 SHAPIRO, D., "Linkages between Education and Fertility in Sub-Saharan Africa", AFD Research Paper Series, No. 2017-56, November.
- # 2017-57 SCHUYT, T., L.K. HOOLWERF and D. VERKAIK (2017), "Better together? A Study on Philanthropy and Official Development Assistance", AFD Research Papers Series, No. 2017-57, February.
- # 2017-58 TAN, P. and S.-S. LAM (2017), "Philanthropic Foundations in Asia: Insights from Singapore, Myanmar and China", *AFD Research Papers Series*, No. 2017-58, October.
- # 2017-59 EL-DALY, M. and M. KHALIL (2017), "Philanthropy in the Arab World", *AFD Research Papers Series*, No. 2017-59, October.
- # 2017-60 BOVARI, E., O. LECUYER and F. Mc ISAAC (2017), "Debt and damages: what are the chances of staying under the 2°C warming threshold?", *AFD Research Papers Series*, No. 2017-60, November.
- # 2017-61 BOVARI Mc ISAAC, F. (2017), "Testing Goodwin with a Stochastic Differential Approach–The United States (1948-2017)", *AFD Research Papers Series*, No. 2017-61, November.
- # 2017-62 Mc ISAAC, F., D. BASTIDAS (2017), "An Input-Output Analysis: What Would a Low-Carbon Economy for Brazil Mean?", *AFD Research Papers Series*, No. 2017-62, December.
- # 2017-63 DAVID, A., GUILBERT, N., HINO, H., LEIBBRANDT, M., POTGIETER, E. and M. SHIFA (2018), "Social Cohesion and inequality in South Africa", *AFD Research Papers Series*, No. 2017-63.
- # 2018-64 DE BERCEGOL, R., J. CAVÉ and A. NGUYEN THAI HUYEN (2018), "Informal Recycling vs municipal Waste Service in Asian cities: Opposition or Integration?", *AFD Research Papers Series*, No. 2018-64
- # 2018-65 BOVARI, E., G. GIRAUD and F. Mc ISAAC (2018), "Carbon Pricing and Global Warming: A Stock-flow Consistent Macro-dynamic Approach", *AFD Research Papers Series*, No. 2018-65, January.
- # 2018-66 DAVID, A., N. GUILBERT, N. HAMAGUCHI, Y. HIGASHI, H. HINO, M. LEIBBRANDT and M. SHIFA (2018), "Spatial poverty and inequality in South Africa: A municipality level analysis", *AFD Research Papers Series*, No. 2018-66, January.